LE DEPOT INSTITUTIONNEL (UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES)

ACADEMIC PUBLICATION

RESEARCH ARTICLE

Planification du developpement touristique du littoral camerounais

AUTHORS

Ruth Mouasso

ILMIN LIBRARY • ACADEMIC FREE ACCESS

https://ilminlibrary.com

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN LOISIR, CULTURE ET TOURISME

PAR
RUTH MOUASSO

ÉLABORATION DU PROCESSUS DE PLAN DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU LITTORAL TOURISTIQUE DU CAMEROUN

FÉVRIER 1999

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ vi
REMERCIEMENTS vii
LISTE DES FIGURES viii
LISTE DES TABLEAUX ix
LISTE DES SCHÉMAS x
LISTE DES CARTES xi

INTRODUCTION 1

Éléments de problématique de la recherche 1
But et objectifs de la recherche 4
Méthodologie de la recherche 4
Structure de la recherche 5

CHAPITRE I
LES CONCEPTIONS TRADITIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 7

1. Le développement touristique: définitions et caractéristiques 8
1.1 Les définitions usuelles des mots «tourisme» et «touriste» 9
1.2 Une définition du mot «tourisme» selon l'approche systémique 11
1.3 Les caractéristiques du développement touristique: la planification touristique... . 14

2. Le développement touristique et les pays en développement 17
2.1 Les impacts d'ordre économique 19
2.1.1 Impacts économiques positifs 19
2.1.1.1 Le tourisme comme source de devises étrangères et de revenus nationaux 19
2.1.1.2 Le tourisme en tant que facteur de création d'emplois 20
2.1.2 Impacts économiques négatifs 21
2.1.2.1 Le tourisme renforce les rapports de dépendance des PVD par rapport aux pays industrialisés 22
2.1.2.2 Le néocolonialisme touristique 23

2.2 Les impacts d'ordre socioculturel 24
2.2.1 Impacts socioculturels positifs 25
2.2.1.1 Le tourisme comme facteur de rapprochement des peuples 25
2.2.1.2 Le tourisme comme facteur de renaissances culturelles 26

2.2.2 Impacts socioculturels négatifs 27
2.2.2.1 L'acculturation par le tourisme 27
2.2.2.2 Le tourisme comme facteur de corruption morale et mercantile 29
2.3 Les impacts d'ordre environnemental 31
2.3.1 Impacts positifs sur l'environnement 32
2.3.1.1 Le tourisme, facteur de sauvegarde et de valorisation des aires naturelles 32
2.3.1.2 Le tourisme, facteur de sauvegarde et de valorisation des monuments et sites 36
2.3.1.3 Le tourisme, facteur de développement des infrastructures et de l'amélioration de l'environnement 37
2.3.2 Impacts négatifs sur l'environnement 37
2.3.2.1 Destruction de la faune et de la flore 37
2.3.2.2 Effets de pollution 38
2.3.2.3 Érosion des caractéristiques géologiques naturelles 38
2.3.2.4 Dégradation des monuments et des sites historiques et archéologiques 38
2.3.2.5 Épuisement des ressources naturelles 39
2.3.2.6 Changement de la forme urbaine 39

3. Conclusion: Les conceptions traditionnelles, une vision parcellaire du développement 40

CHAPITRE II
CADRE CONCEPTUEL DE LA RECHERCHE 43

1. **Les nouvelles conceptions de développement touristique: une vision globale et intégrée** 43

1.1 Le développement local 43
1.1.1 Origines 43
1.1.2 La notion de développement local 44
1.1.3 Les pratiques du développement local: le processus de revitalisation par le développement local 48
1.1.4 Le tourisme et le développement local: les caractéristiques du développement touristique local 52
1.2 Le développement durable 54
1.2.1 Origines 54
1.2.2 La notion de développement durable 55
1.2.3 La pratique du développement durable dans le domaine du tourisme 58
1.3 Les dimensions du développement touristique local et durable 61
1.3.1 Le respect des besoins et des droits des collectivités locales ... 62
1.3.2 La pérennité des milieux naturel et humain 62
1.3.3 L'équité dans le développement 64
1.3.4 Une éthique riche en changements 65

2. **Les méthodes globales de planification touristique** 67
2.1 Le processus PASOLP de Baud-Bovy (1985) 68
2.1.1 Les principes fondamentaux du processus 68
2.1.2 Les étapes du processus 71
2.2 Le processus de base de planification touristique de Inskeep (1991) 71
2.2.1 Les concepts de base du processus 72
2.2.2 Les étapes du processus 73
2.3 Les limites des méthodes globales 76

3. **Conclusion: Choix de la méthode de base** 77

CHAPITRE III
LA PROBLÉMATIQUE DU TOURISME AU CAMEROUN ET LE LITTORAL TOURISTIQUE CAMEROUNAIS 80

1. **Le Cameroun: ses aspects généraux** 80
   1.1 Le cadre géographique 80
   1.2 Le cadre socioculturel et historique 84
   1.3 Le cadre économique 86
   1.4 Le cadre administratif et politique 87
   1.5 Influence des aspects généraux sur l'activité touristique 89

2. **Le tourisme au Cameroun: état de situation** 89
   2.1 Le produit touristique camerounais 90
      2.1.1 Les composantes du produit touristique camerounais 91
      2.1.2 La mise en marché du produit touristique camerounais ... 95
   2.2 La demande touristique camerounaise 98
   2.3 L'interrelation entre le produit et la demande touristiques camerounais 98
   2.4 Les principaux intervenants touristiques camerounais 100
   2.5 Les textes juridiques 103
   2.6 Les politiques touristiques 104

3. **Le littoral touristique camerounais** 108
   3.1 Ses limites 108
   3.2 Sa situation géographique 111
   3.3 Sa situation économique 111
   3.4 Sa situation sociale 112
   3.5 Sa situation touristique 113

4. **Conclusion: Le littoral et les objectifs du tourisme camerounais** 114

CHAPITRE IV
MÉTHODE DE PLANIFICATION DU LITTORAL TOURISTIQUE DU CAMEROUN SELON UNE APPROCHE GLOBALE 116

1. **Présentation de la méthode** 116
   1.1 Les concepts de base 116
   1.2 Les phases du processus 117

2. **Les variables de la méthode** 118
   2.1 La décision politique 120
   2.2 Les supports techniques 120
   2.3 Les intervenants 121
   2.4 Les discussions et analyses 122
   2.5 La concertation et le partenariat 122

3. **Les éléments des variables de la méthode** 122
   3.1 Les éléments de la décision politique 122
   3.2 Les éléments de supports techniques 127
   3.3 Les éléments de la concertation et du partenariat 135
   3.4 Les éléments de la variable intervenants 138
   3.5 Les éléments des analyses et conclusions 143

CONCLUSION GÉNÉRALE 147

BIBLIOGRAPHIE 149

ANNEXES 159

RÉSUMÉ

Le tourisme est reconnu aujourd'hui comme l'une des activités économiques et sociales les plus importantes du monde. Mais son développement dans les pays du Tiers-Monde a été hautement controversé. L'étude de ses différents impacts a démontré que la réflexion qui s'y rapporte n'est pas unifiée et est le plus souvent soit économique, soit sociologique, soit géographique; ce qui conduit à une interprétation excessive de ceux-ci, surtout dans les pays en voie de développement.

La problématique du tourisme dans les pays du Tiers-Monde permet de constater que les problèmes soulevés par le tourisme sont liés aux stratégies de développement tournées vers l'extérieur : le modèle macro-économique a toujours guidé l'élaboration de leurs politiques de développement touristique. Les résultats qui en découlent sont plus négatifs que positifs.

Le Cameroun s'est engagé dans la même voie en élaborant une politique touristique qui vise le rétablissement des grands équilibres macro-économiques affectés par la crise économique que traverse le pays. Cette politique traduit la volonté du gouvernement d'intégrer la revitalisation du secteur touristique dans sa lutte contre cette crise. Or, le modèle macro-économique a déjà montré ses faiblesses dans le redressement de la situation des économies en difficulté.

À la recherche d'une solution complémentaire qui épargnerait les conséquences non souhaitées provoquées par le modèle macro-économique dans les pays récepteurs du Tiers-Monde, nous avons fait appel aux approches de développement local et de développement durable. Ces approches ont guidé notre réflexion dans l'élaboration d'un processus de plan de développement du tourisme de l'une des régions touristiques du Cameroun : le littoral touristique.

REMERCIEMENTS

J'aimerais exprimer ma profonde gratitude à tous ceux et toutes celles qui ont contribué, de quelque manière que ce soit, à la réalisation de ce travail.

Je tiens à remercier particulièrement Monsieur André Barabé qui a dirigé ce travail, mais n'a pu, malheureusement, mener la barque jusqu'à la rive en raison de sérieux problèmes de santé. Ce travail n'aurait jamais vu le jour sans sa participation généreuse et qualifiée. Que Monsieur Jacques Demers reçoive aussi mes plus vifs remerciements pour avoir, malgré ses nombreuses charges, bien voulu consacrer une partie de son temps à la lecture de mon projet. Je remercie également Monsieur Michel Bellefleur qui a accepté de remplacer mon directeur.

Mes remerciements vont aussi à mes amis(es) Monique et Philippe M'Peck, Josée et Pierre-Benoît Fortin, Andrée Beaudouin, Louise Pronovost, Marie-Pierre Ékoka et André Boumso qui, par leurs encouragements, leur gentillesse et leur dévouement, m'ont permis de mener à bien cette recherche.

Je ne puis clore ce chapitre de remerciements sans avoir une pensée pour ma famille et pour ma fille Georgina, ma compagne et complice de tous les instants, dont l'amour et le soutien constant ont été capitaux dans l'élaboration de ce travail.

LISTE DES FIGURES

Figures Page

Figure 1
Some major impacts of tourism on the natural environment 33

Figure 2
Some major potential impacts of tourism on the built environment 34

Figure 3
Thèses et antithèses sur le tourisme dans les pays en voie de développement 41

Figure 4
Comparaison entre l'approche macro-économique et l'approche micro-économique..... 47

Figure 5
Principes du développement durable 59

Figure 6
Les dimensions principales du développement touristique local et durable 66

Figure 7
Les principales structures d'intervention touristique au Cameroun..... 101

Figure 8
La démarche gouvernementale 107

Figure 9
Les différentes phases de la méthode spécifique 119

Figure 10
Les éléments de décision politique 126

Figure 11
Les éléments des supports techniques 133

Figure 12
Les éléments de concertation et partenariat 137

Figure 13
Les éléments de la variable intervenants 141

Figure 14
Les éléments de discussion et analyses 146

LISTE DES TABLEAUX

Tableaux Page

Tableau 1
Situation actuelle du parc hôtelier du Cameroun à compter des établissements de 3 étoiles 93

Tableau 2
Nombre d'arrivées de touristes en provenance de l'étranger dans les hôtels et établissements assimilés de 1987 à 1991 99

LISTE DES SCHÉMAS

Schémas Page

Schéma 1
Modèle de fonctionnement du système tourisme 13

Schéma 2
Évolution des approches de planification touristique 16

Schéma 3
Méthode PASOLP 18

Schéma 4
Processus de revitalisation par le développement local 50

Schéma 5
Processus PASOLP 69

Schéma 6
Processus de base de planification touristique 74

Schéma 7
Schéma d'un plan de marketing 96

LISTE DES CARTES

Cartes Page

Carte 1
Carte de l'Afrique 82

Carte 2
La division administrative du Cameroun 88

Carte 3
La côte camerounaise 110

INTRODUCTION

Éléments de problématique de la recherche

Fruit des structures industrielles du monde occidental, le tourisme international est de nos jours, une industrie en pleine mutation qui deviendra, dans les échanges économiques entre les nations, l'une des premières méga industries du XXIe siècle avec les technologies de l'information et les télécommunications (Forum de l'industrie touristique, 1997). Sa croissance accélérée se manifeste aussi bien au niveau des arrivées que des recettes touristiques. Le tourisme international a certes enregistré, en 1991, une crise avec un arrêt de croissance. Cependant, dès 1992, la croissance est redevenue significative et a atteint en 1996, un volume de 592 millions d'arrivées de touristes internationaux. Selon les prévisions, ce volume franchira le cap d'un milliard en 2010. Les recettes touristiques quant à elles, voient leur part progresser plus régulièrement et plus rapidement que les arrivées. Pendant la crise de 1991, elles ont continué à progresser et ont atteint en 1996, selon l'OMT, 423 milliards de dollars US alors qu'elles étaient de 371 milliards de dollars en 1995. Pour ce qui est des emplois en tourisme, le nombre se chiffrait, au cours de l'année 1993, à 213 millions soit 10,2% de l'emploi dans le monde et les estimations du World Travel & Tourism Council prévoient que le tourisme comptera 385 millions d'emplois en 2006.

Sous l'impulsion de cette croissance, l'activité touristique internationale vit une réelle effervescence car, pour faire face à la croissance, il est de plus en plus nécessaire d'intensifier la concurrence (diversification et spécialisation des destinations, produits et activités touristiques), de segmenter les marchés touristiques selon les besoins variés des clientèles et de leurs nouveaux intérêts, de concentrer et d'internationaliser les grands acteurs en tourisme, d'intégrer les technologies d'information et de transformation dans les canaux de distribution. Tous les pays visent à accroître leur part du tourisme international et tous participent à cette reconfiguration (Forum de l'industrie touristique, 1997).

Le tourisme international est caractérisé par de très fortes inégalités. Les différences dans la répartition des flux touristiques sont assez considérables selon les pays du monde. La place prépondérante revient aux pays industrialisés, principalement les pays européens qui reçoivent près de 60% du total mondial des arrivées touristiques internationales. Les pays en développement (PVD) n'en reçoivent que le tiers. Mais on

remarque de plus en plus l'émergence des destinations de l'Asie de l'Est et Pacifique, « nouveaux pays industriels » et également « nouveaux pays touristiques », principalement Singapour, l'Indonésie, la Malaisie, la République de Corée, la Thaïlande et la Chine, où se situe la croissance la plus rapide notamment pour les recettes touristiques (Vellas, 1996). Depuis 1975, ces pays ont augmenté leur part d'arrivées touristiques dans le total mondial passant de 3.9% à 15.2% en 1996; les recettes, pendant la même période, ont vu leur part tripler dans le total mondial de 5.3% à 19.4%.

La part de l'Afrique est particulièrement faible. En 1996, les arrivées touristiques internationales représentent 3.5% du total mondial et les recettes 1.9% (OMT, www.world-tourism.org). On constate toutefois, selon les statistiques de l'OMT, que l'évolution globale du tourisme en Afrique progresse, car les arrivées touristiques ont augmenté de 2.9% entre 1995 et 1996, passant de 19 millions à presque 19.6 millions, et les recettes de 9.2% passant de 6,980 millions de dollars US à 7,621 millions. Le taux de variation entre 1994 et 1995 était de 2.7% pour les arrivées touristiques et de 7.2% pour les recettes. En outre, l'Afrique a des atouts qui la prédisposent, à l'instar du reste du monde, à participer à l'essor du tourisme international et à accroître sa part du tourisme mondial (Vellas, 1996).

Conscient du rôle économique important du tourisme, le gouvernement du Cameroun a intégré la revitalisation du secteur touristique dans la lutte contre la crise économique que traverse son pays (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991). La politique économique élaborée par le gouvernement camerounais pour sortir son économie de la crise, le Pan d'ajustement structurel (PAS), oriente les activités touristiques dans le sens des politiques macro-économiques qu'il poursuit. La revitalisation du secteur touristique vise le rétablissement des grands équilibres macro-économiques affectés par la crise économique (Ministère du tourisme du Cameroun, 1994).

Le modèle macro-économique est une stratégie de développement qui vise la seule croissance économique au détriment du développement des collectivités locales et de leur environnement (Vachon, 1992). Or, le tourisme a une finalité double: il doit contribuer à la fois au développement économique national et à l'amélioration du bien-être de la population locale.

Afin que le tourisme puisse atteindre sa double finalité dans le développement touristique camerounais, il apparaît essentiel de changer de stratégie de

développement, de penser plutôt à une stratégie qui allie à la fois le développement économique, d'un pays ou d'une région, et le développement des populations qui l'habitent et de leur environnement. Les rapports entre tourisme, économie et environnement étant à l'ordre du jour des agendas internationaux, nationaux et régionaux, notre conception du développement touristique s'inspire du leitmotiv « Penser globalement et agir localement ». Il s'agit d'appliquer les principes de développement local et de développement durable au développement touristique pour ainsi avoir une vision d'ensemble du développement du pays ou de la région, de permettre le développement de chacun des éléments de l'ensemble à l'endroit et au moment appropriés afin d'assurer la solidité et la pérennité de l'ensemble.

La planification est essentielle, elle est un préalable à tout développement touristique. Herbold Green (1979) le souligne clairement: « tout pays africain soucieux de créer ou d'ordonner le secteur touristique... devrait entreprendre la planification... ». Or, dans la majorité des pays africains, elle n'intervient qu'à titre de remède alors que le développement est déjà en cours (De Kadt, 1979). C'est le cas du Cameroun où la planification touristique n'a jamais réellement été réalisée depuis l'avènement du tourisme dans ce pays (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991, 1993). Il n'y existe donc à peu près pas de document sur la question, le seul essai de planification amorcé en 1970 ayant connu un échec parce qu'il ne correspondait pas aux « réalités camerounaises » (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991).

But et objectifs de la recherche

Étant donné qu'il n'existe pas de plan de développement touristique au Cameroun, un besoin se fait donc sentir en ce sens. Les autorités chargées de tourisme ont évoqué la nécessité de disposer d'un plan de développement touristique pour la relance de cette activité au Cameroun (Ministère du tourisme du Cameroun, 1993 et 1994). Mais, avant d'entreprendre la construction d'un plan de développement touristique, nous croyons utile de tenter l'élaboration d'un processus global de planification. Le but de cette recherche est donc de doter le Cameroun, plus particulièrement le littoral touristique, d'un devis méthodologique pouvant faciliter la réalisation du plan de développement touristique adapté aux «réalités» de cette région.

La stratégie de développement touristique adoptée au Cameroun ne permet pas au tourisme de jouer son double rôle de moteur économique et d'amélioration de bien-être des individus. Cette recherche vise donc à:

- Trouver les stratégies de développement qui permettent un développement global du tourisme dans les pays en voie de développement (PVD)

- Identifier les méthodes de planification touristique existantes que l'on peut adapter au contexte du littoral camerounais.

Les raisons qui militent en faveur du choix du littoral touristique reposent sur le fait que cette région a l'avantage d'offrir les types de produits touristiques et renferme les zones d'intérêt touristique que le Cameroun, dans sa politique de relance de l'activité touristique, envisage de créer et de développer.

Méthodologie de recherche

Notre recherche vise à élaborer un outil permettant la réalisation du plan de développement touristique adapté au contexte de la région du littoral camerounais.

En Sciences sociales, la recherche vise à accumuler et à organiser de manière logique, les connaissances acquises. Elle requiert une approche logique lorsqu'elle est basée sur l'analyse et l'expérience, et une approche déductive lorsqu'elle établit des liens entre les faits et les théories (Ouellet, 1981). L'approche globale quant à elle, permet une vision plus large des problèmes ou des systèmes que l'on étudie et se concentre sur le jeu des interactions entre leurs éléments (De Rosnay, 1975).

Pour notre recherche, la méthodologie utilisée peut être qualifiée de démarche logico-déductive basée sur une approche globale, car à partir d'une analyse et d'une description objective de la réalité, nous avons établi des relations entre les faits et formulé des hypothèses basées sur des prémisses, et l'approche globale a inspiré notre réflexion. La force de cette démarche réside dans le degré d'objectivité par laquelle la réalité est perçue, et dans la valeur des prémisses utilisées (Vincent, 1985).

Tout d'abord, la démarche suivie utilise une approche logique lorsqu'elle analyse et décrit trois problématiques pour en tirer des conclusions liées à la réalité : la problématique des impacts du tourisme dans les pays en développement, la situation du tourisme au Cameroun et le littoral touristique camerounais. L'étude de ces problématiques a permis d'émettre les conclusions suivantes : premièrement, l'analyse séparée des différents impacts du tourisme a entraîné une interprétation excessive de ceux-ci aussi bien du côté des thuriféraires de développement touristique dans les pays du Tiers-Monde, que de celui des censeurs. Une conception unifiée (approche globale) des impacts du tourisme le soumet à un éclairage qui permet de mieux cerner à la fois ses qualités et ses défauts. Deuxièmement, le tourisme produit plus d'effets négatifs dans les pays récepteurs du Tiers-Monde du fait de l'adoption par ces derniers, des stratégies de développement tournées vers l'extérieur, d'où la nécessité d'orienter la recherche vers des stratégies alternatives, stratégies globales, qui minimiseraient les coûts du tourisme au Cameroun et augmenteraient ses bénéfices . Troisièmement, pour être durable et contribuer à la fois au développement de l'économie et au bien-être des populations locales, le développement du tourisme au Cameroun et plus particulièrement le développement touristique du littoral doit suivre une démarche au service des pratiques de développement local et de développement durable : le processus de revitalisation qui conduit à l'élaboration d'un plan de développement touristique.

Ensuite, l'approche déductive de la méthodologie utilisée apparaît dans la révision de la littérature théorique et appliquée en matière de planification touristique. C'est à partir de cette revue de littérature et en tenant compte des conclusions déjà établies, qu'ont été identifiées les méthodes globales de planification qui peuvent être adaptées au contexte du littoral touristique camerounais. Enfin, quant à l'outil développé, il suit ce processus logico-déductif par les liens qu'il établit entre la littérature et la réalité.

Structure de la recherche

Notre mémoire se subdivise en quatre chapitres .

Le **premier chapitre** traite des conceptions traditionnelles du développement touristique dans les PVD. Y sont analysés, les divers impacts du tourisme relevés dans la littérature qui ont donné lieu à une divergence d'opinions sur le développement du

tourisme dans les pays en développement. Et une tentative de définition du concept de développement touristique fera apparaître ses différentes carctéristiques.

Le **second chapitre** est consacré au cadre conceptuel de notre recherche. Nous y présentons d'abord les nouvelles conceptions du développement qui permettent une vision globale du développement touristique dans les PVD: le développement local et le développement durable. Ensuite, après une revue de quelques méthodes globales de planification existantes qui ont une portée internationale, une sélection de la méthode qui correspond le mieux aux réalités du littoral touristique camerounais est faite : c'est le processus de base de planification touristique de Inskeep (1991).

Le **troisième chapitre** porte sur l'étude du contexte dans lequel évolue l'activité touristique camerounaise, sur la présentation de l'état de situation et de la dite activité au Cameroun. La région d'étude qui est le littoral touristique camerounais, y est également présentée ainsi que les motifs qui ont présidé à son choix.

Le **quatrième chapitre** présente le devis méthodologique de planification touristique, selon une approche globale, adapté au littoral touristique camerounais. L'adaptation de la méthode de base (identifiée au Chapitre III) au contexte du littoral camerounais constitue la méthode spécifique.

La **conclusion** traite de la portée et des limites de la méthodologie élaborée.

CHAPITRE I
LES CONCEPTIONS TRADITIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Depuis son apparition dans le monde occidental, le tourisme n'a pas cessé d'évoluer. L'essor fulgurant dans les années '60 du tourisme international, devenu un véritable phénomène de masse, a suscité une émergence d'études et d'articles journalistiques qui tendaient à démontrer l'utilité économique de cette activité dans les pays occidentaux.

Arguant d'une utilité semblable pour les pays en voie de développement, les Hautes Instances Internationales (Banque Mondiale, B.I.R.D, F.M.I., O.C.D.E., O.N.U., U.N.E.S.C.O., etc.) appuient officiellement l'idée que le tourisme est une solution partielle aux problèmes de leurs économies et qu'il peut y constituer un facteur de développement économique et social. On peut citer à titre d'exemples, deux documents majeurs:

- la Déclaration des Nations-Unies de 1963 promulguée lors de la Conférence internationale sur les voyages et le tourisme.

> « Le tourisme peut apporter et apporte effectivement une contribution vitale à la croissance économique des pays en développement »

La thèse des Nations -Unies de 1963 a été entérinée par la Banque Mondiale qui, en 1969, s'engage officiellement dans le développement du secteur touristique en terme de soutien financier et d'assistance technique. Elle encourage l'élaboration et l'exécution des programmes de développement touristique. Sa stratégie première repose sur la croissance économique de l'industrie touristique à l'échelle mondiale. Par la suite, elle accorde une attention aux aspects socioculturels et environnementaux du tourisme dans les PVD. Toutefois, l'apport en devises et la création d'emplois demeurent ses objectifs essentiels.

En 1979, la Banque Mondiale met un terme aux prêts dans le secteur du tourisme. Cette décision correspond à l'avènement des Plans d'ajustement structurel (PAS) du

F.M.I. qui entrent en scène à la faveur de la crise économique dans plusieurs PVD au début des années '80 (C.E. Bélanger, 1994).

Aujourd'hui, la philosophie de la Banque Mondiale et du F.M.I. en matière de financement des projets touristiques vise d'abord et avant tout à encourager les investissements provenant du secteur privé national (Bélanger, 1994).

- la Déclaration de Manille de 1980 édictée lors de la Conférence mondiale sur le tourisme .

> « Le tourisme mondial est à même de contribuer à l'instauration d'un ordre économique international nouveau, qui facilitera la suppression de l'écart économique croissant entre pays développés et pays en développement, et assurera l'accélération à un rythme soutenu du développement et du progrès dans le domaine économique et social, en particulier dans les pays en développement. »

Depuis lors, l'idée selon laquelle le tourisme est une aide au développement des pays en développement a fait son chemin. Plusieurs expériences se sont concrétisées dans tous les coins du monde. Les problématiques qui en résultent notamment les impacts du tourisme international, ont fait l'objet d'études pluridisciplinaires : économie, sociologie, anthropologie, géographie, etc.

Toutefois, dans les pays où l'activité économique est diversifiée, les impacts du tourisme sont perçus positivement. Dans les cas des pays sous-développés et des régions des pays développés où l'activité économique est en régression, les effets du tourisme sont analysés sous leurs aspects positifs et négatifs. Et une divergence d'opinions sur le développement du tourisme dans les pays du Tiers-Monde a alimenté pendant longtemps différentes recherches.

Les impacts du tourisme seront examinés dans le présent chapitre. Mais auparavant, nous tenterons de définir le concept de développement touristique.

1. Le développement touristique: définitions et caractéristiques

Il existe plusieurs définitions du développement touristique en faisant référence aux différentes définitions du mot «tourisme» contenues dans la littérature. Les mots «tourisme» et «touriste» sont également quelques fois définis différemment. Le mot

tourisme fait référence au phénomène lui-même tandis que le mot touriste réfère à une préoccupation de mesure.

Nous essaierons ici de donner quelques définitions usuelles de ces mots ainsi qu'une définition plus complète du mot «tourisme», sa définition selon l'approche systémique.

1.1 Définitions usuelles des mots «tourisme» et «touriste»

Nous nous limiterons ici à énumérer quelques définitions des lexicographes et des organismes internationaux ayant autorité en la matière.

Pour définir le mot «touriste», le Littré utilise la définition classique, celle qui définit le tourisme comme l'action de voyager pour son agrément; quant à la définition du Larousse, elle couvre les activités qui doivent en permettre la réalisation et celle du Robert approche encore mieux le phénomène (Haulot, 1974). Reprenons-les l'une après l'autre.

- Le Littré

«Touriste: Se dit des voyageurs qui ne parcourent des pays étrangers que par curiosité et désoeuvrement, qui font une espèce de tournée dans des pays habituellement visités par leurs compatriotes.»

- Le Larousse

«Tourisme: Action de voyager pour son agrément. Ensemble des questions d'ordre technique, financier ou culturel que soulève, dans chaque pays ou chaque région, l'importance du nombre des personnes qui font des voyages d'agrément».

Dans son Dictionnaire analogique, Larousse définit le terme tourisme comme l'«Ensemble des activités, des industries, du commerce ayant pour but de faciliter le séjour, les déplacements des touristes; et le touriste est une «Personne qui voyage pour son plaisir».

- Le Robert

«Tourisme: Le fait de voyager, de parcourir pour son plaisir un lieu autre que celui où l'on vit habituellement (même s'il s'agit d'un petit déplacement ou si le but principal du

voyage est autre). Ensemble des activités liées aux déplacements des touristes, et par extension (dans les statistiques en T. d'Admin., etc.) aux séjours des étrangers. __ Touriste: Personne qui se déplace, voyage pour son plaisir. »

Les organismes impliqués dans le secteur du tourisme ont pour leur part défini les termes «tourisme» et «touriste». Ils ont apporté des nuances aux définitions des lexicographes de sorte que dans les milieux touristiques, les définitions lexicographiques sont simplement complémentaires (Demers, 1987). Nous reprenons ici deux (2) d'entre elles qui sont les suivantes:

• Académie internationale du tourisme

«Tourisme: Terme s'appliquant aux voyages d'agrément; ensemble des activités mises en œuvre pour réaliser ce type de voyage; industrie coopérant à la satisfaction des besoins des touristes. _ Étymologie: du terme anglais «tour»: voyage, dérivant lui-même du mot français «tour»: voyage (ou promenade) circulaire. Le tourisme se distingue du voyage en ce qu'il implique dans le fait du voyageur, d'une part, le choix délibéré du but, et d'autre part, le souci de satisfaire son agrément.»

Si cette définition marque le caractère essentiel de l'acte touristique (caractère d'agrément) et délimite le champ économico-social de ses activités, elle ne permet pas de mesurer le mouvement humain considéré (Haulot, 1974). C'est pour cette raison que l'UIOOT devenu OMT, a adopté la définition qui suit.

• Organisation mondiale du tourisme

L'OMT définit le touriste comme:

> « un visiteur temporaire séjournant au moins 24 heures dans le pays visité et dont les motifs de voyage peuvent être groupés en :
> 1) loisirs;
> 2) affaires, famille, mission, réunion ».

Cette définition est la plus usitée. C'est une définition opérationnelle qui permet la production des statistiques du tourisme et est utilisée à ces fins.

Étant donné que les termes «tourisme» et «touriste» peuvent prendre des connotations différentes selon le contexte, on distingue plusieurs formes de tourisme: tourisme de

villégiature, tourisme sportif, tourisme religieux, tourisme de congrès, etc. (Bergeron, 1982). Quant au touriste, il peut être considéré d'après Samson et Monpetit (1972) comme:

Non-vacancier ou vacancier	non-partant ou partant	excursionniste ou touriste	résident ou voyageur itinérant

Définir le terme «tourisme» est une entreprise difficile. Baretje et Defert (1972) évoquent la complexité de ce phénomène qui entraîne l'impossibilité de l'exprimer en quelques lignes. Aussi, vaut-il mieux, selon ces auteurs, en décrire les aspects partiels qui correspondent au moins à l'une de ses réalités. Lainé (1989) propose l'utilisation de l'approche systémique dans l'étude du tourisme pour une meilleure saisie de ses différents aspects.

1.2 Une définition du mot «tourisme» selon l'approche systémique

Inspirée de la théorie générale des systèmes, l'approche systémique a le mérite d'intégrer dans un tout cohérent ce qui n'apparaît que de façon parcellaire, et permet une compréhension plus complète et plus nuancée de la réalité. C'est une méthode destinée à structurer les éléments d'un ensemble. Selon cette approche, un système est « un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'un but » (De Rosnay, 1975). Il comporte un aspect structural (composantes ou éléments du système) et un aspect fonctionnel (fonctionnement du système).

Adoptant l'approche systémique, certains auteurs (Mill et Morisson,1985; Demers, 1987; Gunn, 1988) considèrent le tourisme comme un système composé de plusieurs éléments.

Mill et Morisson (1985) définissent le tourisme comme un système qui concerne quatre éléments: le marché, le voyage, la destination et le marketing. Considérant que la quatrième composante identifiée par Mill et Morisson est une variable d'action qui facilite le fonctionnement du système, Demers (1987) estime que le système touristique, pris dans son sens global, comporte en réalité trois composantes majeures: le marché, le transport et le produit.

La définition de Gunn (1988) nous semble la meilleure car, elle couvre mieux, à notre avis, les différents aspects du système tourisme. Cet auteur a élaboré un modèle de fonctionnement du système tourisme (Schéma 1). Il définit le système tourisme en termes de demande et d'offre (composantes majeures). La demande comprend la population intéressée et capable de voyager c'est-à-dire les touristes; et du côté de l'offre, se retrouvent les transports, les attractions, les services, l'information et la promotion. Tous ces éléments sont fortement interreliés et leur dynamique forme le fonctionnement du système qui peut être influencé par divers facteurs: ressources naturelles, ressources culturelles, entrepreneurship, finances, etc..

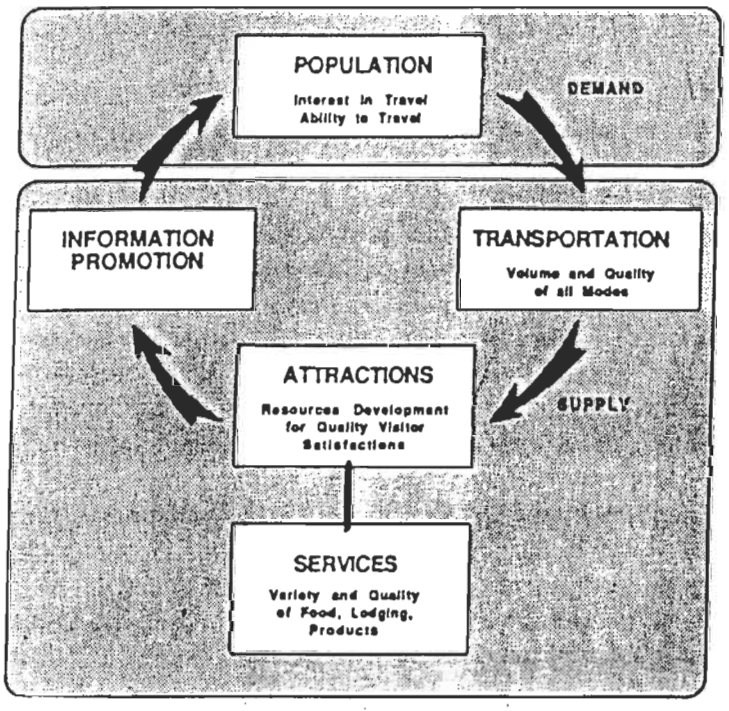
Ainsi défini, le tourisme est un système, mais un système ouvert parce qu'il est en relation permanente avec l'environnement dont il fait partie. Cet environnement, en tant que système, a deux grandes composantes: le milieu naturel combinant les systèmes physiques, les systèmes biologiques et les structures historiques incluses dans le territoire, le milieu humain regroupant les systèmes individus-groupes, les systèmes institutionnels et les aménagements spatiaux (Barabé, 1990).

Le fonctionnement de ce système est le cœur de tout développement touristique (Gunn, 1988), c'est-à-dire de «l'ensemble des actions qui touchent la fabrication et la vente d'un produit touristique» (Demers, 1987). Baud Bovy (1985) affirme même que toute l'activité touristique a pour objectif principal, et presque exclusif, la production, la gestion, la vente du produit touristique.

Le fonctionnement du système touristique, c'est également la base de sa planification (Gunn, 1988; Inskeep, 1991).

Schéma 1

Modèle de fonctionnement du système tourisme



Source : Gunn, 1988

1.3 Les caractéristiques du développement touristique: la planification touristique

Nous avons dit précédemment que la planification est un élément essentiel au développement du tourisme sur un territoire. « Stricto sensu », la planification peut être définie comme « le processus qui permet d'identifier les objectifs à atteindre et les moyens les plus avantageux pour les réaliser » (Bergeron, 1986). C'est un processus qui débute avec l'émergence de l'idée et se termine avec sa réalisation ou son abandon (Soubrier, 1988).

En ce qui concerne la planification touristique, il est essentiel de faire la différence entre le plan de développement, le plan d'aménagement et le plan de marketing.

Le plan de développement implique «l'organisation des actions en vue de développer le tourisme sur un territoire donné». Il touche l'orientation des actions en général tandis que le plan d'aménagement «implique la construction des équipements» et le plan de marketing «concerne la commercialisation du produit» (Demers, 1987).

De ces 3 concepts, le plan de développement touristique est celui qui nous intéresse le plus dans cette recherche: processus d'élaboration d'un plan de développement touristique.

Le plan de développement touristique, faut-il le rappeler, joue un rôle essentiel dans le développement du tourisme sur un territoire donné. À titre d'illustration, nous citerons le ministère du tourisme du Québec (1986) qui, dans son énoncé du contenu et des objectifs du plan, a su bien évaluer son rôle.

> « Le plan de développement est un document de référence indiquant les orientations du développement touristique... (il) débouche sur un programme d'actions relevant de divers intervenants.
>
> Un plan de développement touristique énonce le choix optimal des actions et des moyens de tous les intervenants, qui permettront d'atteindre une expansion harmonieuse et synchronisée de l'offre touristique régionale, par voie de conséquence de la demande ».

Il ressort de cette définition que le plan de développement touristique, tout en évitant l'éparpillement des actions des divers intervenants, assure la cohérence du développement de ce phénomène complexe qu'est le tourisme sur un territoire donné.

Les modèles de planification touristique se sont succédé au fil des ans; et Gravel (1979), dans son modèle de l'évolution des approches de planification touristique (Schéma 2), distingue deux temps forts: la période de « l'approche «non-intégrée » et la période de « l'approche intégrée ».

- D'après ce modèle de Gravel, la période de l'approche non-intégrée a débuté avec les premières planifications (Operations Research) à l'année 1935, et mise à part l'innovation technologique qu'a apportée l'adoption de la technologie de l'information (année 1950), il n' y a pas eu de changement d'approche jusqu'en 1965. Pendant cette période, l'objectif assigné au tourisme est celui exclusif de moteur de développement économique. Dans l'élaboration des plans, une attention particulière était portée sur le développement d'un marché ou d'un site spécifique, et l'on accordait très peu d'importance aux larges implications des projets de développement (Gravel, 1979). Face aux problèmes causés par ce développement sur l'environnement, il y a eu une nouvelle vision des choses et un changement dans les objectifs de développement touristique. Parce qu'il faut protéger le développement, une attention est accordée à ses implications sur l'environnement et le poids des aspects négatifs relevés a conduit à l'intégration du développement touristique dans la réalité des territoires à développer. Le gain économique n'est plus l'objectif exclusif du développement touristique; les considérations sociales et les impacts sur l'environnement physique sont également incorporés dans les objectifs de développement touristique. Des changements d'objectifs entraînent ainsi du même coup un changement d'approche: l'approche intégrée.

- La période de l'approche intégrée, d'après le modèle de Gravel, débute avec l'apparition des plans stratégiques tels que le rapport de Labeau de 1965 sur «La consommation touristique belge: son évolution passée et future» qui prône la complémentarité des mesures directes et indirectes du tourisme. D'autres modèles comme celui de Jones en 1967 (« A Model for Developing a Set of Tourism, Travel and Recreation Accounts of a Region ») et de Baretje en 1968 («La consommation touristique») traitent également de la complémentarité et du calibrage de ces mesures.

Schéma 2

Évolution des approches de planification touristique

Source : Gravel, 1979

L'approche intégrée prend en considération le contexte régional et environnemental du projet de développement. L'épitomé de ce type de planification fut le «Master Plan» dont le développement a été influencé par l'introduction des techniques plus souples de l'utilisation du sol et par la prise de conscience de plus en plus grande des impacts socio-économiques des plans de développement (Baud-Bovy et Lawson, 1976). Toutefois, la rigidité du «Master Plan», son inflexibilité et son irréalisme (Murphy, 1985) ont conduit à l'orientation vers l'analyse de systèmes.

Le plan évolue à travers le temps. Pour cette raison, il est nécessaire d'adopter un processus de planification continue, flexible c'est-à-dire capable de s'adapter aux circonstances changeantes, contrôlée et révisée en permanence. Le Processus PASOLP (Product's Analysis Sequence for Outdoor Leisure Planning)(Schéma 3) développé par Baud-Bovy et Lawson en 1977 est un exemple de ce type de planification. Il comprend quatre (4) phases: Enquêtes et analyses, politiques touristiques et flux prioritaires, Master Plan, action. On note ici que le Master Plan jugé rigide et inflexible fait partie du processus. Mais il n'en est pas à l'étape finale et est suivie de la phase de contrôle des impacts socio-économiques et environnementaux et de révision du plan.

Le schéma 3 présente le Processus PASOLP dans sa version originale.

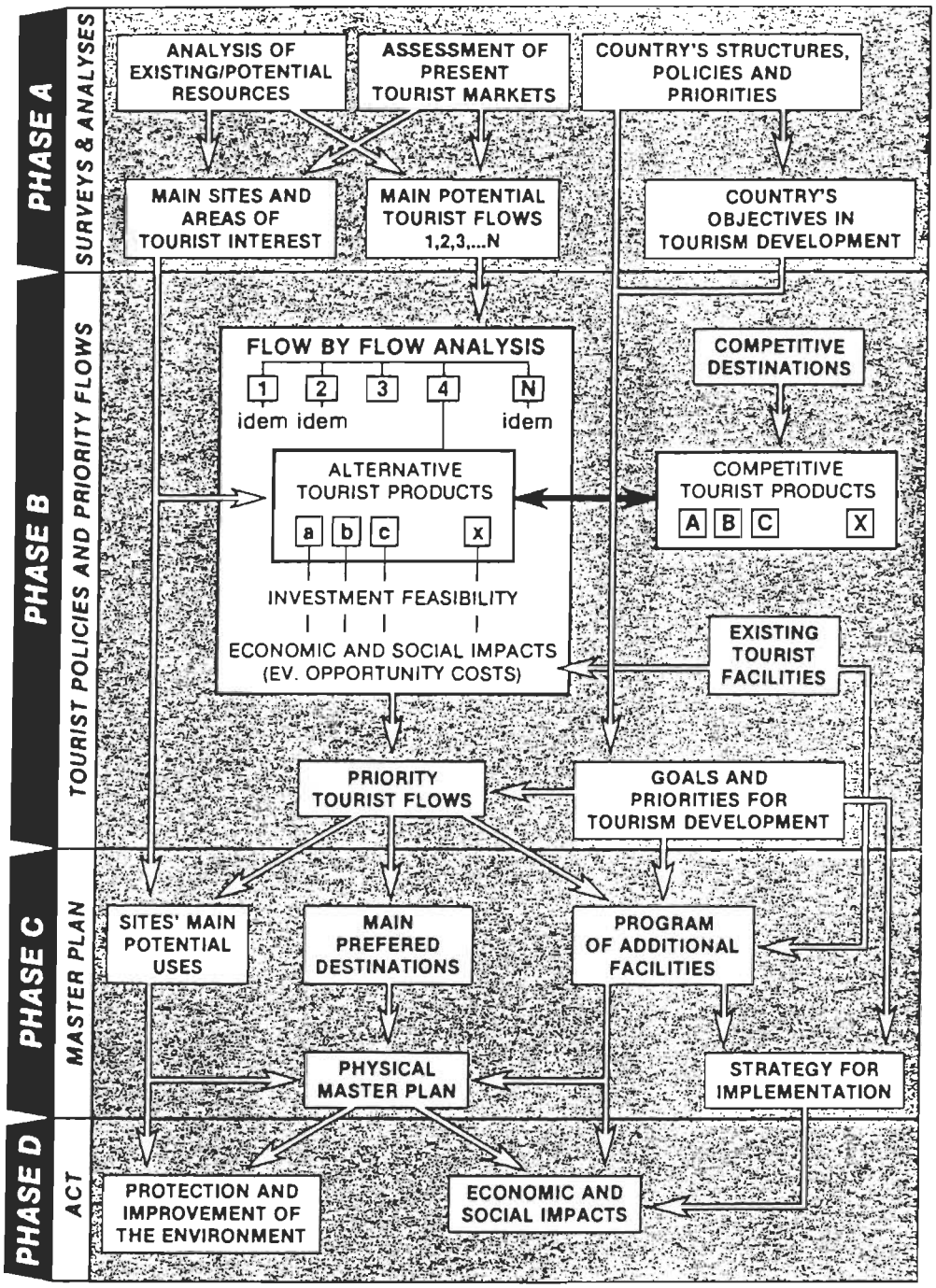
En 1978, l'OMT reconnut la nécessité d'une planification intégrée. Elle publia un document intitulé "Planification intégrée. Ce document fut qualifié par certains auteurs (Gunn, 1988) comme un guide pour les PVD en quête de l'expansion de leur tourisme.

2. Le développement touristique et les pays en développement

Le développement touristique dans les pays en développement a fait l'objet d'une grande controverse. Les chercheurs qui se sont penchés sur la question de ses impacts ont eu des jugements fort variés. Pour certains, le tourisme est une opportunité, une occasion inespérée pour ces pays de développer leurs économies. Pour d'autres, le tourisme est une calamité, la source de nombreux fléaux, l'exploitation des pays pauvres par les pays riches, etc. Pour d'autres enfin, le tourisme a une double nature: autant il peut être un instrument de développement, autant il peut être un instrument de destruction, de dégradation et de dépendance.

Schéma 3

Méthode PASOLP



Source : Baud-Bovy et Lawson, 1977

L'objectif ici n'est pas de rendre compte de cette controverse mais de faire état de la situation, sur le plan conceptuel, du développement touristique dans le Tiers-Monde après un examen des différents impacts du tourisme qui sont d'ordre économique, socioculturel et environnemental.

2.1 Les impacts d'ordre économique

Les économistes ont étudié les influences du tourisme dans les économies nationales des PVD. Certains d'entre eux considèrent le tourisme comme un outil de développement économique parce qu'il produit des impacts économiques positifs; d'autres réfutent cette idée et mettent l'accent sur ses impacts économiques négatifs.

2.1.1 Impacts économiques positifs

Les arguments généralement invoqués, pour créer des activités touristiques dans les PVD, mettent l'emphase sur les atouts suivants: le tourisme est pourvoyeur de devises étrangères, une source de revenus nationaux, un facteur de création d'emplois.

2.1.1.1 Le tourisme comme source de devises étrangères et de revenus nationaux

L'importance économique du tourisme international n'est plus à prouver. Les recettes du tourisme international ont représenté 7,7% des recettes d'exportation en 1991 et 8,3% en 1993. Au « hit-parade » des échanges internationaux, le tourisme est ainsi le numéro 1, dépassant même le pétrole dont la valeur a sensiblement baissé. La manne est cependant inégalement répartie, la grande part des recettes revenant aux pays industrialisés.

Néanmoins, le tourisme international joue un rôle notable dans l'apport de devises étrangères dans les PVD. Pour certains, la mise en parallèle des recettes touristiques et des autres sources d'exportation a souvent fait apparaître le tourisme international comme le principal ou l'un des principaux pourvoyeurs de devises étrangères. C'est le cas bien connu du Kenya, pays de l'Afrique au Sud du Sahara, qui a misé essentiellement sur le développement du tourisme. La faune est l'attrait touristique majeur du pays. Comparé aux traditionnelles sources d'exportation (telles que le café, le

thé et les produits d'horticulture), le tourisme est constamment la première source de rentrées de devises étrangères (Vergniol, G., 1977; N. Visser et S. Njuguna, 1992; P. Omondi, 1994). En Tunisie, il a représenté de 1990 à 1995, entre 13.3% et 18.9% du total des exportations se classant ainsi au second rang des principales sources de rentrées de devises (Office national du tourisme tunisien, 1995). En Gambie, il occupe le second rang parmi les 3 principales sources de devises étrangères (Dieke, 1993). En Thaïlande, appelée jusqu'à récemment pays du Tiers-Monde et aujourd'hui faisant partie des «nouveaux pays industrialisés», les revenus bruts en devises étrangères du tourisme surpassent, en 1990, de 31% ceux du premier secteur de l'exportation (les produits textiles) et de 18.6% ceux du second secteur (ordinateurs et pièces d'ordinateurs) (J. Michaud, 1994).

Malgré les faibles performances des destinations du Tiers-Monde par rapport aux destinations occidentales, le tourisme permet également d'accroître le produit national brut de certains PVD. Au cours de la période 1975-1988, le tourisme a représenté de 3.2% à 20% du PNB en Jamaïque, de 2.% à 13.1% en République Dominicaine, de 1.2% à 5.7% en Thaïlande, de 50% à 92% à Antigua (Cazes, 1994). Le Kenya enregistre à peu près 18 millions de dollars US par an en recettes du tourisme, ce qui représente 10% de son PNB.

2.1.1.2 Le tourisme en tant que facteur de création d'emplois

Dans ce domaine, les opinions sont divergentes. Tandis que certains scientifiques estiment que les emplois créés par le tourisme international dans les pays du Tiers-Monde sont pour la plupart médiocres, d'autres au contraire insistent sur la variété et la diffusion sociale élevée des nouveaux postes de travail.

Cazes (1992) estime que les emplois créés par le tourisme international dans les PVD peuvent être directs, indirects ou induits. Cependant, une imprécision statistique ne facilite pas leur estimation. Mais, l'examen des seuls emplois de l'hôtellerie permet de dresser ce constat : une médiocre productivité du personnel issu du milieu local. Cette médiocrité est due à une expérience et à une formation professionnelle insuffisantes, à une modicité des salaires, à des habitudes acquises de pléthore d'emplois dans le tertiaire-refuge. Pour la moyenne des pays du Tiers-Monde, 75% des emplois résultant de l'hôtellerie internationale ne sont pas ou sont peu qualifiés (Cazes, 1992). Les postes de direction sont occupés par les expatriés qui perçoivent les traitements et les salaires

plus élevés que la masse salariale des emplois locaux subalternes (H. Green in De Kadt, 1979).

Les emplois générés par le tourisme au Cameroun, et dont la plupart proviennent de l'hôtellerie sont insignifiants même si l'absence des statistiques ne permet pas de les quantifier (Ministère du tourisme du Cameroun, Avant-projet de politique touristique gouvernementale). Au Kenya, le tourisme a généré, en 1988, 9.0% du total des emplois du pays; l'ensemble des emplois directs et indirects du tourisme est estimé à plus de 100, 000 dont 60% d'emplois en hôtellerie et 20% d'emplois dans les Tours operators et agences de voyages (N. Visser et Njuguna, 1992). En Gambie, il a créé. en 1989, près de 7, 000 emplois directs et indirects dont 4, 000 dans l'hôtellerie et la restauration (Dieke, 1993).

D'autres expériences ont illustré les études et rapports d'experts qui démontrent que le tourisme international est un phénomène problématique dont l'intérêt économique est incertain pour les pays en voie de développement. Dans certains cas, lorsqu'on établit une relation entre les recettes touristiques et les dépenses touristiques, on obtient un solde en devises très faible. Dans d'autres, le solde est négatif.

S'il est donc vrai que le tourisme produit des impacts économiques positifs, il en produit également des négatifs.

1.1.4 Impacts économiques négatifs

Les auteurs qui ne croient pas à l'apport économique positif du tourisme international dans les pays en voie de développement pensent que le tourisme ne constitue pas pour ces pays une aide au développement comme le déclarent les Organisations internationales. Pour certains, le tourisme se déroule dans les mêmes voies qui conditionnent les rapports de dépendance du Tiers-Monde par rapport aux pays industrialisés (Aisner et Plüss, 1983); pour d'autres, les devises générées par le tourisme ne sont qu'un mythe fondateur du néocolonialisme touristique (P. Rossel, 1984).

2.1.2.1 Le tourisme renforce les rapports de dépendance des PVD par rapport aux pays industrialisés

En matière de tourisme, le rapport de forces inégal aussi bien au niveau international que dans le cadre de nombreux pays, aboutit à un accroissement de la dépendance des pays en développement. Les formes les plus "insidieuses" de cette dépendance sont la tutelle technologique, la dépendance d'exploitation, la dépendance de distribution (Cazes, 1992).

Étant sous-développés, les pays du Tiers-Monde sont soumis à une tutelle technologique. Ils sont contraints d'importer une partie notable des équipements et des produits de consommation touristique (fournitures hôtelières, matériels de transport, produits alimentaires, etc.) afin de satisfaire aux normes touristiques internationales ou pour éviter que les touristes ne critiquent «l'indigence» ou «l'insuffisance» de ce qui leur est offert (Bugnicourt, 1977). Les pays du Tiers-Monde ont également recours à la main d'oeuvre étrangère pour réaliser les travaux d'infrastructure que nécessite le tourisme international (grands hôtels, routes, aéroports).

La dépendance d'exploitation et de distribution réside dans la gestion. En fait, le tourisme international est géré par les grandes centrales de loisirs et de voyages qui ont leur siège social dans les pays industriels. Une division du travail s'est imposée entre les pays industriels et leurs multinationales, émetteurs de touristes, et les pays récepteurs du Tiers-Monde. Une partie importante des activités touristiques dans les PVD est assumée par ces entreprises étrangères qui possèdent leurs transporteurs, leurs banques qui financent l'ensemble des opérations, leurs agences de voyages, leurs informations, leurs systèmes de distribution, etc.. Mais la réalité des rapports inégaux entre ces multinationales et les PVD apparaît clairement dans la répartition des bénéfices du tourisme. Afin de se garantir une grande marge bénéficiaire, ces multinationales ou leurs représentants dans les pays du Tiers-Monde font d'une part, supporter une partie des coûts du tourisme à l'État soucieux de développer le tourisme, jouent sur le sous-emploi caractérisant la majorité des PVD pour maintenir la rémunération des emplois touristiques locaux à un niveau réduit. D'autre part, ces multinationales peuvent imposer à ces pays la répartition de bénéfices qui leur convient entre les différents postes des dépenses touristiques (frais d'agence, transport, hôtel, etc.) (Bugnicourt, 1977).

En fait, a dépendance des pays récepteurs du Tiers-Monde par rapport aux pays industriels en matière de tourisme est bien manifeste. À chaque manifestation de cette dépendance correspondent des manques à gagner et des prélèvements occultes au profit de l'Occident. Le tourisme induit donc plus d'effets dans l'économie des pays industriels d'où proviennent les importations et la main-d'oeuvre et où va la grande partie des bénéfices, que dans celle des pays d'accueil.

2.1.2.2 Le néocolonialisme touristique

Les relations internationales sont marquées par la poursuite de l'exploitation du Tiers-Monde par les pays développés. Les activités touristiques internationales s'opèrent sur la toile de fond de ces relations marquées par l'échange inégal entre les pays industrialisés (le centre) et les pays du Tiers-Monde (la périphérie) qui de nos jours, constitue la base de l'impérialisme ou du néocolonialisme touristique et la poursuite de l'exploitation du Tiers-monde par les pays développés (P. Rossel, 1984).

Le Tiers-Monde met à la disposition des touristes internationaux les matières premières telles que le soleil, les paysages, les monuments, les coutumes, les civilisations, etc. Il importe les produits et les services pour répondre aux normes du tourisme international, et fournit la main d'œuvre à prix modique. Le Tiers-Monde constitue donc ainsi une source de superprofits pour les pays occidentaux qui peuvent y écouler leur surplus de production d'équipement et de technologie. Il est également un réservoir bon marché de matières premières et de main d'œuvre. Ce faisant, le tourisme se transforme en mécanismes de succion employés par l'impérialisme (Ana Garcia de Fuentes, 1979 in Aisner et Plüss, 1983).

En guise d'épilogue sur les impacts économiques du tourisme, nous pensons que les bénéfices économiques que le tourisme peut engendrer dans les pays du Tiers-Monde sont bien réels. Le tourisme international est en définitive un moyen privilégié pour faire rentrer les devises étrangères dans ces pays car, il a permis à certains d'entre eux, qui ont misé presque essentiellement sur le développement du secteur touristique, d'accroître le produit national brut, les emplois, les recettes en devises dans des proportions considérables (G. Vergniol, 1977).

Toutefois, il n'en demeure pas moins que les conditions dans lesquelles se déroule l'activité touristique dans le Tiers-Monde rendent la part du gâteau maigre ou la cèdent au plus fort. Ascher (1984) souligne même que dans les cas où le tourisme a connu une forte expansion, les bilans globaux font apparaître qu'il faut souvent attendre de nombreuses années avant d'entrevoir les premiers bénéfices authentiques en devises des activités touristiques.

En plus de la dépendance vis-à-vis de l'occident mentionnée plus haut, il y a les effets négatifs du tourisme sur le développement régional. Certaines régions des PVD sont érigées en «pôles de développement» avec une concentration de la quasi totalité des équipements d'accueil. Au Cameroun, les 2 plus grandes villes du pays, Douala et Yaoundé, renferment la majorité des équipements touristiques. En Gambie, la totalité des équipements touristiques est située près de Banjul, la capitale. Au Togo, le plus grand complexe touristique est à la porte de Lomé. Au Sénégal, la région du Cap-Vert contient près de 65% des équipements touristiques. En Côte d'Ivoire, 75% de la capacité hôtelière est localisée dans la région côtière.

Il y a ainsi un déséquilibre entre les métropoles et les régions intérieures. Ces dernières sont délaissées et ne sont supposées connaître la croissance que si les métropoles en connaissent. Mais les retombées économiques sont si minimes, si inexistantes qu'elles ne peuvent pas être équitablement réparties. Par conséquent, les régions périphériques ne retirent aucun avantage du tourisme.

Le déséquilibre régional renforce les courants migratoires vers les métropoles où se développent les bidonvilles et les fléaux sociaux.

Ainsi, en contrepartie des rentrées de devises, il y a les répercussions sociales du tourisme qu'on doit prendre en compte.

2.2 Les impacts d'ordre socioculturel

Les Organisations internationales ont présenté le tourisme international comme un facteur de rapprochement des peuples, de compréhension et de coopération internationales, de sauvegarde de la paix dans le monde. Cette vision humanitariste s'appuie sur l'hypothèse de relations harmonieuses entre les visiteurs et les visités,

favorisant un enrichissement mutuel des personnes en présence. Des études menées (particulièrement par les sociologues et les anthropologues) au sein des sociétés d'accueil du Tiers-Monde, montrent que cette vision généreuse ne correspond pas toujours aux réalités vécues. Le tourisme se révèle également comme une menace pour les derniers et précieux vestiges du patrimoine socioculturel déjà affecté par la société moderne.

2.2.1 Impacts socioculturels positifs

Le développement du tourisme puise ses racines dans la culture:

> « Le tourisme vit de la diversité culturelle, géographique, historique et esthétique du monde»
> (Patterson, W. D., 1976)

Hunziker et Krapf considérés comme fondateurs de la science touristique ont affirmé que "sans culture, il n'y a pas de tourisme". En conséquence, pour ses propres fins, il est dans l'intérêt de l'industrie touristique de concourir à la préservation de la culture des sociétés d'accueil et à la renaissance culturelle de coutumes et de traditions menacées d'extinction.

Les impacts socioculturels positifs associés au tourisme international dans les PVD sont souvent ramenés à deux thèmes: le tourisme en tant que facteur de rapprochement des peuples, le tourisme en tant que facteur de renaissances culturelles.

2.2.1.1 Le tourisme comme facteur de rapprochement des peuples

Le tourisme met en contact non pas les cultures, mais les hommes et les femmes de cultures différentes. C'est au moment de la rencontre entre le touriste et son hôte que se produit cette interface mystérieuse. L'expérience sénégalaise de la Basse-Casamance, le modèle de tourisme communautaire intégré (Annexe 1), est l'exemple le plus répandu qui illustre que le tourisme peut permettre une connaissance plus authentique des identités locales et des formes de relations plus équitables entre "visiteurs" et "visités". Mais, il ne s'agit pas d'un cas isolé. D'autres recherches, effectuées en Tunisie, montrent qu'il y a effectivement une amélioration de la

connaissance réciproque des peuples et des civilisations par le biais du tourisme (Nettekoven, 1972).

Les auteurs les plus optimistes reconnaissent même au tourisme le pouvoir de contribuer à l'élaboration d'une "troisième voie" entre pays en développement et pays développés (Sessa, 1974). À ce titre, le tourisme participe de deux manières à la coopération internationale: d'une part, il permet la découverte sur place des problèmes propres au pays; d'autre part, il est une sorte d'approfondissement réciproque d'où peut résulter un enrichissement commun.

Par ailleurs, il faut reconnaître que l'intérêt réel que portent certains touristes pour les PVD demeure un fait exceptionnel. La majorité d'entre eux va plutôt vers la «chose à voir», ils n'entrent pas réellement en contact avec les hommes et les femmes des pays visités. Dans le cadre du tourisme de masse, on peut parler de contacts des touristes avec les populations locales, mais de contacts très limités. Les relations entre le touriste et son hôte sont réduites à des rencontres brèves et superficielles dans le cadre de rôles bien définis: d'un côté on retrouve le consommateur-client, de l'autre le commerçant ou le prestataire de service représentant une faible fraction de la population (Cazes, 1992).

2.2.1.2 Le tourisme comme facteur de renaissances culturelles

Le tourisme représente un atout pour la revalorisation et la promotion du patrimoine culturel des pays d'accueil du Tiers-monde que l'expansionnisme économique de l'Occident s'était toujours efforcé de minimiser (Thurot et al, 1976). Les sauvetages culturels provoqués par le tourisme et patronnés par l'UNESCO sont nombreux; et à l'heure actuelle, on dénombre 17 sites culturels africains sur la liste du patrimoine mondial: les Palais royaux d'Abomey du Bénin; les Églises creusées dans le roc de Labilela, le Fasil Ghebi, la Basse Vallée de l'Aouache, Tiya, l'Axoum et la Basse Vallée de l'Omo en Éthiopie; au Ghana, les Forts et châteaux de Volta, d'Accra et ses environs et des régions centrale et ouest, les Bâtiments traditionnels asante; au Mali, les villes anciennes de Djenné, Tombouctou, la Falaise de Bandiagara; l'Ile de Mozambique; les ruines de Kilwa Kisiwani et de Songo Mnara en Tanzanie; au Zimbabwé, le Monument national du Grand Zimbabwé et les ruines de Khami.

Divers mouvements socioculturels se sont également affirmés par le biais du tourisme. Les exemples les plus connus sont: le développement de la mode vestimentaire africaine, la reconnaissance du jazz africain, l'expansion de la musique brésilienne et péruvienne, la promotion de la peinture naïve haïtienne, etc. (Payan in Thurot et al, 1976).

L'intérêt que porte le touriste aux témoignages du passé culturel du pays visité ainsi que sa curiosité culturelle peuvent amener les nationaux à s'intéresser de plus près à leurs traditions et aux arts, à encourager la promotion des formes d'art tout à fait authentiques. L'exemple le plus éclairant est celui des dessins sur pagne et l'utilisation de la teinture au sud du Sahara, qui ont connu un essor nouveau à la suite de l'intérêt qu'y ont porté les touristes (Bugnicourt, 1977).

Cette renaissance culturelle peut jouer un rôle considérable sur le plan national. Elle peut limiter l'occidentalisation excessive et désamorcer le sentiment d'infériorité qui peut affecter les citoyens des pays en développement (Jaffari, 1973).

À leur manière, les visiteurs ont le pouvoir de contribuer à la sauvegarde des valeurs culturelles qui ont une valeur touristique et à les faire connaître. Toutefois, si les activités touristiques deviennent un facteur de banalisation des traditions, le tourisme représente un réel danger pour la culture des pays d'accueil.

2.2.2 Impacts socioculturels négatifs

Grâce au tourisme international, les bénéfices sont enregistrées sur le plan social et culturel. En contrepartie, il faut reconnaître l'existence de coûts négatifs qui viennent ternir ces réussites. Ces coûts sociaux sont les transformations que le tourisme apporte dans les structures sociales des milieux d'accueil: acculturation par le tourisme, corruption morale et mercantile.

2.2.2.1 L'acculturation par le tourisme

Le tourisme met en contact les hommes et les femmes de cultures différentes.

Les touristes à destination du Tiers-Monde proviennent majoritairement des pays occidentaux. Leurs comportements dans les pays d'accueil s'accompagnent de certaines pratiques sociales qui démontrent leur supériorité matérielle et pécuniaire. Ces pratiques sont le style de vie en général, les comportements quotidiens, les modes de langage et de relation sociale maladroitement reproduits (Cazes, 1992). Elles induisent un processus d'imitation dans la population locale et les auteurs s'accordent pour dire que la jeunesse subit particulièrement ces effets de démonstration.
Les effets de démonstration sont d'autant plus importants qu'ils se manifestent dans les sociétés ayant été profondément déstructurées par le colonialisme, l'urbanisation et l'industrialisation. Ils sont doublement négatifs. D'un côté, ils sont dans une certaine mesure destructeurs des identités locales: les valeurs traditionnelles sont rejetées au profit des modèles de consommation étrangers assimilés à la puissance et à la modernité. De l'autre côté, ils donnent une image déformée des pays industrialisés eux-mêmes: le temps des vacances des touristes est considéré par les locaux comme le quotidien des pays occidentaux.

Néanmoins, certains auteurs font remarquer que tous les effets de démonstration ne sont pas négatifs. Le désir d'imitation peut provoquer un accroissement du confort, une amélioration de la consommation, une volonté de travailler plus pour acquérir plus et mieux (Cazes, 1992). Il peut également provoquer ce qu'on pourrait appeler l'ouverture aux idées modernes. Au contact de certains touristes, les opinions et le comportement des populations de la zone d'accueil peuvent évoluer dans un sens favorable au progrès humain (Bugnicourt, 1977). Par exemple, les contacts avec les femmes occidentales, indépendamment de toute opinion sur leur morale, leur éthique ou leur comportement, peuvent aider à des prises de conscience et susciter des luttes pour l'émancipation des femmes (Ascher, 1984).

Sans nier l'importance de ces effets de démonstration, d'autres auteurs estiment que leur influence est faible comparativement à celle des autres mass média et difficile à évaluer (Noronha, 1979; Francillon, 1979; De Kadt, 1979). D'autres encore relèvent que ces effets sont préexistants à l'arrivée du touriste:

> « Les touristes ne sont pas l'émetteur mais seulement le canal ou le médium pour la transmission d'idées nouvelles. L'émetteur réel et la source d'information, c'est la société industrielle et urbanisée dont les touristes ne sont que des canaux d'information, à côté

de la publicité, des mass-média et des films»
(Cleverdon, 1979, cité in Cazes, 1992, pp. 20-21)

2.2.2.2 Le tourisme comme facteur de corruption morale et mercantile

Auparavant, les échanges de biens et de services s'opéraient selon les règles traditionnelles établies au sein des communautés d'accueil. Aujourd'hui, le touriste dans les pays du Tiers-Monde adopte un comportement de riche, de celui qui peut tout payer. Et les habitants des pays pauvres attirés par son argent lui vendent tout. Ainsi pénètrent profondément les rapports marchands entre touristes et populations d'accueil du Tiers-Monde, rapports facilités par le tourisme qui fait commerce de certaines spécificités locales.

Le tourisme contribue donc puissamment à l'accélération de la commercialisation. Il provoque des bouleversements sociaux et le développement de certaines couches sociales qui ne vivent plus que de ces nouveaux rapports marchands. Par exemple, ceux qui vendent les objets d'arts et d'artisanat, façonnés à d'autres fins que la commercialisation, aux abords des hôtels internationaux, constituent le dernier maillon d'une chaîne de collecteurs qui se ramifie dans les profondeurs du pays.

L'attrait de l'argent du riche touriste occidental entraîne également le pillage des oeuvres d'art nationales. C'est le cas des fouilles anarchiques de sites archéologiques ou la dégradation de monuments en Égypte, à Bali, en Inde et en Amérique centrale.

Le phénomène s'accentue après les premières ventes. Il faut répondre à la demande grandissante à partir de l'engouement que suscite les objets ramenés du Tiers-Monde, ce qui entraîne des effets en cascades insoupçonnés:

1) production à la chaîne de produits non authentiques: objets de pacotille, confection de copies;
2) destruction des réseaux de production: multiplication des industries de contrefaçon;
3) destruction des réseaux d'utilisation des produits traditionnels : détournement de produits traditionnels d'usage quotidien pour la population locale au profit des visiteurs et rétention comme marchandises de luxe pour les touristes.

Le tourisme encourage aussi la dégradation des danses populaires qui ont un caractère sacré et le travestissement des manifestations socioculturelles. Les fêtes et les rites programmées à l'intention des touristes et produites en n'importe quelle occasion contre rétribution, perdent leur caractère spécifique d'événements réservés à la communauté locale.

Il est un autre aspect négatif du tourisme plus grave : il entraîne la commercialisation des groupes sociaux tout entiers. C'est le cas des Indiens d'Amérique ou des Pygmées de la forêt africaine qui sont placés «en réserve» à des fins touristiques.

Certains chercheurs attribuent également le développement de plusieurs pathologies sociales aux conduites des touristes dans les pays d'accueil du Tiers-Monde. Ils considèrent le tourisme comme responsable principal de la dépravation des mœurs, de l'éclosion de la délinquance et de la prostitution, de la multiplication des parasites sociaux.

D'autres relèvent que s'il est faux que le tourisme engendre à lui seul ces perturbations, il est indéniable qu'il les influence et qu'il en entraîne l'extension.

En résumé sur les impacts socioculturels du tourisme, nous pouvons dire que le tourisme international n'est pas sociologiquement et culturellement neutre. Il implique une rencontre entre les peuples qui peut être un facteur de socialisation et d'enrichissement mutuel. Il a le pouvoir de contribuer au freinage de la dévaluation d'un système culturel à l'intérieur d'un pays donné et d'en assumer la promotion à l'étranger. En contrepartie, l'industrie touristique peut également s'attaquer au système de valeurs des pays d'accueil en le commercialisant à outrance. Il peut façonner les pratiques sociales de la population hôte et entraîner le développement de nuisances et de fléaux sociaux.

Toutefois, il s'avère difficile de déterminer la part réelle de responsabilité qui revient au tourisme en tant que facteur d'acculturation et de perversion morale. Le processus de développement économique de certains pays du Tiers-Monde, notamment celui du Cameroun, (bien que certains pays africains ont eu à un moment donné recours au «retour à l'authenticité» pour mettre un frein au phénomène d'acculturation) tend vers l'occidentalisation. Le touriste n'est rien d'autre que le reflet de cette société à laquelle certaines sociétés du Tiers-Monde veulent ressembler. L'image du modèle de

développement occidental est également véhiculée par les mass-média et autres facteurs qui jouent un rôle nettement plus déterminant que le touriste.

2.3 Les impacts d'ordre environnemental

Nous avons vu précédemment que le tourisme est en relation avec l'environnement et nous avons défini cet environnement comme un système à deux grandes composantes: le milieu naturel et le milieu humain. Les impacts économiques et socioculturels ayant déjà été analysés, seuls les impacts sur le milieu naturel et sur les aménagements spatiaux du milieu humain seront considérés ici.

La relation tourisme-environnement résulte du fait que la ressource environnementale est la base du tourisme. Le tourisme dépend des caractéristiques de l'environnement, l'attrait essentiel des produits touristiques se fonde dans la variété et la qualité de l'environnement :

> « Les aspects, la beauté, l'ambiance du paysage, bref le charme d'une contrée, voilà ce qui est avant tout déterminant pour le touriste » (Krippendorf, 1976)

Depuis 1960, les Organisations internationales reconnaissent l'importance de la protection de l'environnement dans le domaine du tourisme non seulement pour la survie des ressources de l'environnement, mais également pour la survie de l'industrie touristique elle-même. On peut citer à titre d'exemples 2 documents majeurs :

- la Résolution de l'UIOOT de 1960:

> «The General Assembly, considering that nature in its most noble and unchanging aspects constitutes and will continue increasingly in the future to constitute one of the essential elements of the national or world tourist heritage...
>
> Believes that the time has come for it to deal with the problems raised by the dangers threatening certain aspects of nature...
>
> Decides consequently to recommend to all IUOTO member countries to exercise increased vigilance regarding the attacks made on their natural tourist

> resources.» (Résolution adoptée à la 15e Assemblée Générale de l'IUOOT en 1960)

- la Déclaration de Manille de 1980:

> «The protection, enhancement and improvement of the various components of man's environment are among the fundamental conditions for the harmonious development of tourism. Similarly, rational management of tourism may contribute to a large extent to protecting and developing the physical environment and the cultural heritage, as well as to improving the quality of man's life» (Extrait de la Déclaration de Manille de 1980)

Les implications spatiales des phénomènes liés au tourisme ont donc amené les géographes à intervenir dans le domaine du tourisme. À partir des différentes études qui ont été faites sur la question, Hunter et Green (1995) ont résumé les impacts majeurs potentiels du tourisme sur l'environnement naturel (Figure 1) et les impacts sur les aménagements spatiaux ou environnement bâti (Figure 2). Ces impacts sont à la fois positifs et négatifs.

2.3.1 Impacts positifs sur l'environnement

Pour appuyer la thèse de ses impacts positifs sur l'environnement, le tourisme est généralement présenté comme un facteur de sauvegarde et de valorisation de l'environnement. Pour ses propres fins, il concourt à la sauvegarde et à la valorisation des aires naturelles, des monuments et des sites historiques et archéologiques. Il contribue également au développement des infrastructures dans le pays d'accueil et à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

2.3.1.1 Le tourisme, facteur de sauvegarde et de valorisation des aires naturelles

Les aires naturelles, parcs et réserves, sont pour divers pays des éléments d'attraction touristique. L'idéologie de la conservation à l'échelle planétaire, qui a pris naissance en Occident, a suscité l'intervention des gouvernements des pays du Tiers-Monde. Des

Figure 1
Some major potential impacts of tourism on the natural environment

Impact aspect	Potential consequences
Floral and faunal aspecies Composition	. disruption of breeding habits . killing of animals through hunting . killing of animals in order to supply goods for the souvenir trade . trampling and damage of vegetation by feet and vehicles . destruction of vegetation through the gathering of wood or plants . change in extent and/ or nature of vegetation cover clearance or planting to accomodate tourist facilities . creation of a wildlife reserve/sanctuary or habit restoration
Pollution	. water pollution through discharges of Sewage, spilages of oil/petrol . air pollution from vehicle emissions, combustion of fuel for heating and lighting . noise pollution from tourist transportation and activities
Erosion	. Compaction of soils causing increased surface run-off and erosion . change in risk of occurrence of land slips/ slides . change in risk of avalanche occurrence . damage to geological features (e.g. tors, caves) . damage to rivers banks
Natural ressources	. depletion of ground and surface water Supplies . depletion of fossil fuels to generate energy for tourist activity . change in risk of occurrence fire . depletion of mineral resources for building materials . over-exploitation of biological resources (e.g. overfishing) . change in hydrological patterns . change in land used for primary production
Visual impact	. facilities (e.g. buildings, chairlift, car park) . litter . sewage, algal blooms

Source : Green et Hunter (1995) p. 14

Figure 2
Some major potential impacts of tourism on the built environment

Impact aspect	Potential consequences
Urban form	. change in character of built area through Urban expansion or redevelopment . change in residential, retail or industrial land uses (e.g. move from private homes to hotels/boarding houses) . changes to the urban fabric (e.g. roads, pavements, street furniture) . emergence of contrasts between urban areas developed for the tourist population and those for the host population
Infrastructure	. overload of infrastructure (e.g. roads, railways, car parking, electricity grid, communications systems, waste disposal buildings, water supply)
Visual impact	. growth of the built-up area . new architectural styles . people and belongings, litter . beautification
Restoration	. re-use orf disused buildings . restoration and preservation of historic buildings and sites . restoration of derelict buildings and second homes
Erosion	. damage to built assets from feet and vehicular traffic (including vibration effects)
Pollution	. air pollution from tourists and tourist traffic . air pollution from non-tourist sources Causing damage to built assets

Source : Green et Hunter (1995) p.28

mesures ont été prises pour protéger l'environnement. On note l'existence des programmes d'aménagement et de protection des parcs et réserves dans de nombreux pays africains. À cause de leur «valeur universelle exceptionnelle», certains de ces parcs figurent sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. C'est le cas de la Réserve de faune du Dja au Cameroun, du Parc national de Taï en Côte-d'Ivoire, du Parc national du «W» au Niger, du Parc national du Niokolo-Koba au Sénégal, du Parc national de Mana Pools au Zimbabwé, etc.

Il existe des différences culturelles entre les peuples quant à la notion de «parc national».

- Le parc national: différences culturelles entre les peuples

Selon l'UICN, un parc national doit «comporter un ou plusieurs écosystèmes n'ayant pas été altérés par l'homme, des espèces animales et végétales, des reliefs terrestres ou des habitats présentant un intérêt scientifique, éducatif ou récréatif, ou encore un paysage d'une grande beauté.» (Bequette France, 1994). Cette notion de parc national n'a pas la même signification pour tous les peuples. Pour l'américain, la conquête de la nature vierge, la frontière est une donnée historique, donc culturelle; la nature, l'environnement sont donc pour lui des notions familières. Sa vision du parc national comme un espace récréatif conduisant à l'auto-actualisation et à l'auto-réalisation est différente de celle de l'africain (Burnett, 1989) :

> «... recreation among Africans is strongly social... and places little emphasis on self-actualisation and self-realization. Consequently, the kind of individualized achievement that Westerners associate with Park recreation is little valued by Africans. The African Approach to recreation considerably reduces any tendency to view national parks as recreation resources.» (Burnett, 1989 cité in Inskeep, 1991).

Pour l'africain, la relation entre l'homme et l'environnement a un caractère double : économique et socioculturel (Kasisi, 1990). C'est dans la forêt, érigée en «parc national», que l'africain tire l'essentiel de ses besoins de subsistance (produits alimentaires, médicinaux; bois de chauffage et de construction) par le moyen de la chasse et de la culture des terres, et pratique les rituels qui conditionnent et règlent la conduite de sa vie quotidienne (Kasisi, 1990).

Les mesures qui ont été prises au Cameroun pour protéger les aires naturelles érigées en «parcs nationaux» et préserver la biodiversité sont entre autres le déplacement des populations qui y vivaient et l'allocation de nouvelles terres aux personnes déplacées, la réglementation de la chasse et de la pêche, etc. Une mission conjointe ONU/Cameroun organisée dans le but de définir les principaux problèmes écologiques et analyser les mécanismes auxquels on a recours actuellement pour programmer et coordonner la gestion de l'environnement, a constaté, au cours de ses visites sur le terrain (septembre-octobre 1992), que la population déplacée n'a jamais accepté les mesures gouvernementales qui les privent de la possession et de l'utilisation de ces terres; elle continue à aller et venir dans les parcs et réserves, et à vivre de la chasse et de la pêche sans tenir compte de la réglementation en vigueur (Ministère de l'environnement et des forêts du Cameroun, 1993).

Il en est de même des pygmées au Zaïre. Autrefois nomades, ces derniers dont l'alimentation est basée sur la viande de la chasse, pratiquaient la chasse à l'intérieur du parc national de Kahuzi-Biega. Évacués de cette réserve et sédentarisés, ils pratiquent illicitement la chasse et utilisent de manière irrationnelle les ressources du milieu (Kasisi, 1990).

Dans l'étude menée dans ce parc national du Zaïre, Kasisi (1990) démontre que la transposition du modèle nord-américain de parc national (notion de réserve intégrale excluant toute intervention humaine) à l'Afrique a pour effet non pas de contribuer à la conservation des ressources, mais d'accroître la pression sur les ressources protégées et de déstabiliser le mode de vie des autochtones. Pour que les parcs deviennent des conservatoires en Afrique, c'est-à-dire des lieux où les États cherchent à valoriser et à protéger les ressources naturelles, il faut adopter et mettre en oeuvre un modèle différent : celui qui permet de concilier la conservation des ressources et la satisfaction des besoins des populations locales.

2.3.1.2 Le tourisme, facteur de sauvegarde et de valorisation des monuments et sites

La visite des monuments et des sites archéologiques et historiques rentre dans la nomenclature des activités touristiques des pays d'accueil. Ainsi, le tourisme encourage la réutilisation et la restauration des édifices et monuments abandonnés ou tombés en ruines. En tant que moyen de lutte pour la préservation des cultures et des civilisations,

il contribue à la préservation et à la restauration des sites et monuments. 17 sites culturels africains sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (cf. 1.2.2 Les impacts socioculturels positifs).

2.3.1.3 Le tourisme, facteur de développement des infrastructures et de l'amélioration de l'environnement

Les infrastructures telles que les équipements d'hébergement, de restauration, les aménagements récréatifs, les voies de communications et des télécommunications, etc. sont indispensables pour le fonctionnement de l'activité touristique. Pour des pays ou des régions qui n'en disposent pas ou dont les infrastructures sont insuffisants ou en mauvais état, le développement du tourisme entraîne la construction, l'amélioration ou la mise en place de certaines d'entre elles. La beauté des constructions et leur harmonie avec le paysage naturel créent un impact visuel favorable à l'amélioration de l'environnement naturel. « A contrario », la surcharge des infrastructures, les constructions inadaptées à l'architecture locale créent un impact visuel négatif.

2.3.2 Impacts négatifs sur l'environnement

Il est généralement reconnu que le tourisme peut détruire l'environnement qui est sa raison d'être et par la même occasion se détruire lui-même d'où l'expression «Tourism destroys tourism».

Les divers impacts négatifs du tourisme sur l'environnement naturel et l'environnement bâti relevés par Hunter et Green (1995) dans les différentes recherches se résument comme suit.

2.3.2.1 Destruction de la faune et de la flore

Les activités touristiques dans une zone donnée peuvent entraîner la rupture ou la destruction de son équilibre écologique. Quelques cas d'atteintes à la flore et à la faune reliées au tourisme ont été identifiés dans les PVD: les déboisements incontrôlés et les installations imprudentes sur des zones fragiles (Cazes, 1992), l'écrasement de la

végétation par les véhicules des touristes dans les parcs nationaux et réserves du Kenya (EIU, 1991), la disparition des espèces animales et végétales, dans un pays comme le Sénégal, pour la fabrication et la commercialisation des trophées, cadeaux et souvenirs (Dupuis, 1987), le dérangement causé par les touristes à la population de guépards dans le parc national de Serengeti en Tanzanie (Smith et Jenner, 1989).

2.3.2.2 Effets de pollution

Bien que tous ces effets ne soient pas dus uniquement au fait du tourisme, cette industrie sans fumée est en général reconnue comme un facteur de pollution : pollution de l'air, pollution des eaux, pollution acoustique, pollution visuelle et esthétique, etc.

Le cas de pollution identifié dans les PVD est la pollution visuelle et esthétique. La transposition des schémas d'urbanisme touristique élaborés dans les pays industrialisés a entraîné dans ces pays, la construction des blocs en verre (Tyler, 1989) et des infrastructures «surdimensionnées» (Cazes, 1992) qui n'ont aucune relation avec l'architecture locale, ne correspondent pas aux besoins du milieu local mais aux exigences de la demande internationale, et qui ne sont pas accessibles aux populations locales. Au Cameroun, on note quelques exemples d'architecture touristique traditionnelle: les campements qui sont les modes d'hébergement dans les parcs nationaux; mais la tendance est à la réalisation de lourds investissements liés à la construction des unités d'hébergement afin de favoriser la fréquentation touristique internationale et par conséquent la rentrée de devises étrangères (Ministère du tourisme du Cameroun. Avant-projet de politique touristique gouvernementale).

2.3.2.3 Érosion des caractéristiques géologiques naturelles par la concentration dans le temps et dans l'espace des touristes dans les aires naturelles, érosion du sable dans les plages populaires, érosion des infrastructures par les pieds et le trafic automobile des touristes.

2.3.2.4 Dégradation des monuments et des sites historiques et archéologiques

Une enquête menée par l'UNESCO et le PNUE sur 70 sites du patrimoine mondial a relevé cinq principaux problèmes dans les sites et liés au tourisme : la destruction de la

végétation, l'augmentation des pratiques illicites, les risques pour la faune, le manque de respect pour le site, le développement de l'infrastructure (Sources UNESCO, 1994). Pour les pays en développement Cazes (1992) parle des déprédations et des vols dans les zones archéologiques. Green et Hunter (1995) notent les dommages causés par les touristes sur la tombe de Tutankhamum en Égypte: poussière, bactéries et graffiti sur les murs.

2.3.2.5 Épuisement des ressources naturelles

Le tourisme contribue à l'épuisement de certaines ressources naturelles telles que l'eau, l'énergie, les ressources minérales, etc. Au Djerba en 1974, 20% de l'eau des réseaux de distribution allait aux grands hôtels pendant que 80% des habitations de l'île n'avaient pas d'eau (Bugnicourt, 1977). Au Kenya, l'expansion et l'intensification de l'agriculture nécessaire pour soutenir le tourisme ont entraîné des problèmes de pollution, la perte des terres agricoles (Sindiyo et Pertet, 1984).

2.3.2.6 Changement de la forme urbaine

Le tourisme peut entraîner de profonds changements de la forme urbaine: contrastes entre les zones développées (et réservées aux touristes) et les zones non développées (réservées aux populations hôtes), non-adaptation ou incapacité de la ville d'absorber la restauration des monuments ou édifices, etc. Il peut également apporter des changements dans l'utilisation du sol à l'intérieur d'une zone urbaine : hausse du prix des terrains, des villas, des maisons dans les zones gagnées par le tourisme, terrains appartenant à des étrangers et non aux populations hôtes, etc.

En guise de conclusion sur les incidences du tourisme sur l'environnement, nous pouvons dire que la raison d'être du tourisme est l'environnement naturel et humain. Or très souvent, le tourisme a tôt fait de détruire l'environnement et ce faisant, il se détruit lui-même. L'un des phénomènes d'autodestruction spécifiques au tourisme est la dégradation de l'environnement due au dépassement d'une certaine densité de fréquentation du milieu, à une fréquentation excessive, au non-respect de l'environnement et à certaines erreurs d'aménagement.

Néanmoins, tout n'est pas noir dans les rapports entre le tourisme et l'environnement. Le développement du tourisme suscite la création et l'amélioration de certains environnements, l'élaboration des plans d'aménagement qui peuvent assurer la sauvegarde et la valorisation du milieu. Pour ce faire, il est indispensable, dans les pays africains, que les plans d'aménagement tiennent compte des besoins et des valeurs des populations locales (Kasisi, 1990), et évaluent l'impact prévisible sur l'environnement des opérations projetées qu'à l'heure actuelle ils se montrent peu préoccupés d'apprécier (Cazes, 1992). Les techniques généralement utilisées pour évaluer les impacts du tourisme dans l'environnement sont l'évaluation des incidences environnementales et la capacité de charge.

3. Conclusion : Les conceptions traditionnelles sont le résultat d'une vision parcellaire du développement

Comme nous venons de le voir, une controverse oppose les partisans et les non-partisans du développement touristique dans les pays en voie de développement .

Stafford (1994) qualifie cette controverse de «malentendus» fondés sur deux «mythes tenaces» : le premier concerne la mondialisation du tourisme, il suppose que le tourisme international s'est étendu sur toute la planète; le second porte sur l'exploitation par le tourisme des pays en développement. Si ces deux thèses ont été contestées (cf. les antithèses qui s'y opposent à la Fig. 3), elles n'ont jamais été remises en question, jamais été étudiées de façon sérieuse.

À notre avis, le tourisme est une activité multiforme. Son étude est le carrefour de diverses disciplines et les auteurs admettent qu'elle requiert une approche multidisciplinaire. Mais, ceux qui l'ont abordée ont une vision personnelle du sujet qui varie selon leur champ d'action , d'où l'émergence de ces "malentendus": les économistes ont étudié l'aspect économique du tourisme; les sociologues, son aspect sociologique et les géographes son incidence sur l'environnement. Le développement touristique a, certes, tous ces aspects qui sont aussi bien positifs que négatifs. Analysés séparément, ils sont exagérés dans un sens ou dans l'autre. En tant que système, le tourisme réunit tous ces effets qui doivent être analysés de façon globale.

Toujours comme système, le tourisme baigne et évolue dans un environnement avec

Figure 3

Thèses et antithèses sur le tourisme dans les pays en voie de développement

THÈSES	ANTITHÈSES	COMMENTAIRES
Croissance quasi-infinie du tourisme international	Croissance oui, mais de plus en plus faible et dépendante du cycle économique	Le tourisme est une industrie aux mille ramifications mais sans unité réelle et sujette à des contre-tendances non seulement économique (cycle) mais technologique (systèmes de communication qui éliminent les distances) et aussi culturelles (effets de mode
Mondialisation du phénomène touristique	Non – 80% des échanges se font dans les pays occidentaux ou assimilés	Il s'agit en fait d'une régionalisation :Europe, Amérique du Nord, Asie du Sud-Est. Les échanges touristiques ne sont qu'une pâle copie des échanges économiques
Exploitation des pays pauvres par le tourisme (impacts négatifs)	Ils ne sont pas exploités par le tourisme car il y a très peu d'échanges avec ces pays,	L'exploitation, s'il y a lieu, dépend beaucoup plus d'une dégradation générale des termes de l'échange économique avec ces pays qu'au tourisme comme industrie.

Source : J. Stafford, 1994.

lequel il est en contact permanent. Autant l'environnement influe sur le tourisme, autant le tourisme influe sur l'environnement sous des formes variées. Les différents impacts du tourisme sur l'environnement (entendu ici comme environnement global, c'est-à-dire le système environnement) sont interreliés: impacts sur l'économie, impacts sur l'environnement humain et naturel. Il importe donc que la réflexion qui s'y rapporte soit globale, et cesse d'être soit économique, soit sociologique, soit géographique, soit écologique, etc. L'adhésion à une conception unifiée des impacts du tourisme ou de son développement le soumet à un "éclairage qui permet de saisir les relations entre ses agrégats et avec l'extérieur, mais aussi ses défauts et ses imperfections, tout autant que ses qualités et ses puissances" (Lainé, 1989). Car, il faut se rendre à l'évidence qu'à cause des caractéristiques qui lui sont propres et de la manière dont il se développe, il est difficile d'envisager une situation dans laquelle le tourisme, même s'il est une réussite, ne constitue pas une menace pour le milieu naturel et humain.

Dans les pays en voie de développement où l'industrie touristique est en plein essor, ses effets négatifs sont plus nombreux que les bénéfices que l'on peut en tirer d'où la thèse de l'arrêt de l'expansion du tourisme dans ces pays. Les raisons majeures de cette situation découlent du fait que le tourisme dans les PVD fait face à de nombreux problèmes liés aux stratégies de développement tournées vers l'extérieur. La préférence accordée à des points de vue extérieurs a très souvent guidé l'élaboration des plans et programmes touristiques en Afrique (Bugnicourt, 1977). Tout aménagement, toute opération touristique concourt à la satisfaction de la demande et non des besoins de la population locale. Les problèmes qui en résultent sont : la dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger, une aliénation culturelle grandissante, la destruction de l'environnement (J. Brohman, 1996). Un bon développement du tourisme requiert de nouvelles stratégies capables d'apporter des solutions aux problèmes sus-énoncés. J. Brohman (1996) suggère l'adoption des alternatives de stratégies qui font appel à une participation croissante de la communauté et une implication plus coordonnée de l'État dans la planification du tourisme. Les approches de développement local et de développement durable répondent à ces exigences. Appliquées au tourisme, elles offrent des possibilités d'analyse globale des impacts du tourisme en même temps qu'elles permettent de prévenir ses effets négatifs et de renforcer ses effets positifs.

CHAPITRE II
CADRE CONCEPTUEL DE LA RECHERCHE

Ce chapitre présente le cadre conceptuel et le modèle théorique qui sert de base à notre recherche. Nous examinerons ici d'une part, les différentes conceptions du développement qui offrent une vision globale et intégrée du développement afin d'identifier les différentes dimensions à considérer, et d'autre part, les méthodes globales de planification existantes afin d'identifier celles qui intègrent le mieux les nouvelles conceptions du développement touristique.

1. Les nouvelles conceptions de développement touristique : une vision globale et intégrée du développement

Il s'agit des concepts de développement local et de développement durable que nous présenterons tour à tour dans les lignes qui suivent ainsi que leur application dans le domaine du tourisme. Nous terminerons cette section par la détermination des dimensions d'un développement touristique local et durable.

1.1 Le développement local

1.1.1 Origines

Le développement local (ou développement endogène, développement autocentré ou développement communautaire, etc.) tire ses origines des réactions anti-impérialistes des années '60 dans les pays en voie de développement et également, à la même époque, des critiques internes aux sociétés des pays capitalistes industrialisés (Aydalot, 1985; De Gaudemar, 1990).

Dans les pays industrialisés, les mouvements de contestation des années '60 (étudiants, ouvriers, écologistes radicaux), les critiques à la démesure, au gaspillage, à l'ordre social, apparaissent comme la crise d'un modèle de développement à grande échelle. Vers le milieu des années '70, on assiste donc à l'avènement de l'approche de développement local qui s'est muée en une "véritable orthodoxie" dans plusieurs pays

d'Europe et d'Amérique du Nord parce qu'elle constituait un recours aux faiblesses du modèle classique (Aydalot, 1985; De Gaudemar, 1990; Vachon, 1992).

Au début des années 1960 et après l'accession à l'indépendance de la majorité des États africains au sud du Sahara, les Organisations internationales d'aide et de coopération proposent dans le cadre de la construction de ces pays, un type de développement: le développement communautaire. Les nouveaux États africains l'acceptent parce qu'il constitue pour eux la fin du colonialisme et l'accès à l'échelle internationale du concept de développement. Toutefois, la philosophie «communautariste» qui veut que les populations concernées soient les acteurs du développement afin qu'il y ait un réel changement, n'est pas respectée. Ces États adoptent plutôt une stratégie de développement dit de modernisation par la réalisation de grands travaux et qui ne répond pas aux besoins fondamentaux des populations rurales.

1.1.2 La notion de développement local

Le développement local n'est pas une théorie mais plutôt un mode de pensée (Vachon,1992), une nébuleuse rassemblant les idées venant d'horizons divers (Aydalot, 1985). Aussi n'existe-t-il pas de définition exacte de cette notion.

En Europe, le concept de développement local est surtout utilisé pour désigner un changement social caractérisé par la recherche de solutions alternatives à celles des appareils macro-économiques. Aux États-Unis et au Canada, on parle de développement économique communautaire pour indiquer un processus de création d'organisations à caractère socio-économique par une communauté. Mais qu'il s'agisse d'un vocable ou de l'autre, les deux rendent compte d'une pratique similaire sur l'espace local. Ils font référence à un développement micro-économique et social né «à partir des besoins sentis par une communauté ou sentis sur l'espace local, dans l'optique d'accroître la participation des acteurs dans les processus de planification et de réalisation d'activités socio-économiques de relance, de réindustrialisation ou de revitalisation» (Fontan et Lévesque, 1992).

En fait le développement local ou développement communautaire est un développement autocentré. Selon Friedmann (in Aydalot, 1985), l'un des pionniers dans le

développement des idées dans ce domaine, le développement autocentré est l'inscription territoriale des besoins fondamentaux; il a trois caractères essentiels :

- caractère territorial: le territoire est la source du développement;
- caractère communautaire: le développement est le fruit de la participation active de l'ensemble de la population;
- caractère démocratique: on ne peut parvenir au développement local qu'en égalisant l'accès aux bases du pouvoir social.

Ainsi défini, le développement local apparaît comme une critique des principes de l'économie du marché basée sur la rentabilité d'agents indépendants. C'est une approche micro-économique, par opposition à l'approche macro-économique du modèle traditionnel, qui repose sur trois principes fondamentaux (Vachon, 1993) :

1- le développement est un processus global qui appelle l'introduction d'autres valeurs que celles liées à l'économique;
2- les micro-initiatives participent au développement global, elles ne se limitent pas au domaine économique mais leur logique s'appuie sur «l'esprit d'entreprise», sur la capacité de mettre sur pied les activités utiles à l'amélioration du cadre de vie de la communauté;
3- la personne constitue la force motrice du développement car l'objet du développement c'est la personne et la collectivité à laquelle elle appartient.

Le développement local rompt avec la logique du modèle classique selon laquelle il n'y a qu'un modèle uniforme de développement. Il apporte des solutions multiples: il implique une bonne connaissance des problèmes et des spécificités propres à chaque communauté afin de définir un stratégie adaptée à chaque collectivité et à chaque situation. Il prône un développement territorial, un développement par le bas, par opposition au développement fonctionnel qui décrète «d'en haut» du modèle antérieur: l'intégration territoriale horizontale remplace l'intégration fonctionnelle verticale des fonctions économiques et administratives.

Le développement local vise non pas l'accumulation du capital et la recherche du profit comme le modèle classique, mais a pour finalités l'amélioration du cadre de vie (naturel et bâti), du milieu de vie (social et culturel), du niveau de vie (économique) de l'individu (Vachon, 1992). C'est un refus des grandes unités et de centres de décision dominants

du modèle macro-économique. La priorité est accordée à la petite échelle afin de promouvoir les initiatives sur le terrain, ce qui laisse une grande place au pouvoir local et restitue à la collectivité locale le droit et le pouvoir d'accomplir son propre développement. La prise en charge du pouvoir local vise à remplacer les rapports de dépendance par une forte préférence des productions locales et donc une différenciation des modes de vie d'une communauté à une autre. La préférence des productions locales bloque le processus qui mène à la division internationale du travail et rompt le rythme habituel déterminé par les besoins extérieurs et non par les besoins locaux.

Le développement local c'est aussi la base d'une société innovatrice. L'innovation est une condition première du développement et ne repose pas sur les transferts de l'extérieur. Elle tient de l'esprit de l'invention et de l'imagination qui dépend en grande partie de l'environnement culturel, économique et social. Ce sont les milieux qui innovent et non pas l'entreprise.

La figure 4 résume la comparaison entre les éléments de l'approche macro-économique et ceux de l'approche micro-économique.

De ce qui précède, nous pouvons dégager un certain nombre de mots-clés du développement local :

- la référence aux besoins fondamentaux : le développement se définit en relation avec les besoins de la population. Ce sont les besoins internes à la zone considérée qui définissent la croissance et non une demande externe.

- le caractère territorial : le territoire est la source du développement et la priorité est accordée aux micro-initiatives et non aux projets à grande échelle. La région capable de propager le développement ne doit être ni trop grande, car il y aura une distance entre les décideurs et acteurs, ni trop petite afin d'être capable de l'initiative nécessaire (Aydalot, 1985).

Figure 4

Comparaison entre l'approche macro-économique et l'approche micro-économique

Approche macro-économique	**Approche micro-économique**
Principes de l'économie de marché : productivité, polarisation, mondialisation.	3 principes fondamentaux : le développement est un processus global, les micro-initiatives, ressource humaine est la force motrice.
Développement fonctionnel	Développement territorial
Application d'un modèle uniforme de croissance	Différenciation des stratégies de développement
Faible prise en compte des aspects sociaux, politiques, écologiques et qualitatifs du développement	Infléchissement des mécanismes des marchés par la prise en compte des critères sociaux
Accumulation du capital et recherche du profit	Amélioration du cadre de vie, du milieu de vie, et du niveau de vie
Priorité aux entreprises à grande échelle	Priorité à la petite échelle, aux micro-entreprises. Soutien public accordé aux réseaux de coopération intra et inter territoriale
Centralisation croissante de la décision	Décentralisation, autonomie locale
Dépendance forte vis-à-vis des facteurs de production extra-régionaux	Promotion des productions locales et différenciation maintenue des modes de vie d'un territoire à un autre
Redéploiement spatial des fonctions de l'entreprise	Élargissement de l'innovation technologique à l'innovation organisationnelle et sociale

Source : Adapté de De Gaudemar in Greffe et al., 1991

- le caractère communautaire : le développement est le fruit de la participation de l'ensemble de la communauté au moyen des ressources, des énergies et de la synergie du milieu. Le développement local favorise ainsi la force endogène et réduit la dépendance de la collectivité envers l'extérieur.

- le caractère démocratique : le développement local fait appel au redéploiement des valeurs et des structures démocratiques pour permettre à chacun de contribuer aux choix. Les éléments constitutifs de la démocratie de participation sont la concertation et le partenariat. «La concertation, c'est s'entendre pour agir ensemble et réfléchir sur des modalités de réalisation d'une action conjointe. Le partenariat, c'est une action partagée entre différents acteurs qui agissent selon une entente établie entre eux par la concertation.» (Vachon, 1993, p. 172).

- l'autarcie sélective : le développement local n'entraîne pas une totale autarcie car un territoire fait partie d'un ensemble et son développement ne peut se faire à l'écart ou au détriment des autres. Il permet l'apparition de la capacité exportatrice fondée sur l'élargissement des capacités internes et non pas sur les besoins de l'extérieur. Il crée un micro-fédéralisme : chaque territoire est une unité autonome; mais le rôle de l'État ne disparaît pas pour autant, il consiste en d'autres fonctions (protéger, aider, conseiller, réguler).

Les expériences de développement local ont été réalisées à travers le monde. Il est cependant à noter que si cette approche a un contenu régional pour les pays occidentaux, elle peut être appliquée dans le Tiers-Monde à des pays dans leur ensemble (Aydalot, 1985). Mais quelles sont les pratiques du développement local et comment cette notion s'applique-t-elle dans le domaine du tourisme?

1.1.3 Les pratiques du développement local : le processus de revitalisation par le développement local

Le développement local n'est pas seulement un mode de pensée, une façon d'analyser la réalité, mais également un projet d'action. C'est une pratique qui traduit une préoccupation : la volonté et la capacité d'une communauté à se prendre en main. Elle se concrétise par des initiatives locales dont l'enjeu principal est celui de la revitalisation

du tissu économique et social des collectivités (Fontan et lévesque, 1992; Vachon, 1993). Tout projet de développement local se réalise donc suivant un processus de revitalisation.

Vachon (1993) a élaboré un modèle de processus de revitalisation par le développement local. Il comporte trois (3) phases qui se divisent à leur tour en plusieurs étapes et définit les conditions indispensables à la mise en place du processus. Le schéma 4 illustre ses principales étapes (à l'extérieur du centre), et les conditions indispensables à sa mise en place (au centre du cercle).

- Les étapes du processus

Chaque étape est un préalable à l'étape suivante, et la qualité des résultats d'une étape influe sur la qualité des résultats de la suivante.

La phase I comprend trois (3) étapes: la première correspond à la période de prise de conscience suscitée par un événement déclencheur, de la situation qui fait problème; la seconde est un effort de mobilisation des forces vives par les actions d'information, de sensibilisation et de consultation; la troisième étape correspond à la période où les différentes forces vives mobilisées, les intervenants nombreux et variés manifestent leur volonté d'intervenir en partenariat.

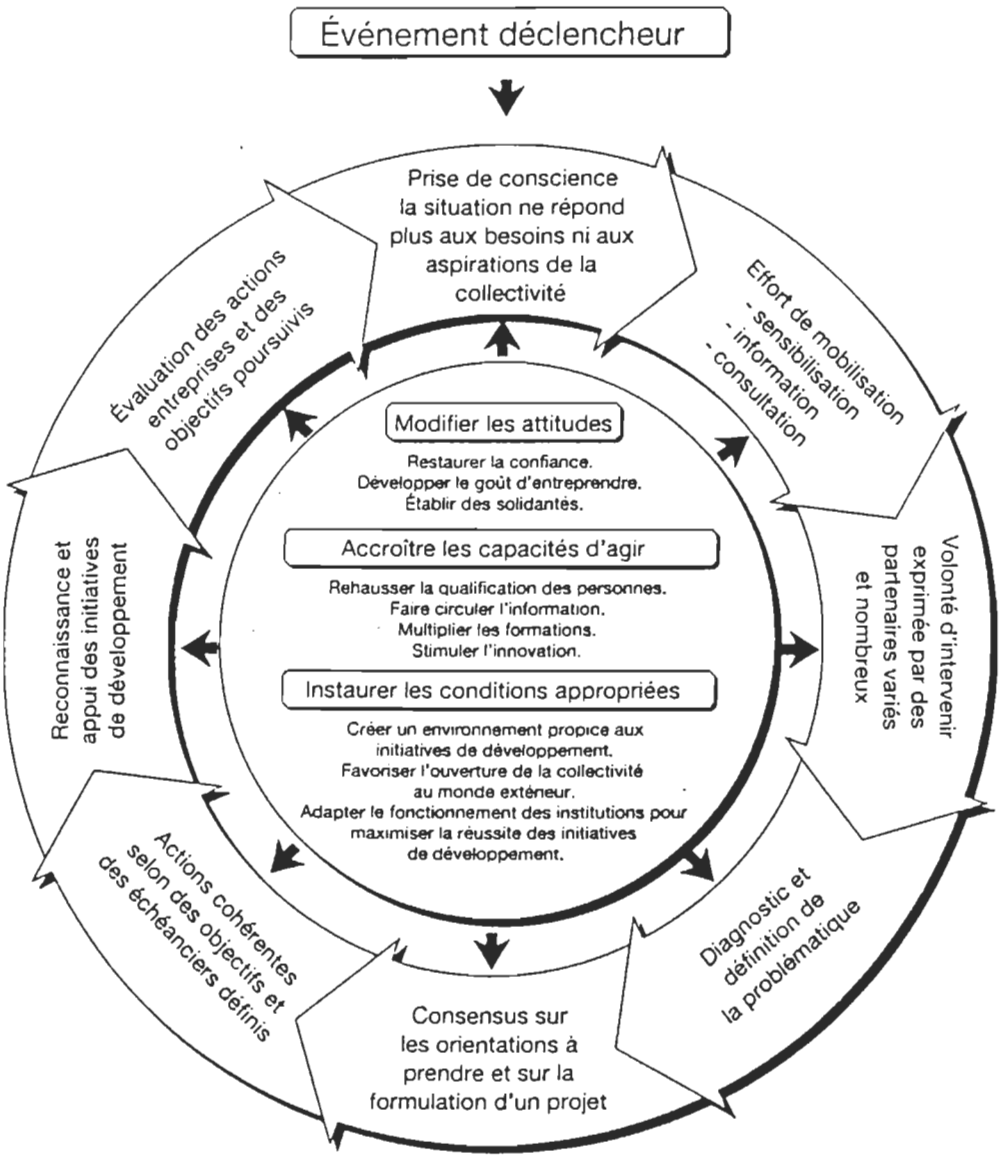
La phase II est divisée en deux (2) étapes: la première est l'étape du diagnostic et de la définition de la problématique; et la seconde, celle du consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation du projet. Dans cette phase, les partenaires qui ont déjà exprimé leur volonté d'intervenir, examinent de concert le "pour quoi faire?" et le "comment faire?" à partir des ressources que chacun accepte d'engager dans l'ensemble de l'opération.

La phase III divisée en trois étapes (3) concerne l'élaboration du projet par la conduite d'actions cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis (première étape), la reconnaissance et l'appui des initiatives de développement (seconde étape), et l'évaluation des actions entreprises et des buts poursuivis (troisième étape).

On remarque dans ce processus que l'événement déclencheur issu de la collectivité ou d'une décision extérieure à la collectivité est le point de départ de la prise de conscience

Schéma 4

Processus de revitalisation par le développement local



Source : B. Vachon, 1993

très forte du problème de la part des élus locaux, de la population locale et de ses leaders. Après avoir pris connaissance du problème, ils font appel à d'autres intervenants dont la participation est nécessaire à la solution du problème. Les intervenants décident de réfléchir et d'agir de concert avec les autres (concertation et partenariat) sur la situation qui fait problème. Ensemble et d'un commun accord, ils déterminent d'abord les objectifs raisonnables et réalistes à poursuivre, les moyens à prendre et l'échéancier à respecter; ensuite, ils vérifient la correspondance entre les objectifs définis au départ, les moyens utilisés et les résultats obtenus, et mesurent l'effet des actions entreprises.

Mais pour mettre en œuvre ce processus, certaines conditions doivent être observées.

- Les conditions indispensables à la mise en place du processus

Pour enclencher le processus, il faudrait au préalable:

- Modifier les attitudes : seule une révision profonde des attitudes peut arriver à une pratique participative et à une responsabilisation des communautés à l'égard du développement de leur collectivité et, il ne peut avoir de réels changements sans un véritable partage du pouvoir de décider et de réaliser les projets. Le développement local ne signifie pas «localisme» et peut nécessiter l'appel à un concours extérieur. Par le recours aux compétences extérieures, la collectivité locale ne se trouve pas à déléguer ses responsabilités et son pouvoir, mais à remplacer les rapports de domination et de dépendance par des alliances et des liens de solidarité.

- Augmenter les capacités d'agir : la personne constitue la force motrice du développement et pour ce faire, il faut améliorer la capacité des individus à agir en tant que citoyens, accroître les aptitudes acquises, améliorer leur qualification par des actions de formation et d'information, stimuler l'innovation qui est la condition première du développement.

- Instaurer les conditions propres à favoriser l'émergence et la réussite des initiatives locales, l'ouverture de la collectivité au monde extérieur. Car bien enracinées dans leur identité et ouvertes sur l'extérieur, les collectivités sont favorables à l'innovation et à l'invention de nouveaux modèles.

1.1.4 Le tourisme et le développement local : les caractéristiques du développement touristique local

L'approche de développement local, rappelons-le, repose essentiellement sur un cheminement qui replace la communauté au cœur des décisions qui la concernent. Elle assigne un rôle de premier plan au «capital humain» local (Martin, 1986). Appliquée au tourisme, elle place les communautés locales d'accueil au cœur du développement :

> « A community approach to tourism development suggests the development of a community as a core component of a tourism destination or tourism product. »
> (A. Woodley, 1993, p. 137)

Dans sa conception d'un «développement harmonisé» du tourisme, Lainé (1982) soutient que le tourisme peut être un facteur de développement total du groupe comme de ses membres et respectueux du milieu. Les grandes caractéristiques des finalités du développement touristique «harmonisé» seraient :

- la maîtrise des communautés locales sur leur devenir et le revenu touristique;
- la promotion sociale de ces communautés notamment grâce au produit touristique financier et aux emplois créés pour les autochtones, emplois de responsabilité et de décision qui déterminent la réelle maîtrise;
- le renforcement ou la création d'activités induites du tourisme maîtrisées de même par la collectivité locale;
- l'harmonisation de ces activités avec le tourisme lui-même (que ce tourisme soit ou non le moteur principal de l'économie locale);
- la sauvegarde et la revitalisation du milieu d'accueil;
- la sauvegarde, le renforcement, l'adaptation de la culture locale dans ses expressions diverses;
- et pour les communautés en voie de dépeuplement, un volume de population à retrouver.

J. Krippendorf (1987) préconise également un développement «harmonisé» du tourisme dont l'objectif est l'amélioration du bien-être de la population locale «sous formes de revenus plus élevés, d'emplois satisfaisants, d'équipements sociaux et culturels améliorés, d'un habitat plus accueillant.».

Cazes (1992) parle d'un développement touristique «intégré» qui fait appel à un modèle alternatif de développement dont les constituantes les plus en vue sont:

- le degré élevé de participation de la population locale qui exige des actions d'information, de préformation, de réservation d'emplois aux autochtones et des formules coopératives de réalisation et de gestion;
- le respect de l'échelle locale qui entraîne la création de micro-entreprises fonctionnant avec du personnel et des capitaux locaux;
- la prise en compte, pour des raisons financières, sociales et esthétiques, du patrimoine local, tant physique que construit.

À partir des expériences de développement touristique local menées dans divers pays, Woodley (1993) relève quelques obstacles qui entravent l'application de la notion de développement local au tourisme et qui doivent être levés afin de permettre l'implantation sans heurts des projets de développement touristique local:

> « ... extensive barriers must be overcome to implement a successful community-based approach. These barriers often include a lack of overall vision for the community and region; a lack of interest or awareness of tourism on the part of local residents; a lack of trained human resources to ensure local economic benefit from tourism; cultural barriers between hosts and guests and between planners and residents; differing time requirements for local planning and the political commitments of the government; and a lack of investment capital within the community.».

La synthèse de ces différentes conceptions (développement touristique harmonisé, développement intégré) qui placent les populations locales au coeur du développement touristique, et à l'examen des éléments qui constituent des «barrières» à l'application de cette notion au développement du tourisme permettent de dégager certaines caractéristiques du développement touristique local : le développement touristique local est une approche globale et intégrée en ce qu'elle permet d'avoir une vision d'ensemble de la région à développer et d'impliquer les populations locales aux projets. Son objectif est l'amélioration du bien-être de la population locale par la prise en compte de ses besoins fondamentaux. Il restitue l'autonomie locale, c'est-à-dire que ce développement accorde aux locaux le droit et le pouvoir d'accomplir leur propre développement, veille au respect de l'échelle locale. Il sauvegarde, renforce et maintient l'environnement physique et construit.

Il est toutefois reconnu que le développement local appliqué au tourisme est un préalable au développement durable parce qu'il ne suffit pas à lui seul à assurer un «tourisme durable» (Woodley, 1993), un tourisme qui maintient sa viabilité dans l'espace pour une période de temps indéterminé (Butler, 1993, p. 23). Dans cette optique, le développement durable apparaît comme une continuité du développement local. Appliqué au développement du tourisme, il devrait donc, en plus des idées nouvelles relatives au développement qu'il apporte, englober les caractéristiques du développement touristique local et c'est ce que nous essaierons de voir dans les lignes qui suivent.

1.2 Le développement durable

1.2.1 Origines

Les changements environnementaux produits par les effets de l'activité humaine à l'échelle planétaire, sont une menace pour la survie de l'humanité. Cette prise de conscience et la conviction de plus en plus profonde que les modèles quantitatifs de développement menacent de détruire la base dont ils dépendent, ont entraîné, au cours de ces deux dernières décennies, la mobilisation des organismes internationaux et nationaux préoccupés par les problèmes environnementaux. Plusieurs travaux ont été réalisés et on peut citer à titre d'exemples les travaux majeurs suivants:

- Halte à la croissance (Club de Rome, 1972);
- Stratégie mondiale de la conservation. La conservation des ressources vivantes au service du développement durable (UICN, PNUE, WWF, 1980);
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Notre avenir à tous (Rapport Brundtland, 1987);
- Sauver la planète. Stratégie pour l'avenir de la vie (UICN, PNUE, WWF, 1991);
- Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement à Rio De Janeiro (Sommet de la Terre, 1992).

Le concept de développement durable est issu de ces différents travaux consacrés à la recherche d'un état d'harmonie entre les êtres humains et entre l'homme et la nature. Mais que signifie-t-il et comment s'applique-t-il dans le domaine du tourisme?

1.2.2 La notion de développement durable

Il existe plusieurs définitions tendant à cerner la notion de développement durable de sorte qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de définition unanime de ce concept. Tandis que certains auteurs estiment que cela est dû à son caractère flou (Auclair et Vaillancourt, 1992), d'autres rattachent ce fait à son caractère d'émergence (Waaub, 1991).

Issu des réflexions fondées sur un constat d'incapacité du système actuel de répondre aux problèmes qu'il a lui-même générés (Waaub, 1991), le développement durable apporte une solution à la problématique de développement. La solution préconisée est celle de la conservation. Elle est lancée sous forme de message par les organismes internationaux. Le message fondamental est clairement énoncé dans la Stratégie mondiale de la conservation élaborée par l'UICN en 1980:

> «L'humanité, dans sa volonté de réaliser son développement économique et dans sa quête des richesses naturelles, doit accepter la réalité de la limitation des ressources et de la capacité de charge des écosystèmes, et tenir compte des besoins des générations futures. Tel est le message de la conservation. Car si l'objectif du développement est la prospérité économique et sociale, celui de la conservation est le maintien de la capacité de la terre d'assurer aussi bien le développement durable de l'humanité que la pérennité de toute vie.» (UICN, 1980).

Le but visé par la Stratégie mondiale de la conservation est celui d'intégrer la conservation au développement afin que les changements environnementaux produits par l'activité humaine à l'échelle planétaire puissent garantir la survie et la prospérité de l'humanité (UICN, 1980). Cette Stratégie constitue un cadre théorique et pratique visant la mise en oeuvre des mesures de conservation (Barabé, 1990). Son message a été repris par plusieurs organismes internationaux et nationaux.

La Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) l'a véhiculé sous forme de défi lancé à toutes les nations (Un défi mondial); elle définit le développement durable comme une croissance mesurée et prudente qui permet de répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité de satisfaire les besoins futurs (Yergeau, 1988):

> «Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.» (CMED, 1987)

Deux concepts sont rattachés au développement durable : celui des besoins et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis (un bon nombre d'habitants des pays en développement), et celui de l'effet de l'économie sur l'environnement actuel et futur (Auclair et Vaillancourt, 1992).

En fait, pour la CMED (Notre avenir à tous, 1987), le développement durable suppose que la croissance a pour but la satisfaction des besoins et aspirations de l'humanité toute entière. Elle prône la reprise de la croissance dans les pays en développement pour atténuer la misère et satisfaire les besoins fondamentaux des communautés humaines. Et pour répondre à ces besoins (actuels et à venir), la croissance et le développement doivent tenir compte de la capacité de charge de l'environnement et fixer des limites à l'utilisation des ressources vivantes afin de compromettre le moins possible l'avenir. Ainsi, l'idéologie du développement durable assure l'égalité des chances de tous (pauvres et nantis) à la satisfaction des besoins présents et à venir. Elle suppose un souci d'équité sociale et d'équité dans l'utilisation des ressources naturelles entre les générations et à l'intérieur d'une même génération.

Il est généralement admis que la définition de la CMED marque le point de départ des diverses interprétations du concept de développement durable.

Plus récemment, la Stratégie pour l'Avenir de la Vie (Sauver la Planète, UICN, PNUE, WWF, 1991), apporte d'autre précision à la notion de développement durable. Cette nouvelle Stratégie insiste plus sur l'éthique de respect de l'homme et de la nature qui sous-tend le concept de développement durable, et qui fait appel à des changements d'habitudes et de modes d'existence de l'humanité toute entière. Elle définit le développement durable comme un moyen qui permet l'amélioration des conditions de vie de l'humanité dans le respect de la capacité de charge des écosystèmes:

> « Dans la présente Stratégie, on entend par développement durable le fait d'améliorer les conditions d'existence des communautés humaines tout en restant dans les limites de la capacité de charge des

> écosystèmes. » (Sauver la Planète, UICN, PNUE, WWF, 1991).

La Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement (Sommet de la Terre, 1992), appuyant également le message de fond de la conservation, définit le développement durable comme une approche intégrée de développement:

> « Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément. » (Principe 4, Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, 1992)

Ces quelques extraits des travaux des organismes internationaux montrent que, bien que le message fondamental soit resté le même, il y a néanmoins une évolution dans les idées sous-jacentes à l'objectif du développement durable. La stratégie mondiale de la conservation est le cadre de référence des organismes internationaux et nationaux préoccupés par la mondialisation des problèmes environnementaux. Les orientations théoriques et méthodologiques qui doivent supporter cette stratégie évoluent au fil des années. Le développement durable apparaît donc comme un cadre conceptuel en évolution et c'est ce qui, à notre sens, explique la diversité de définitions et partant des interprétations reliées à cette notion.

Malgré cette diversité d'interprétations, tous les auteurs débouchent sur un même constat: il y va de la survie de l'espèce humaine sur la terre. Ce constat amène à un consensus sur les principes de base de cette notion (Waaub, 1991) qui sont au nombre de 4 :

- le principe de croissance. Le développement a pour but la satisfaction des besoins fondamentaux des communautés humaines;
- le principe de pérennité. Le développement et l'environnement sont compatibles. Cette compatibilité est conditionnelle à la préservation des ressources vivantes et de la diversité biologique, au respect de la capacité de charge des écosystèmes;
- le principe d'équité. Le développement suppose un souci d'équité dans l'utilisation des ressources naturelles entre les générations présentes et les générations futures;
- le principe d'éthique. L'idéologie du développement implique des changements d'orientations, de valeurs et de comportements.

La figure 5 illustre les principes clés et les objectifs qui y sont associés.

Les principes de base sur lesquels repose le développement durable demandent une adhésion internationale. Leur application par contre, dans n'importe quel secteur socio-économique, doit prendre en compte les systèmes culturels de chaque nation; elle nécessite « une intégration culturelle reconnaissant la diversité des systèmes de valeurs à la base du fonctionnement des sociétés humaines. » (Waaub, 1991).

2.2.2 La pratique du développement durable dans le domaine du tourisme

Le message de la conservation lancé par les organismes internationaux se répercute dans tous les secteurs socio-économiques. En tant que secteur socio-économique, le tourisme est concerné et ce d'autant plus qu'il est en relation permanente avec l'environnement. Aussi, colloques, conférences, séminaires, etc. se multiplient-ils pour examiner les implications de l'approche de développement durable dans le domaine du tourisme.

Étant donné la nouveauté du concept de développement durable, il n'existe pas encore de définition précise en lien avec le tourisme. Toutefois, Butler (1993) définit le développement durable dans le contexte du tourisme comme un tourisme qui se maintient dans le temps et dans l'espace et qui oeuvre pour la conservation de l'environnement physique et humain et qui n'empêche pas le développement d'autres secteurs d'activités:

> « tourism which is developed and maintained in an area (community, environment) in such a manner and at such a scale that it remains viable over an indefinite period and does not degrade or alter the environment (human and physical) in which it exists to such a degree that it prohibits the successful development and wellbeing of other activities and proccesses. » (Butler, 1993, p. 29)

Lors de la Conférence Globe '90 sur le développement durable, le Comité Tourism Stream Action Strategy a fait une ébauche de définition du développement durable en lien avec le tourisme. Se référant aux principes énoncés par la CMED, il a conçu le développement touristique durable comme un développement qui utilise les ressources

Figure 5

Principes du développement durable

PRINCIPES	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
Croissance	Besoins essentiels Reprise de la croissance Économie durable Approche intégrée
Pérennité	Processus écologiques Diversité biologique Ressources renouvelables Ressources non renouvelables
Équité	Au sein d'une même génération Entre les générations Entre les nations Dans la prise de décisions
Éthique	Économie et environnement Changements de valeurs Changements de comportements Éthique universelle

Source : Barabé, 1994

existantes pour satisfaire les besoins présents (besoins des visiteurs et des visités) et qui en même temps garantit la pérennité de l'environnement pour la satisfaction des besoins futurs:

> « Sustainable tourism development can be thought of as meeting the needs of present tourists and hosts regions while protecting and enhancing opportunity for the future.
>
> Sustainable tourism development is envisaged as leading to management of all resources in such a way that we can fulfill economic, social, and aesthetic needs while maintaining cultural integrity, essential ecological processes, biological diversity and life support systems.» (cité in Inskeep, 1991, p. 461)

La synthèse de ces deux définitions nous amène à dégager les caractéristiques essentielles du développement touristique durable. Comme l'approche de développement touristique local, c'est une approche globale et intégrée, mais en plus elle assure un tourisme durable. Elle vise la satisfaction des besoins fondamentaux des populations locales et la garantie de la pérennité des milieux naturels et humains (autres caractéristiques du développement touristique local), assure l'égalité des chances à tous par l'utilisation rationnelle des ressources afin de satisfaire les besoins présents et futurs des résidents et des touristes, suscite une éthique riche en changements de règles, de valeurs et de mentalités.

On remarque donc que le développement durable appliqué au tourisme englobe les caractéristiques du développement touristique local dégagées plus haut, mais apporte d'autres caractéristiques qui sont l'équité dans le développement et l'éthique du respect de l'homme et de la nature.

Dans le contexte du tourisme, l'écotourisme est considéré comme une manifestation concrète de la philosophie du développement durable, un des indicateurs pour en mesurer la réussite (Barabé, 1995). Il s'agit d' «une forme de tourisme qui consiste à visiter des zones naturelles relativement intactes ou peu perturbées, dans le but précis d'étudier et d'admirer le paysage et les plantes et animaux sauvages qu'il abrite, de même que toute manifestation culturelle (passée et présente), observable dans ces zones.» (Hector Ceballos-Lascurain, 1983).

Les caractéristiques positives qui lui sont reconnues sont les suivantes: sa contribution à la préservation de l'écosystème et au respect de l'intégrité des collectivités locales (Conseil consultatif canadien de l'environnement, 1992), sa contribution au développement économique des régions par les recettes qu'il génère, sa participation à une sensibilisation accrue de l'importance de la conservation, et son incitation à adopter des comportements susceptibles de protéger les zones naturelles (Mme Kathryn Fuller, Présidente du Fonds mondial pour la nature).

Il existe plusieurs formes de tourisme. Celles-ci s'expliquent «par référence aux diverses activités de l'homme qui consomme» (Bergeron, 1982). L'écotourisme est l'une de ces formes. Certes, il s'agit d'une forme de tourisme respectueuse de l'environnement. Cependant, il «n'est et ne sera qu'une des multiples manifestations du tourisme» (Cazelais, 1993) et ne saurait remplacer l'ensemble des activités touristiques. Sa promotion en tant que seul tourisme alternatif est un alibi qui retarderait la responsabilisation des entrepreneurs touristiques (Barabé, 1995) et celle des autres touristes (différents des écotouristes) en matière d'environnement.

C'est donc à l'ensemble du tourisme, au «tourisme tout entier» (Cazelais, 1993) qu'il convient d'appliquer les principes de développement durable afin de parvenir à un développement touristique qui augmente les bénéfices du tourisme en même temps qu'il prévient ses effets négatifs.

1.3 Les dimensions du développement touristique local et durable

Nous avons vu que le concept de développement local se concrétise par des initiatives locales qui sont très variées compte tenu de la diversité des problèmes et des spécificités locales des collectivités. Elles sont donc adaptées aux problèmes et spécificités de chaque collectivité. Il en est de même de la mise en œuvre des principes de base du développement durable qui requiert une adaptation aux systèmes culturels des pays auxquels on voudrait l'appliquer. Pour les pays africains qui nous intéressent au premier chef dans cette recherche, Kasisi (1990) suggère l'adoption d'un modèle de développement durable liant la conservation et le développement, tout en respectant les valeurs des populations locales.

Sur la base des principes du développement durable, des caractéristiques essentielles du développement touristique local et celles du développement touristique durable, nous retenons pour notre conception de développement touristique durable, les dimensions suivantes:

1.3.1 Le respect des besoins et des droits des collectivités locales

Le développement touristique local et durable se réfère aux besoins fondamentaux des populations locales. Il doit correspondre aux besoins toujours changeants et aux intérêts de la majorité plutôt qu'aux intérêts à court terme de l'élite minoritaire. L'expérience de développement local menée à Costa Brava (Espagne) et en Provence (France) a démontré la tendance des élites locales à s'approprier les organismes de participation populaire pour leurs propres besoins (Brohman, 1996). Le développement touristique local et durable appelle une large participation populaire et impose un choix de structure qui permet d'intégrer le plus grand nombre d'acteurs possibles.

La référence aux besoins des collectivités locales fait également appel à l'élaboration des projets endogènes, ce qui signifie que ceux-ci doivent être élaborés en fonction des besoins internes et non en fonction de la demande externe comme dans la majorité des PVD.

En dernier lieu, la référence aux besoins suppose le respect des droits et des traditions des populations locales. Le cas vécu au Zaïre dans le Parc national de kahuzi-Biega démontre que l'évacuation des pygmées du territoire qu'ils ont historiquement occupé, les a privés de leurs sources de subsistance (viande de chasse, produits alimentaires et médicinaux, bois de chauffage et de construction, etc.) et de la pratique des rites qui conditionnent et règlent la conduite de leur vie quotidienne (Kasisi, 1990). Le respect des besoins et des droits implique donc le fait d'éviter le déplacement et le dérangement des populations locales qui ont le droit de vivre en accord avec leurs traditions.

1.3.2 La pérennité des milieux naturel et humain

Le développement touristique local et durable doit intégrer la conservation au développement.

En Afrique, la notion de parc national (réserve intégrale) excluant toute activité humaine, apparaît comme un élément de destruction des milieux. Kasisi (1990) a démontré comment l'aménagement conservationniste du Parc national de Kahuzi-Biega a entraîné des faillites écologiques et humaines (cf. page 36).

Pour concilier la conservation et le développement, il nous apparaît opportun d'une part, de faire un inventaire des ressources (naturelles, culturelles, patrimoniales) du milieu les plus susceptibles de répondre aux besoins des populations locales et de leur conférer une valeur essentielle dans le développement. L'inventaire des ressources naturelles et patrimoniales permet une connaissance du milieu (de ses problèmes, de ses spécificités et des besoins locaux) et un respect de l'échelle locale. On a vu que le non respect de l'échelle locale favorise la dégradation de l'environnement par la mise en place des aménagements qui ne cadrent pas avec le milieu. L'inventaire des ressources culturelles permet de dégager une identité culturelle locale. Il assure le maintien de la diversité sociale et culturelle des sociétés fragiles des PVD sujets au phénomène d'acculturation par le tourisme ou des territoires périphériques.

La valorisation des ressources suscite l'émergence des micros initiatives de développement et la concrétisation des projets authentiques et non falsifiés, des projets originaux et standard, qui contribuent à la diversification de l'économie locale.

D'autre part, la garantie de la pérennité des milieux impose l'implication des communautés locales dans le processus de développement. Cette implication passe par des actions de sensibilisation et par l'utilisation de la force endogène.

Sensibiliser la population c'est l'informer et la consulter afin que les enjeux du développement soient évalués par la population, les promoteurs et les organismes régionaux de développement, et afin de favoriser une pratique participative élargie. L'utilisation de la force endogène implique la mobilisation de toutes les énergies locales autour des valeurs collectives, la responsabilisation et la prise en charge des actions de développement par les collectivités locales; elle réduit la dépendance extérieure à laquelle sont soumis les PVD à l'égard des pays industrialisés, et suscite l'éclosion de l'entrepreneurship local, donc des emplois locaux.

L'exemple de la gestion de la faune en Zambie montre comment l'implication de la communauté dans le développement touristique garantit la pérennité des milieux. Afin

de freiner le braconnage dans le South Luangwa national Park, importante réserve faunique et site d'intérêt touristique, le gouvernement de la Zambie a conçu des programmes sociaux orientés vers la protection de la faune et l'implication des résidents locaux à la conservation et au tourisme. Les patrouilleurs anti-braconnage sont recrutés parmi les villageois et formés. Les communautés locales ont réalisé que ces ressources leur appartiennent puisque les revenus générés par ces aires pourvoient à leurs besoins (développement des services et équipements collectifs) et elles ont développé un intérêt particulier et une attitude protectrice envers la faune dans leur territoire (Inskeep, 1991). Un autre cas est celui du projet ACAP (Annnapurna Conservation Area Project) au Népal où l'implication des collectivités locales au projet a permis la conservation des environnements culturels et naturels d'Annapurna.

1.3.3 L'équité dans le développement

Le développement touristique local et durable réduit le développement inégal au sein de la génération actuelle et entre les générations.

Au sein de la génération actuelle, il favorise l'accessibilité aux ressources touristiques aussi bien aux touristes étrangers qu'aux résidents. Il n'y a plus de prédominance du point de vue des touristes sur celui des résidents locaux, ce qui fait que les aménagements touristiques concourent à la fois à la satisfaction des besoins des touristes et des habitants. Entre les intervenants, il permet une distribution équitable des coûts et bénéfices du tourisme car, la répartition des bénéfices n'est plus imposée par les grandes centrales de tourisme des pays industriels. Les exemples de Zambie et du Népal cités ci-haut montrent comment l'écotourisme a augmenté les revenus touristiques dont une bonne partie pourvoit aux besoins des collectivités locales.

Le développement touristique local et durable réduit également le déséquilibre régional. Il n'y a plus de pôles de développement donc plus de développement inégal entre les territoires urbains et rural du fait du tourisme.

Entre les générations, le développement touristique local et durable assure une utilisation rationnelle des ressources du milieu, ce qui contribue à la préservation des milieux et garantit leur utilisation pour les générations prochaines.

1.3.4 Une éthique riche en changements

Le développement touristique local et durable apporte des changements dans la vision du développement du tourisme. Il substitue l'attitude attentiste des PVD vis-à-vis les interventions venant de l'extérieur. Il diffère des règles de la grande économie et est multidimensionnel, global et endogène. Il apporte également des changements de valeurs : le respect de l'homme et de la nature conduit à l'intégration de la conservation au développement en vue de la satisfaction des besoins présents et futurs.

La figure 6 résume les dimensions principales du développement touristique local et durable.

Figure 6

Les dimensions principales du développement touristique local et durable

---

Respect des besoins et des droits

- Référence aux besoins et aux intérêts de la majorité et non de l'élite locale minoritaire
- Large participation populaire. Choix d'une structure de participation adéquate
- Projets endogènes. Prédominance du point de vue et des besoins de la population hôte et non de la demande externe
- Respect du mode de vie et des traditions

Pérennité des milieux

- Valorisation des ressources locales
  Respect de l'échelle locale
  Maintien de la diversité sociale et culturelle
  Émergence des micro-initiatives

- Implication des communautés locales
  Sensibilisation : information et consultation
  Utilisation de la force endogène
  Mobilisation et responsabilisation
  Concertation et partenariat
  Réduction de la dépendance extérieure
  Entrepreneurship local

Équité dans le développement

- Au sein de la génération actuelle
  Entre les touristes et les résidents locaux : accessibilité
  Entre les intervenants : coûts et bénéfices
  Entre les territoires : urbain et rural

- Entre les générations
  Dilapidation des ressources
  Protection de l'héritage naturel et culturel
  Utilisation par les prochaines générations

Éthique riche de changements

- Changements de mentalités
- Changements de règles
- Changements de valeurs

---

2. Les méthodes globales de planification touristique

L'approche intégrée dans la planification touristique telle que vue précédemment, fait référence à l'approche systémique. Elle reconnaît qu'il y a une relation et une interdépendance, d'une part, entre le développement du tourisme et le développement des autres secteurs de l'économie, d'autre part, entre les éléments eux-mêmes du développement touristique.

Pour Baud-Bovy (1985), la planification intégrée fait référence à 4 faisceaux d'interdépendance: interdépendance entre le développement du tourisme et celui des autres secteurs économiques; interdépendance entre les intervenants du développement touristique; interdépendance entre le tourisme national, le tourisme international et les loisirs; interdépendance entre les pays concurrents.

Quant à Cazes (1992), le vocable d'intégré, appliqué au tourisme, évoque un modèle alternatif d'aménagement au modèle aujourd'hui dominant dans les stratégies de développement touristique des pays du Tiers-Monde.

La planification intégrée est donc une approche globale qui intègre dans son processus les dimensions sociales, économiques, politiques et environnementales du tourisme entre lesquelles existent une interrelation et une interdépendance.

Plusieurs méthodes de planification intégrée en matière de tourisme ont été développées par de nombreux auteurs (Baud-Bovy, 1985; Gunn, 1979; Mill et Morrisson, 1985; Demers, 1987; Inskeep, 1991). Parmi celles-ci, nous en retenons deux (2) élaborées par des auteurs d'expérience dont les services ont été fréquemment requis par des organisations internationales dans le domaine de la planification touristique, et pouvant être appliquées dans tous les pays du monde (développés et PVD) à l'échelle nationale ou régionale.

Nous présentons, dans les lignes qui suivent, ces deux méthodes qui sont le processus PASOLP de Baud-Bovy (1985) et le processus de base de planification touristique de Inskeep (1991).

2.1. Le processus PASOLP de Baud-Bovy (1985)

Mise au point en 1975, la version originale (Baud-Bovy et Lawson, 1977) du processus PASOLP (Product's Analysis Sequence for Outdoor Leisure Planning) (cf. schéma 3) a été simplifiée (Baud-Bovy, 1985) et c'est cette dernière version que nous présentons ici (Schéma 5).

Son auteur part du principe que le secteur touristique, de par le nombre très élevé de ses éléments et du nombre plus grand encore des relations entre ces éléments, est un système complexe, quasiment impossible à planifier dans son ensemble; et le tourisme constituant un tout, toute approche unilatérale de planification négligerait certains éléments et déboucherait sur des propositions inapplicables. Néanmoins, le produit touristique constituant l'élément central de toute l'activité touristique, le planificateur peut concentrer son effort à le planifier , au lieu de chercher à planifier globalement le secteur touristique complexe.

Le processus PASOLP répond à ces objectifs. C'est une méthode globale de planification basée sur la notion de produit touristique et sous-tendue par cinq (5) principes directeurs.

2.1.1 Les principes fondamentaux du processus

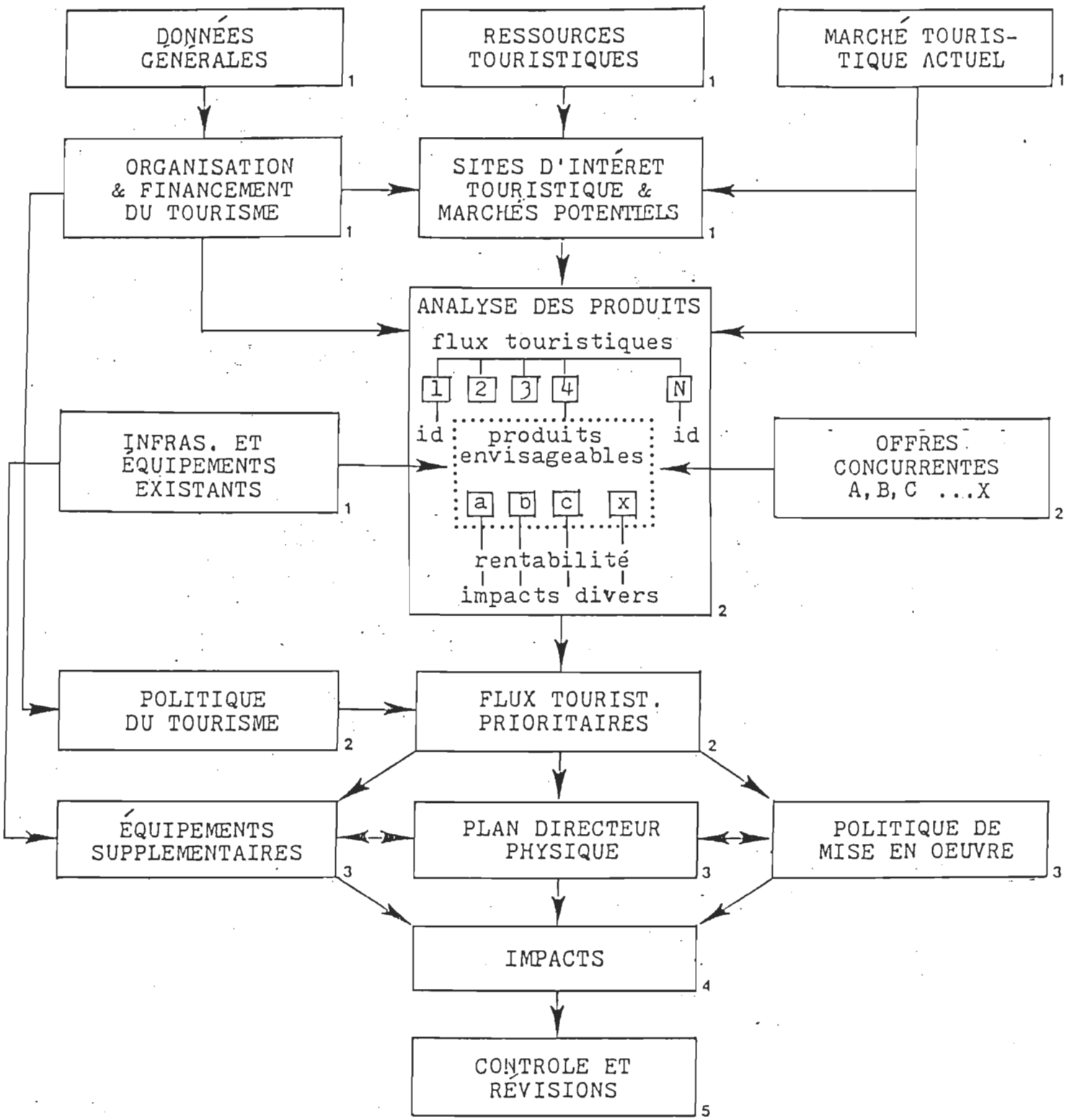
Pour planifier efficacement le développement du tourisme, le processus PASOLP se base sur les principes essentiels suivants:

- Planification intégrée. Ce principe découle du bilan négatif des méthodes de planification antérieures établi par Baud-Bovy (1985). Le schéma d'étude traditionnel de développement touristique était affecté de "sérieuses lacunes" et la majorité des plans réalisés sur sa base n'ont jamais été mis en œuvre; entre autres lacunes, il ne donnait pas assez d'importance aux quatre faisceaux d'interdépendance qui définissent la notion d'intégration.

Pour être efficace, tout plan de développement touristique doit se préoccuper d'intégrer le développement touristique dans la réalité politique et sociale du pays, de le

Schéma 5

Processus PASOLP



Source : Baud-Bovy, 1985

coordonner avec le développement des autres secteurs de l'économie; d'intégrer les efforts de tous les intervenants du secteur touristique; d'intégrer tourisme international, tourisme national et loisirs de plein air; de tenir compte de la concurrence.

- Planification continue. Les plans de développement touristique, qui n'ont jamais été mis en œuvre, ont été le fruit d'une intervention ponctuelle réalisée par un expert ou une firme étrangère et qui, son mandat exécuté, quittait le pays. Or, pour maintenir la validité d'un plan, son auteur devrait être tenu d'effectuer les mises à jour indispensables.

Ainsi, pour être efficace, la planification doit être continue c'est-à-dire contrôlée, complétée, modifiée, réalisée en permanence.

- Planification du court-terme. La planification par objectifs généraux des programmes d'action des plans de développement touristique à long terme doit être remplacée par une planification par projets précis. Toutes les réalisations, les mesures, les dispositions sont regroupées dans un programme d'actions quadriennal ou quinquennal, synchronisé avec un éventuel plan de développement économique du pays.

- Protection des ressources. Les attractions touristiques et les sites privilégiés exigent un plan de protection et dans ce domaine, la planification à long terme est indispensable.

- Planification flexible. Le tourisme est une activité mouvante et sensible à toutes sortes d'influences. La réalisation de certains équipements nécessitant de longs délais, il pourrait arriver que ces équipements soient dépassés avant leur utilisation et doivent ainsi être adaptés aux conditions du moment; certains pourraient se prêter à l'adaptation et d'autres non. Aussi la planification doit-elle être flexible, ce qui signifie qu'il faut éviter une réalisation irréversible et privilégier plutôt celle qui se prête aisément à modification.

Tels sont les principes qui ont guidé l'élaboration du processus PASOLP dont les étapes sont les suivantes.

2.1.2 Les étapes du processus

Elles sont au nombre de cinq (5):

Étape 1: Enquêtes et analyses des principaux flux et sites d'intérêt touristiques, des structures, des priorités et des objectifs de développement du pays.

Étape 2: Politique du tourisme et flux prioritaires. Études détaillées de chaque flux touristique et élaboration des produits touristiques pour chacun de ces flux; comparaison de chaque produit avec les offres concurrentes, évaluation de la rentabilité et des impacts de chaque produit; priorité accordée aux produits et flux touristiques correspondant à la politique touristique du pays.

Étape 3: Plan physique et stratégie de mise en œuvre. Élaboration du plan directeur physique en fonction de l'offre et de la demande existantes; détermination des équipements supplémentaires sur la base des flux prioritaires et des équipements existants; mise au point de la stratégie de mise en œuvre des produits touristiques retenus en tenant compte des structures du pays.

Étape 4: Impacts. Évaluation des conséquences du développement touristique sur le plan économique et social à partir des analyses des flux et produits touristiques. Attention particulière à accorder à la protection des sites et au contrôle foncier des sites à affecter au tourisme.

Étape 5: Planification continue. Mise au point d'un système permanent de contrôle et de rétroaction corrective.

Le processus PASOLP, dont nous venons de présenter les principes et les différentes étapes, a été utilisé pour l'élaboration du plan de mise en valeur touristique du Niger de 1979-1980.

2.2 Le processus de base de planification touristique de Inskeep (1991)

Dans cette approche de planification, l'accent est mis sur un certain nombre de concepts et le processus de planification comprend plusieurs étapes successives.

2.2.1 Les concepts de base du processus

Huit (8) concepts composent les éléments de cette approche, énumérés comme suit dans le respect du modèle de l'auteur :

- Approche continue, ascendante et flexible. La planification touristique est un processus continu auquel certains ajustements (contrôle et rétroaction) peuvent être apportés dans le respect des objectifs et de la politique de base du développement touristique.

- Approche systémique. Le tourisme est un système et doit être planifié comme tel en utilisant les techniques de l'analyse systémique.

- Approche d'ensemble. En relation avec l'approche systémique, tous les aspects du développement touristique sont analysés et planifiés en bloc, c'est l'approche holistique.

- Approche intégrée. En relation avec l'approche systémique et la vision d'ensemble, le tourisme est développé et planifié comme un système intégré à l'intérieur de lui-même et à l'ensemble de plan et de modèles de développement de la région.

- Approche environnementale et de développement durable. Le tourisme est planifié, développé, géré de sorte que ses ressources naturelles et culturelles ne sont ni épuisées, ni dégradées, mais conservées comme ressources durables, base permanente pour une utilisation continue et future.

- Approche communautaire. Implication de la communauté locale dans le processus de prise de décision et de planification du tourisme; participation de la communauté dans le développement et la gestion du tourisme et dans la répartition de ses bénéfices socio-économiques.

- Approche d'implantation. La politique, le plan et les recommandations de développement du tourisme sont formulés de façon réaliste et de manière à être implantés. Le plan doit contenir une section spécifique relative à l'implantation, à ses techniques et procédures. Les techniques et les procédures de l'implantation clairement énoncées aident les utilisateurs du plan à mieux les comprendre, et sont plus faciles à appliquer.

- Application du processus de planification systématique. Le processus de planification systématique est appliqué dans la planification du tourisme basée sur une séquence logique d'activités.

Ces différents concepts forment la trame de fond du processus de base de planification (Schéma 6) qui peut varier selon le type de plan et les conditions locales, mais qui généralement procède par étapes.

2.2.2 Les étapes du processus

Elles sont au nombre de 7:

Étape 1: Préparation de l'étude. Après consultation auprès du secteur privé et de la population, le gouvernement prend la décision de planifier le développement du tourisme. À partir de ce moment et afin que le projet de planification puisse se réaliser, il est nécessaire de l'organiser. L'organisation du projet consiste à évaluer, en cas de besoin, la préfaisabilité du projet; à préparer les termes de référence du projet; à sélectionner les membres de l'équipe du projet et du comité de coordination; à préparer un programme de travail réaliste et détaillé; à déterminer les sources de financement.

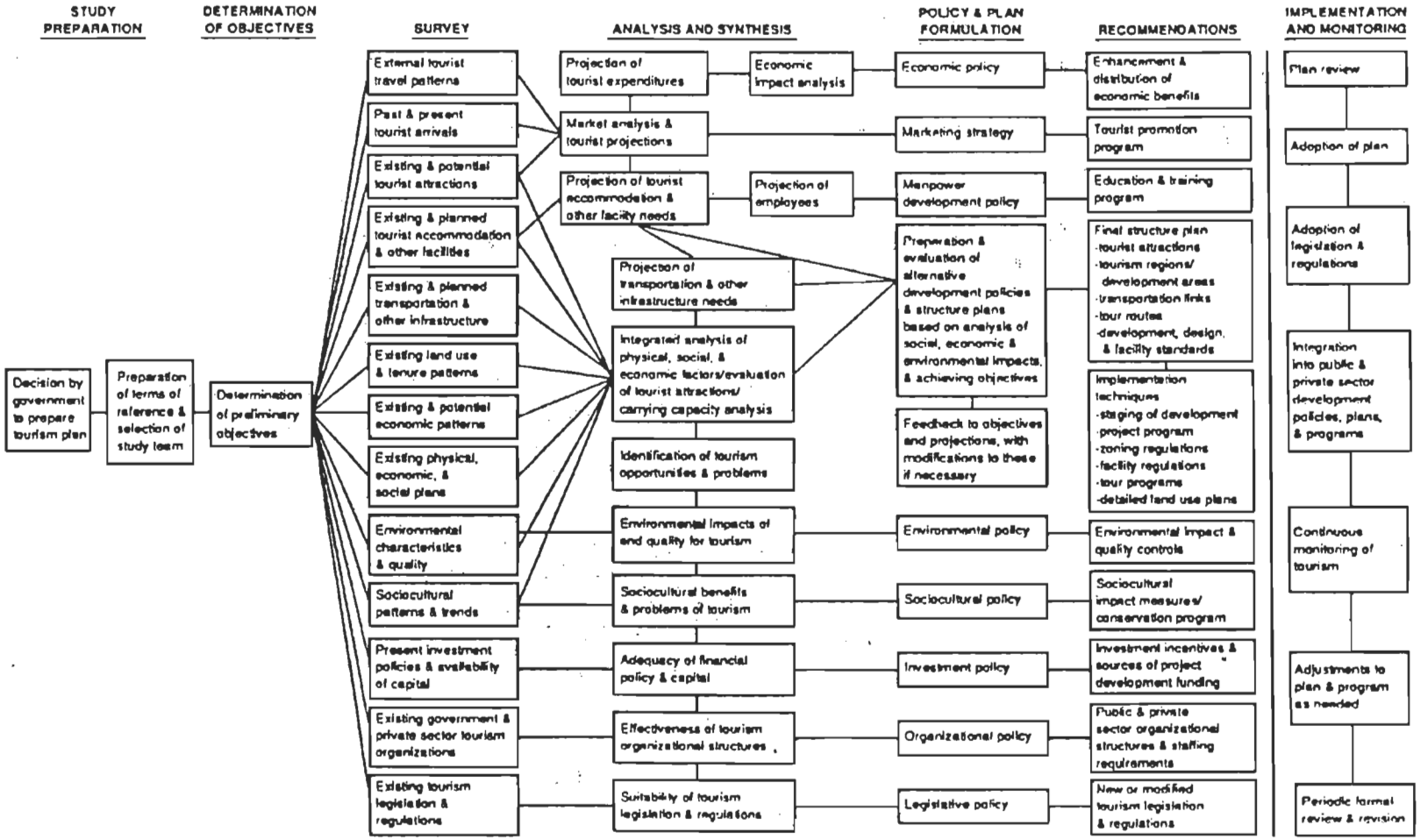
Étape 2: Détermination des objectifs. Les objectifs préliminaires de développement touristique, qui seront complétés au cours du processus, sont déterminés. La détermination doit être faite par les communautés résidentes et leur leaders, les autorités gouvernementales, qui agiront en étroite coordination.

Étape 3: Enquêtes. Les enquêtes impliquent la collecte des données, à la fois qualitatives et quantitatives, relatives à tous les aspects reliés au tourisme énumérés dans le schéma.

Étape 4: Analyses et synthèses. À ce stade du processus, l'élément le plus important est l'analyse des marchés touristiques faite à partir de l'enquête sur les marchés, afin de déterminer les marchés-cibles. La détermination des marchés-cibles permet de faire la projection des besoins en équipements

Schéma 6

Processus de base de planification touristique



Source : Inskeep, 1991

touristiques, en services touristiques et autres équipements, en transports et autres infrastructures,touristiques, en main-d'œuvre dans le secteur du tourisme. Ces éléments, à leur tour, alimentent l'analyse intégrée et la synthèse des facteurs physiques (naturels et bâtis de l'environnement), sociaux et économiques, incluant les attractions et activités les plans et les politiques actuels. L'aspect le plus important dans l'analyse environnementale est l'établissement de la capacité de charge de la région à développer. L'accent doit être mis sur la synthèse des éléments de l'enquête et de l'analyse afin que les interrelations soient bien comprises. Un résumé des opportunités et contraintes de développement touristique peut être fait à ce stade du processus.

Étape 5: Formulation de la politique et du plan. La détermination de la politique touristique est basée sur les éléments de l'enquête et de l'analyse. Le plus important ici est d'intégrer la politique touristique à l'ensemble de la politique de développement nationale ou régionale. Une politique réaliste et cohérente est la base du développement et un élément essentiel du plan. La formulation du plan nécessite d'abord la préparation, dans leurs grandes lignes, de plusieurs plans alternatifs ou scénarios. Chaque plan alternatif ou scénario présente une approche différente et différents types de recommandations. Ces scénarios sont ensuite évalués dans le but de voir comment chacun d'eux s'adapte aux objectifs du plan, reflète la politique du développement, génère les bénéfices économiques escomptés et les coûts acceptables, minimise les impacts négatifs socioculturels et environnementaux et renforce les impacts positifs, atteint les objectifs du développement durable. Le meilleur plan alternatif ou scénario, ou très souvent la combinaison des plans alternatifs, est sélectionné et préparé dans sa version finale.

Étape 6: Recommandations. Après sélection du plan, sa structure peut être finalisée en détail et inclure toutes les recommandations correspondantes.

Étape 7: Implantation et contrôle. La séquence des activités requises pour l'implantation du plan sont énumérées dans le schéma 6. Les moyens de l'implantation doivent être pris en compte au cours de la préparation du plan et spécialement à l'étape de la formulation de la politique et du plan, ainsi qu'à celle des recommandations afin que le plan soit réaliste et puisse être

implanté. Pendant et après l'implantation du plan, un contrôle continu est nécessaire pour s'assurer que le développement est conforme au plan et au programme, et que le tourisme produit des bénéfices sans générer des problèmes sérieux. Et si problèmes il y a, le contrôle devra les détecter et aussitôt les actions devront être menées avant qu'ils ne deviennent sérieux

2.3 Limites des méthodes globales

Ce bref exposé des concepts de base et des différentes étapes du processus de base de planification touristique permet de constater qu'il s'agit d'une méthode globale de planification. Il en est de même du processus PASOLP. Ces deux méthodes présentent d'autres avantages. Elles peuvent être utilisées aussi bien au niveau de la planification nationale qu'au niveau régional, elles s'adaptent aisément à tous les pays. L'approche PASOLP permet même une intervention rapide et efficace dans les PVD où les informations statistiques et économiques sont rares ou sujettes à caution. Utilisée pour élaborer le plan de mise en valeur touristique du Niger en 1979-1980, elle a permis d'évaluer rapidement l'impact économique du développement touristique, de faire des recommandations relatives à la stratégie de mise en œuvre du développement proposé, d'établir un plan de protection des ressources (Baud-Bovy, 1985).

L'approche PASOLP est une approche globale; elle ne se limite pas tout simplement à l'évaluation de l'impact économique du tourisme, elle permet également une analyse des impacts sur l'environnement physique, elle est proche des réalités concrètes des pays ou régions auxquels elle s'applique. Toutefois, elle est limitée quant à son application à la planification du tourisme au littoral camerounais. En fait, elle ne rencontre pas tous les objectifs de développement (développement local et durable) souhaités dans cette recherche pour le littoral touristique du Cameroun. On s'aperçoit que non seulement elle ne fait pas l'analyse des impacts du tourisme sur la culture (le tourisme a aussi été considéré comme un phénomène d'acculturation), mais elle ne place pas, non plus, les communautés locales au cœur du développement touristique.

En fait, l'approche communautaire consistant à impliquer et à faire participer les populations locales (les premières visées par le développement, à tirer profit du développement), est absente dans les principes fondamentaux du processus PASOLP.

Elle est par contre bien présente dans le processus de base de planification touristique de Inskeep que nous retenons comme méthode de base.

3. Conclusion: Choix de la méthode de base

La problématique du développement touristique dans les PVD nous a permis de constater d'une part, que la pratique du tourisme, dans ces pays, fait face à de nombreux problèmes liés aux stratégies de développement tournées vers l'extérieur, aux stratégies de développement qui convergent vers le seul modèle de la croissance économique (modèle macro-économique), modèle aveugle aux autres réalités du développement et dans lequel est pris en compte le seul aspect économique.

Depuis l'avènement du tourisme international dans les pays du Tiers-Monde, le modèle macro-économique de développement s'est imposé dans l'élaboration des politiques de développement touristique. En fait, le premier objectif des politiques touristiques des pays du Tiers-Monde a toujours été le rétablissement de la balance des paiements par l'apport des devises étrangères générées par le tourisme, et pouvant servir à réaliser les importations de capitaux que les exportations traditionnelles ne suffisaient plus à produire (Cazes, 1989).

Certains pays comme le Cameroun persistent à utiliser cette approche nonobstant les signes d'échec non-équivoques de ces politiques touristiques. La Nouvelle Politique touristique du Cameroun (1994) vise le rétablissement des grands équilibres macro-économiques dans le but de relancer l'économie en crise et le principal objectif du développement touristique est l'entrée des devises étrangères. Cette approche, on l'a dit (cf. problématique de recherche), est inappropriée face à la conjoncture économique actuelle. Les résultats du tourisme sans nul doute seront les mêmes que ceux relevés, jusqu'à présent, dans les pays récepteurs du Tiers-Monde (le modèle traditionnel de développement, nous l'avons vu au chapitre précédent, apporte plus d'effets négatifs que positifs: dépendance accrue, dégradation de l'environnement, aliénation culturelle, etc.). Et ainsi le tourisme ne pourra jouer le rôle qui lui est assigné par le plan d'ajustement structurel (PAS). Alors pourquoi poursuivre avec acharnement et aveuglément sur une voie aussi décourageante au lieu d'en prospecter et d'en ouvrir de nouvelles susceptibles de parvenir à des résultats plus satisfaisants?

Les faiblesses du modèle macro-économique pour redresser la situation des territoires en difficulté ont donné naissance à l'approche de développement endogène. Il s'agit là d'une solution complémentaire au système dominant, solution réaliste et viable en temps de crise (Vachon, 1992). L'atteinte des résultats plus satisfaisants en matière de tourisme commanderait donc de sortir, s'il se peut, des tutelles extérieures et de susciter une dynamique interne.

La problématique du développement touristique dans les PVD fait apparaître, d'autre part que, lorsque les impacts du tourisme interreliés et interdépendants sont analysés séparément, ils font l'objet d'une interprétation excessive; l'adhésion à une conception unifiée des impacts du tourisme conduit à une analyse d'ensemble de ceux-ci.

Les approches de développement local et de développement durable visent à dépasser les impératifs du modèle traditionnel et à en corriger les effets non souhaités. Elles misent sur la maîtrise collective du développement par les communautés locales. Ce sont des approches globales. Elles sont reconnues comme pouvant entraîner le développement touristique tout en prévenant les effets négatifs du tourisme et en renforçant ses effets positifs. Leur application dans le développement touristique des PVD a donc paru utile .

Le processus de base de planification touristique de Inskeep fait l'application de ces approches. Tout en visant les bénéfices économiques désirés, il met l'emphase sur l'intégration des considérations environnementales et socioculturelles dans la planification touristique, sur l'examen holistique des multiples facettes du tourisme dans le processus de planification, la participation de la communauté dans la planification, et l'intégration du tourisme dans la politique et les plans globaux. Il sert donc de méthode de base à l'élaboration de notre processus de planification ici présenté. Toutefois, son application au littoral touristique est restreinte.

Pour l'appliquer, il faut l'adapter aux conditions du pays ou de la région. Le littoral touristique est une région du Cameroun, pays sujet aux problèmes de développement rencontrés par les PVD et liés à l'adoption du modèle de la croissance économique. La revitalisation de son secteur touristique nécessite donc une stratégie qui insiste sur la création d'un environnement favorisant l'adaptation des collectivités en difficultés aux nouvelles règles du jeu de la croissance économique : le développement local.

Or, comme vue précédemment, la méthode de base ne met pas beaucoup d'accent sur cette notion dont la mise en pratique suit un processus de revitalisation. C'est donc d'un processus de revitalisation qu'a besoin la planification du littoral touristique que nous examinons dans les pages qui suivent, en le reliant à la problématique générale du tourisme au Cameroun.

CHAPITRE III
LA PROBLÉMATIQUE DU TOURISME AU CAMEROUN ET LE LITTORAL TOURISTIQUE CAMEROUNAIS

Il s'agira ici d'examiner la situation du tourisme au Cameroun et de présenter le littoral touristique camerounais. Mais avant cela, il semble nécessaire de jeter un premier regard sur le contexte dans lequel évolue l'activité touristique. Aussi une première partie sera-t-elle consacrée à la présentation du Cameroun dans ses aspects généraux, une seconde à l'étude de la situation du tourisme camerounais et une troisième à la présentation du littoral touristique. La conclusion permettra de distinguer la place qu'occupe le littoral dans les perspectives d'avenir du tourisme camerounais.

1. Le Cameroun: ses aspects généraux

Le Cameroun possède des frontières bien définies qui résultent de la conquête coloniale dont il a été l'objet. Plusieurs études réalisées sur ce pays attestent que ces frontières suivent des lignes de démarcation qui ne sont ni géographiques, ni humaines. Aussi, le Cameroun est-il composé de régions diverses et de populations différentes, ce qui entraîne des conséquences sur les plans économique et politique et se révèle être une source de richesses et un potentiel certain pour le tourisme. Le Cameroun sera donc présenté dans ses aspects géographique, socio-culturel, économique, politique et administratif, et l'influence de ces aspects sur le tourisme sera également analysée.

1.1 Le cadre géographique

Situé dans la zone centre-ouest du continent africain, au fond du golfe de Guinée à l'endroit où l'Océan Atlantique s'avance le plus profondément dans les terres, le Cameroun s'étend du nord au sud entre les 2e et 13e parallèles Nord, et de l'ouest à l'est entre les méridiens 9/34 et 16/15 de longitude Est. Son territoire, dont la superficie est de 475 422 kilomètres carrés, est bordé au nord par le Tchad, à l'ouest par le Nigéria, à l'est la République centrafricaine, au sud le Congo, le Gabon et la Guinée Équatoriale (cf. Carte 1 de l'Afrique).

Cette position dans le continent africain lui confère une diversité géographique tant sur le plan physique que climatique. Aussi, toute description géographique globale se heurte-t-elle à la multiplicité de ces particularismes. De ce fait, Imbert (1973) a tenté de la décrire par grands secteurs en adoptant la division administrative. Cet auteur estime que pour procéder à la division géographique au Cameroun, il faut considérer les aspects humains et naturels.

Gallois (1908 in Dauphiné, 1979) a posé comme axiome que: « C'est dans la nature qu'il faut rechercher le principe de toute division géographique ». À notre sens, il s'agit du principe de l'homogénéité des caractéristiques naturelles. Les critères énoncés par Imbert sont importants surtout pour le Cameroun si l'on sait que la nature a beaucoup contribué à l'installation des populations dans les sites naturels (Bahoken, Atangana, 1975). Seulement, la division administrative du Cameroun n'obéit pas au principe d'homogénéité. À l'intérieur même de certaines régions administratives existent des disparités physiques et humaines. À cause de la division administrative, certaines zones présentant des caractéristiques communes sont séparées les unes des autres. Ceci nous amène donc à adopter la répartition géographique opérée par Billard (1962) parce qu'elle semble plus obéir au principe d'homogénéité.

Billard (1962) distingue 5 grandes régions physiques au Cameroun :

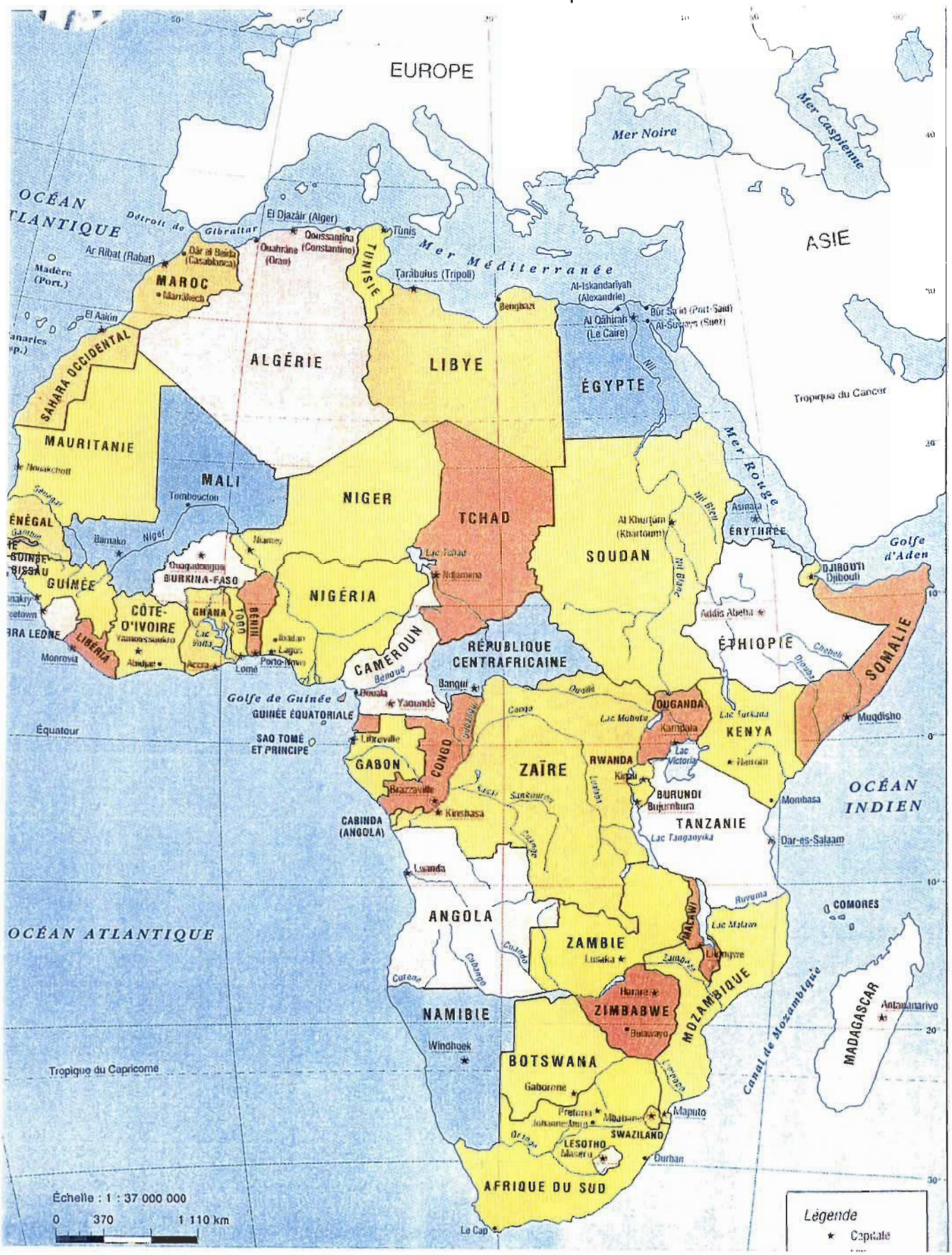
1)- la zone côtière

Profonde d'environ 40 kilomètres à l'intérieur à l'extrême Nord-Ouest, la superficie de la zone côtière diminue lentement en allant vers le Sud, disparaît à la hauteur du Mont-Cameroun, puis se poursuit. Elle connaît sa plus grande expansion dans l'arrière-pays de Douala.

Cette région est constituée essentiellement de plaines côtières, d'altitude comprise entre 0 et 200 mètres. De nombreux cours d'eau, dont les embouchures communiquent les unes avec les autres, débouchent sur ces plaines. La faune marine y est abondante. Les marées très modérées dans ce fond du golfe de Guinée offrent très peu d'obstacles à l'édification des îles.

Carte 1

Carte de l'Afrique



Le littoral camerounais comporte également une forêt qui, dégradée par endroits, donne lieu à des marécages. Cette forêt n'est pas très riche en gros animaux mais renferme tout de même quelques espèces fauniques telles que les éléphants, les gorilles, etc. et une végétation luxuriante. Son climat de type équatorial, chaud et humide, connaît 4 saisons dans l'année : 2 saisons sèches et 2 saisons de pluies. Aucune saison n'est exempte de pluies mais la pluie sévit de juillet à septembre pendant la grande saison des pluies.

2)- Les plateaux anciens du sud

Situés à l'est des plaines, leur altitude varie entre 250 et 800 mètres. Dans cette région, la végétation se diversifie en deux grandes zones: la forêt dense et la savane boisée. On y trouve des espèces fauniques telles que les éléphants, les chimpanzés, les buffles, etc. Cette région est traversée par des cours d'eau et son climat, de type équatorial, connaît 4 saisons : 2 saisons sèches et 2 saisons de pluie. La grande saison des pluies va de septembre à novembre.

3)- Les hautes terres du centre ou le Plateau de l'Adamaoua

Placées au cœur du pays, ces hautes terres se dressent à une altitude moyenne de 1,200 mètres. Certains points culminent entre 1,400 et 2,000 mètres. C'est le domaine des forêts-galeries, de la savane et des bosquets épars qui renferment des buffles, des bubales et des élans. Le climat de type tropical, tempéré et sain, connaît 2 saisons : une saison sèche et une saison des pluies. L'Adamaoua reçoit des pluies abondantes et le maximum des précipitations a lieu en septembre et en octobre.

4)- Les régions montagneuses de l'Ouest

C'est une zone essentiellement montagneuse. Les altitudes varient entre 700 et 4070 mètres. L'Océan atlantique tout proche et le relief exercent une forte influence dans cette région qui jouit d'un climat équatorial de montagne. On y retrouve 2 saisons : une saison sèche et une saison des pluies. Les précipitations sont plus abondantes de mai à décembre. Elles entretiennent la végétation très variée de la région et donnent naissance à de nombreux cours d'eau où s'ébattent canards et oies sauvages.

5)- Les régions du Nord

On y distingue 3 secteurs:

- le fossé de la Bénoué au pied du Plateau de l'Adamaoua;
- les massifs du centre au nord de Garoua;

- la vaste plaine sédimentaire plus au nord.

Dans cette région, le climat est de type tropical. Il comporte 2 saisons: une longue saison sèche qui va de novembre à juin, une saison des pluies de juillet à octobre. La végétation subit la sécheresse d'où la prédominance d'arbres à feuilles caduques et la faune y est très abondante.

En résumé, l'étude du cadre géographique fait apparaître le caractère assez original du Cameroun. La topographie, le climat ne sont pas les mêmes partout. On y rencontre des plaines humides et sèches, des plateaux et des sommets. Deux climats-types règnent sur l'ensemble du pays : le climat équatorial au sud, et plus au nord le climat tropical. Cette diversité géographique et climatique a des conséquences dans les domaines social et économique du pays.

1.2 Le cadre socioculturel et historique

En 1492, les navigateurs portugais pénètrent dans l'estuaire de l'actuel fleuve Wouri et le baptisent "Rio dos camaroes" en raison de la présence d'innombrables crevettes qu'ils y ont trouvées. Du mot "Camaroes" vient le nom Cameroun.

En 1884, le Cameroun est placé sous-protectorat allemand. Après la première guerre mondiale, en 1916, il devient un territoire sous-mandat français et britannique dans le cadre de la Société des Nations (S.D.N.). Après la seconde guerre mondiale et la création de l'Organisation des Nations-Unies (O.N.U.), il est placé sous la double tutelle française et anglaise.

En 1960, le Cameroun sous tutelle française accède à l'indépendance. Le 1er octobre 1961, on assiste à la création d'une fédération bilingue entre le Cameroun anglais et le Cameroun français. En 1972, cette fédération aboutit à l'avènement d'un État unitaire.
Le nombre de personnes qui peuplent le Cameroun est évalué à presque 12 millions. On y trouve des types humains différents correspondant au relief dont certains éléments ont contribué à l'installation des populations dans leur site naturel (Bahoken, Atangana, 1975). Ces populations proviennent des mouvements migratoires qu'a connus l'Afrique à travers les siècles et deux groupes humains essentiels sont définis par le milieu géographique dans lequel ils ont vécu depuis des temps immémoriaux : les populations dites Soudanais et les populations dites Bantou. Néanmoins, une grande variété

ethnique existe au Cameroun et on y dénombre à l'heure actuelle près de 250 ethnies formant à peu près 50 grands groupes ethniques. Chaque groupe ethnique possède un fonds culturel propre issu de ses traditions ancestrales, traditions orales transmises de génération en génération. Ce fonds culturel diffère d'un groupe à un autre et l'exemple suivant donné par Imbert (1972) fait bien ressortir cette différence:

> « ... Les Camerounais du Nord ont du mal à saisir le rythme endiablé des danseurs des forêts du Sud et, quand les Bamilékés de l'Ouest exécutent le *mengoum* (danse majestueuse à laquelle seuls les grands notables, les fils et filles de chef participent), les habitants de Bertoua n'y trouvent aucune inspiration. » (p. 87).

Il est donc difficile de parler d'une culture camerounaise. Par contre, la vie communautaire est l'une des caractéristiques communes et fondamentales des peuples du Cameroun. La langue est l'instrument dans lequel se forge l'esprit de communauté; elle est le fait du groupe ethnique entier et diffère également d'un groupe à un autre. Il en est de même de l'art et des autres manifestations de la vie (manière de se nourrir, de se vêtir, etc.). Il est toutefois à noter que les ethnies de la même famille linguistique partagent la même culture et sont rattachées au même système de valeurs (Bahoken et Atangana, 1975).

Outre les langues nationales correspondantes aux différentes ethnies, le Cameroun possède 2 langues officielles: le français et l'anglais; 3 religions officielles y sont pratiquées: le catholicisme, le protestantisme et l'islam.

Les contacts entretenus avec les populations européennes depuis le XVIIIe siècle ont amené les populations camerounaises à introduire de nouvelles normes dans leurs univers. Le christianisme y a également introduit de nouvelles cosmogonies et de nouvelles organisations sociales. Mais les pratiques religieuses n'ont pas totalement éliminé les croyances traditionnelles dans le cœur de leurs adeptes.

En résumé, on peut dire que le Cameroun est caractérisé par une diversité ethnique, socio-culturelle issue des mouvements migratoires. Le relief a déterminé l'installation des populations dans certaines régions. Les apports culturels étrangers ont quelque peu modifié les habitudes originelles et une symbiose culturelle caractérise les sociétés camerounaises contemporaines.

1.3 Le cadre économique

Du fait de la variété de ses climats, le Cameroun offre de très grandes possibilités agricoles. L'agriculture constitue donc la base de l'économie camerounaise. Les industries sont, dans la majorité des cas, nées grâce à l'agriculture. Le rôle du tourisme dans l'économie camerounaise ne peut pas s'apprécier du fait de l'assimilation dans la balance des paiements des éléments ne relevant pas spécifiquement du tourisme (Ministère du tourisme du Cameroun, Avant-projet de politique touristique gouvernementale).

Outre la production agricole qui est hautement diversifiée, le Cameroun possède aussi des ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz naturel, le bois, l'aluminium, etc.

L'essentiel du commerce extérieur est formé par les produits tels que le pétrole, cacao, café, bois, aluminium. Les principaux partenaires commerciaux du Cameroun sont la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon, les États-unis, l'Italie.

La gestion des ressources pétrolières est très discrète, en partie hors budget et sous la forme de pétrodollars. La chute des cours a eu pour effet de réduire les recettes pétrolières de 60% en 1986 et tarir les prélèvements de l'Etat. La dépression a été aggravée par la chute concomitante des cours du cacao, du café et du coton. L'ensemble a provoqué une désorganisation des circuits financiers et un assèchement de la trésorerie publique. Le Cameroun entre ainsi dans une phase économique difficile et le remède envisagé est le recours au Fonds monétaire international (F.M.I.) qui demande en 1988, la mise en place d'un Plan d'ajustement structurel. (P.A.S.).

Pour relancer l'économie camerounaise et donc rétablir les grands équilibres macro-économiques, l'Etat s'est désengagé du secteur économique opérationnel et a procédé à une priorisation des secteurs économiques auxquels doivent être alloués prioritairement des ressources budgétaires. Le tourisme a été retenu comme un des secteurs économiques porteurs donc prioritaires pour la relance économique (Ministère du tourisme du Cameroun, 1994).

En résumé, on peut dire que grâce à la diversité de ses climats et de son relief, l'agriculture constitue la base de l'économie camerounaise. La chute des cours internationaux des produits d'exportations a entraîné des pertes de recettes

considérables ce qui a plongé le Cameroun dans une grave crise économique et financière. Afin de sortir de cette crise, le gouvernement s'est engagé à relancer l'économie en se retirant du secteur opérationnel et en orientant prioritairement des budgets aux secteurs économiques jugés "porteurs" dont le secteur du tourisme. Mais cette crise économique n'est pas sans conséquence sur la vie politique.

1.4 Le cadre politique et administratif

Le 20 mai 1972, l'adoption par voie référendaire d'une nouvelle constitution met fin au fédéralisme et établit un Etat unitaire. Cet Etat est divisé en 7 provinces administratives puis en 1984, en 10 provinces administratives : éclatement de la province du Nord en 3 provinces et celle du Centre-sud en 2 provinces (cf. Carte 2). Chaque province est administrée par un gouverneur et comprend un certain nombre de départements dirigés par un préfet. Les départements sont eux-mêmes divisés en arrondissements qui sont placés sous l'autorité d'un sous-préfet, et les arrondissements en districts.

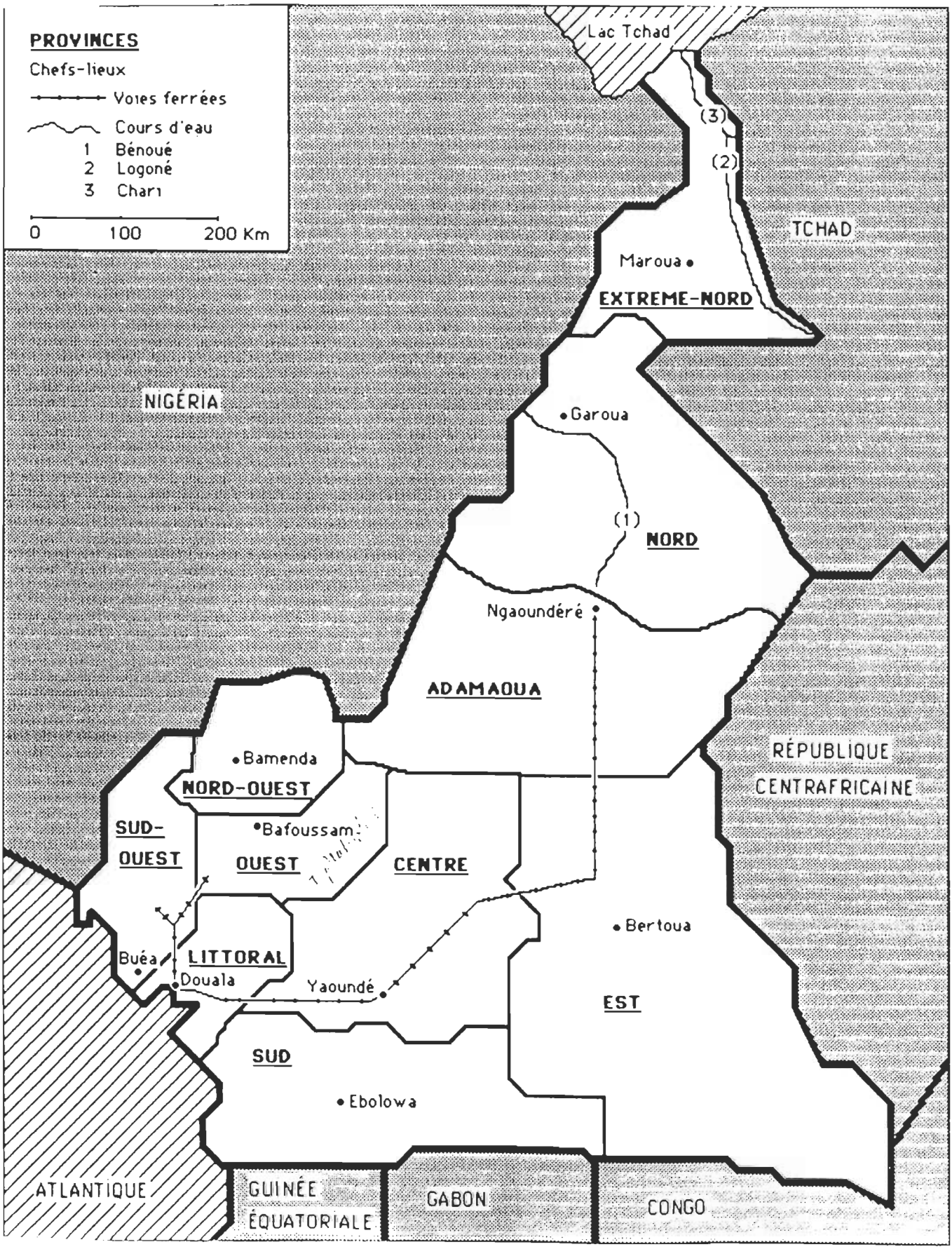
Les deux plus grandes villes du Cameroun sont Yaoundé, la capitale administrative et politique, et Douala, principal pôle d'activité économique.

Le régime politique au Cameroun est le présidentialisme. Depuis son accession à l'indépendance, la vie politique au Cameroun se traduit par une recherche constante des équilibres ethniques et régionaux du fait de la grande diversité caractérisant la société camerounaise.

La crise économique y a entraîné des conséquences assez lourdes non seulement en termes de pertes de revenus mais également en termes de pertes d'emplois. Cette situation a engendré des mouvements au sein de la population qui, entre 1990 et 1991, demanda l'instauration du multipartisme et la tenue d'une conférence nationale. Une Loi votée par le parlement, en 1990, instaure le multipartisme mais le gouvernement refuse la tenue de la conférence nationale. Ce refus suscite, à Douala notamment, des mouvements de grève et de désobéissance civile. Quelques affrontements interethniques ont également eu lieu dans le Nord du pays. Mais cette situation n'a été que temporaire et actuellement, le calme règne dans l'ensemble du pays.

Carte 2

La division administrative du Cameroun



En résumé, du fait de la diversité socio-culturelle qui prévaut au Cameroun, la recherche constante d'un compromis social est au centre des préoccupations des autorités politiques. Outre les quelques difficultés politiques de ces dernières années dues à la crise économique, on peut dire que le Cameroun jouit d'une relative stabilité politique qui exerce une influence certaine sur l'activité touristique.

1.5 Influence des aspects généraux sur l'activité touristique

À l'instar de la stabilité politique qui représente un atout pour l'activité touristique dans tout pays soucieux du développement de ce secteur (car les touristes ne vont pas dans un pays où il y a la guerre), toutes les autres caractéristiques du Cameroun ont une influence sur le tourisme. Le climat est le principal responsable de la saisonnalité touristique (cf. Chap. III, 2.1.1). Les diversités géographique, sociale et culturelle, loin d'être une faiblesse se révèlent une source de richesses naturelles et culturelles : ce sont des éléments qui entrent dans la composition du produit touristique (cf. Chap. III, 2.1). La politique économique actuelle est favorable à l'activité touristique, ce secteur étant retenu comme un des secteurs prioritaires pour la relance de l'activité économique nationale.

Le cadre dans lequel évolue l'activité touristique au Cameroun ainsi tracé, ses influences sur ladite activité relevées, il importe maintenant de jeter un regard sur la situation même du tourisme.

2 Le tourisme au Cameroun : état de situation

L'histoire du tourisme camerounais remonte à l'année 1960, année de la création de la première administration du tourisme. Depuis lors, sa structuration et les idées qui sous-tendent sa pratique ont connu une évolution.

Partie du statut d'association d'intérêt public (Office national du tourisme), l'administration du tourisme a atteint la dernière phase de son évolution en 1989 en prenant tour à tour la forme de Commissariat général au tourisme de 1970 à 1975 (Établissement public doté de la personnalité juridique), de Délégation générale au tourisme de 1975 à 1986, de Secrétariat d'État au tourisme de 1986 à 1989, puis enfin depuis 1989 de Ministère du tourisme.

À l'origine, et du fait que le Cameroun est un pays à multiples facettes, le tourisme y était perçu comme une activité à caractère social. Il avait pour mission la sauvegarde et la protection du patrimoine national d'une part, l'intégration et le brassage des multiples ethnies du pays d'autre part (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991). Peu après, l'ambition économique a pris le pas sur les aspirations sociales et on assiste à l'avènement du tourisme international, générateur de devises étrangères. Après avoir connu un certain développement au cours des années '70, l'activité touristique de type international est très réduite actuellement (Ministère du tourisme du Cameroun/PNUD, Document de projet du plan directeur de développement du tourisme). Plusieurs facteurs sont responsables de cette situation.

Pour sortir le tourisme de cette impasse, les intervenants gouvernementaux se sont fixés des objectifs à atteindre dans les années à venir. Un examen de l'état de situation actuelle et une détermination des causes de cette situation permettent de comprendre les défis que le gouvernement s'est lancés quant à l'avenir de ce secteur d'activités.

Nous examinons ici la situation du produit touristique, de la demande touristique, l'interrelation entre le produit et la demande, les principaux intervenants touristiques camerounais, les politiques touristiques ainsi que les différents textes juridiques en matière de tourisme.

2.1 Le produit touristique camerounais

Les experts en marketing touristique et plusieurs auteurs définissent le produit touristique comme un ensemble d'éléments formant un tout indivisible. Le produit touristique ainsi approché, 3 composantes majeures lui sont généralement reconnues:

- les ressources: naturelles, culturelles, artistiques, historiques, technologiques, etc.
- les équipements: d'hébergement, de restauration, de loisirs; équipements culturels, sportifs, etc.
- les moyens d'accès.

Afin de pouvoir établir un bilan du produit touristique camerounais, nous analysons ses différentes composantes selon la structure ci-dessus ainsi que sa mise en marché.

2.1.1 Les composantes du produit touristique camerounais

• Les ressources: il s'agit des ressources exploitées à des fins touristiques. On y trouve:

- les sites touristiques. Un récent inventaire présente 381 sites touristiques sur l'ensemble du territoire national, constitués de chutes, de lacs, de grottes, de vestiges historiques, de monuments, de parcs nationaux et de réserves de faune. La plupart de ces sites sont enclavés et situés loin des agglomérations. Ils ne sont pas aménagés faute de moyens financiers (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991).

- les côtes. Le Cameroun s'ouvre sur l'Océan Atlantique sur 400 kilomètres de côtes, ce qui offre une variété de plages. Mais les plus belles plages sont celles de Londji à Kribi et de Limbé (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991)

- le relief. Les plaines, les vallées, les hauts plateaux, les montagnes. La montagne la plus exploitée est le Mont-Cameroun dont l'ascension biennale est un événement sportif majeur qui draine les touristes (Ministère du tourisme du Cameroun, 1994).

- l'hydrographie. Le réseau hydrographique est ponctué de nombreux rapides et de chutes dont les plus célèbres sont les chutes de la Lobé au sud de Kribi, les chutes d'Ekom Nkam dans le Mungo.

- le climat. D'une manière générale et officielle, la saison touristique commence au Cameroun en novembre et se termine en mai inclusivement, en raison du climat propice à l'activité touristique pendant cette période de l'année dans l'ensemble du pays.

- la flore. La végétation du Cameroun est fort variée. On y trouve des espèces végétales rares et protégées dans certains parcs nationaux tels que le parc national de Korup ou la réserve de Dja. Cette flore fait l'objet d'une attention particulière de la communauté scientifique internationale et la satisfaction des adeptes de l'écotourisme (Ministère du tourisme du Cameroun, 1994).

- la faune. Le Cameroun dispose d'un patrimoine faunique très divers. On y rencontre des espèces très rares et en voie de disparition qui font l'objet d'une protection intégrale sur le plan international. Cette faune est répartie dans divers parcs nationaux et réserves de faune. Les zones cynégétiques permettent aux touristes de pratiquer la chasse sportive. Mais des 27 zones cynégétiques, des parcs nationaux et des réserves de faune, 3 parcs nationaux (Waza, Bénoué et Boubandjida) seulement sont aménagés (Ministère du tourisme du Cameroun, 1994).

- la population. La mosaïque de près de 250 ethnies offre des manifestations culturelles et artistiques très diversifiées. Mais on note une absence ou une insuffisance de codification et de promotion de certains aspects de la culture tels que la cuisine camerounaise (Ministère du tourisme du Cameroun, exposé de la direction des équipements touristiques à la réunion des responsables, août 1993).

• Les équipements

- Les hôtels. Le parc hôtelier du Cameroun est constitué d'hôtels appartenant à l'Etat et aux promoteurs privés. Sa capacité est de 441 hôtels totalisant 8 565 chambres pour 11 143 lits. Seulement 114 hôtels sont classés selon un système d'étoiles allant de 1 à 5 étoiles, et recommandés aux touristes. Le taux de fréquentation de ces établissements hôteliers ne dépassent pas 35%; la plupart de ces hôtels sont vétustes et il n'existe pas de politique de maintenance de ceux-ci (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991, 1993, 1994 ; exposé de la direction des équipements à la réunion des responsables, août, 1993). À côté des hôtels réguliers, existent des hôtels clandestins. Ces derniers, fonctionnant dans l'illégalité, ne sont pas recensés.

Le tableau 1 présente la situation actuelle du parc hôtelier du Cameroun à compter des hôtels de 3 étoiles. La répartition de ces hôtels selon le mode de

Tableau 1 : Situation actuelle du parc hôtelier du Cameroun à compter des établissements de 3 étoiles

Localités	Hôtels 3 ***				Hôtels 4 ****				HÔtels 5 *****			
	État	Privés	Total	Nbre* Ch.	État	Privés	Total	Nbre* Ch.	État	Privés	Total	Nbre* Ch.
Yaoundé	2	3	5	353	-	-	-	-	2	-	2	475
Douala	-	8	8	909	1	2	3	552	-	-	-	-
Garoua	2	1	3	142								
Bamenda	1	-	1	100								
Maroua	1	2	3	111								
Buéa	1	-	1	49								
Bertoua	1	-	1	48								
Ngaoundé-ré	1	-	1	43								
Limbé	1	-	1	96								
Kribi	1	2	3	74								
Dschang	1	-	1	49								
Bafang	-	1	1	48								
Waza	1	-	1	47								
Mokolo	1	-	1	22								
	15	17	32	2091	1	2	3	552	2	-	2	475

Source: Ministère du tourisme du Cameroun - Nouvelle Politique touristique du Cameroun, août 1994

* Nbre Ch. = Nombre de chambres

propriété révèle une grande contribution de l'Etat dans la capacité actuelle. Leur répartition spatiale montre que Douala et Yaoundé, les 2 métropoles, concentrent près de 80% de la capacité actuelle.

- Les restaurants. 190 restaurants existants sont surtout concentrés dans les provinces du Littoral et du Centre et plus particulièrement dans les villes de Douala et Yaoundé.

- Les établissements de loisirs. On en dénombre au total 48 et 60% de ces établissements sont situés dans la province du Littoral.

- Les établissements culturels et sportifs sont également concentrés dans les 2 métropoles du Cameroun.

• Les moyens d'accès et de communication

- Le réseau routier couvre près de 33 740 kilomètres dont 3 193 kilomètres de routes bitumées et 16 419 kilomètres de routes principales en terre. Le mauvais état routier en général et surtout celui desservant les zones d'intérêt touristique est une entrave au développement du tourisme (Exposé de la direction des équipements touristiques à la réunion des responsables, 1993).

- Le réseau ferroviaire comprend 1,172 kilomètres de chemins de fer et permet de relier le sud et le nord du pays..

- La plate-forme aéroportuaire. Le Cameroun dispose de 3 aéroports internationaux de classe A (Douala, Yaoundé et Garoua), 2 aérodromes de classe B (Maroua, Ngaoundéré), 4 aérodromes de classe C (Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Koutaba).

- Les télécommunications. Un réseau téléphonique est connecté au réseau international. 42 localités sont connectées au réseau automatique de téléphone. On note également l'existence de la poste traditionnelle, des messageries accélérées, du télex et du fax. Ces réseaux de communications et de télécommunications sont insuffisants en qualité et en densité (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991, 1993).

Tel est l'état de situation des éléments qui composent le produit touristique camerounais. Il reste maintenant à examiner comment ce produit est mis en marché.

2.1.2 La mise en marché du produit touristique camerounais

Plusieurs auteurs reconnaissent en général 3 grandes étapes à la mise en marché d'un produit touristique ou le marketing touristique : le marché, le produit et la vente. Le produit touristique ayant déjà fait l'objet d'un développement (cf. 2.1.1) et la question du marché devant être abordée plus loin, nous ne considérons ici que l'aspect vente.

La mise en marché d'un produit touristique implique le processus de distribution, de promotion et de publicité; elle nécessite l'élaboration d'un plan de marketing qui implique l'organisation des éléments techniques (Demers, 1987). Le schéma élaboré par cet auteur (schéma 7) retrace les différentes phases du processus de plan de marketing touristique. Ces phases sont au nombre de 4 :

- La première phase consiste à mener des études préalables de marché qui ont pour but de connaître certains aspects reliés tant à la demande qu'au produit touristiques.

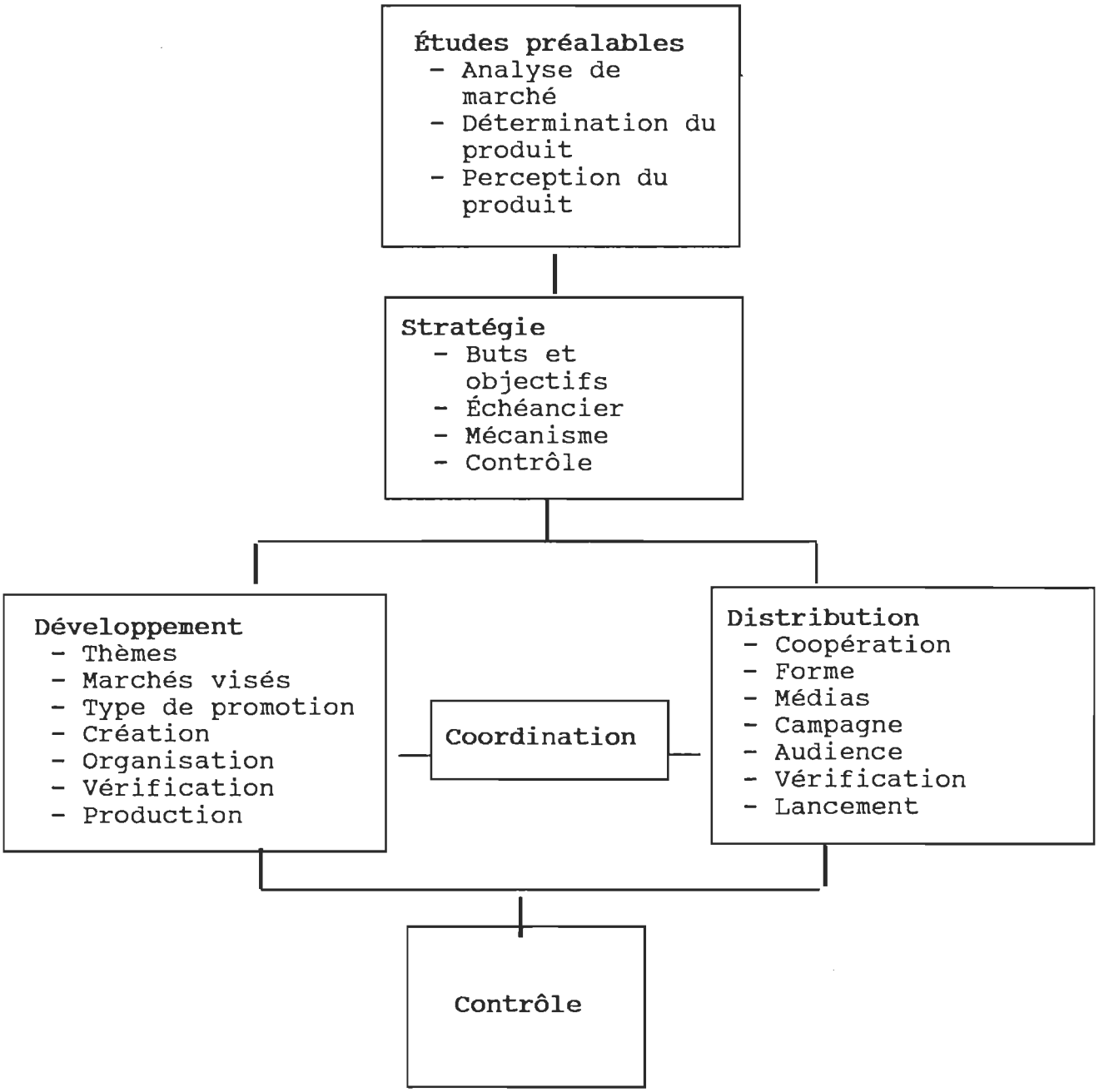
- La seconde phase concerne l'élaboration d'une stratégie. Cette stratégie donne une orientation au processus et fixe les principales balises.

- La troisième phase concerne l'intervention qui a pour objet la conception et la réalisation de la campagne publicitaire. L'intervention peut nécessiter l'action de plusieurs intervenants entre lesquels doit exister une coordination. Elle est scindée en 2 volets : le développement et la distribution.

Le développement consiste, à partir des éléments de la stratégie, à dégager la thématique de vente, à préciser les différents marchés visés, à déterminer dans le temps et dans l'espace le type de promotion à réaliser, à créer les instruments de publicité, à organiser la distribution entre les intermédiaires, à vérifier sous forme de « tests » la perception du produit par la clientèle, et enfin passer à la production.

Schéma 7

Schéma d'un plan de marketing touristique



Source: J. Demers , 1987, p. 259

La distribution est la mise en place des systèmes de diffusion qui devront assurer la vente du produit. Elle consiste à établir, pour une bonne coopération, la liste des distributeurs de l'information, à créer le message qui peut prendre différentes formes selon les médias utilisés et chargés de la transmission du message. Elle aboutit au lancement de la campagne publicitaire.

- La quatrième et dernière phase du processus est la phase de contrôle c'est-à-dire la vérification des résultats attendus.

Au Cameroun, la direction de la promotion au Ministère du tourisme est chargé de l'élaboration et de la diffusion du produit touristique national tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (Décret No 92/261 du 29 décembre 1992 portant sur la réorganisation du Ministère du tourisme). La Société camerounaise de tourisme (SOCATOUR) est chargée de la promotion et de la commercialisation du produit touristique national (Décret No 85/1283 du 23 septembre 1985 portant sur la création de la Société camerounaise de tourisme). Cependant, elle n'assure pas sa mission en raison de la précarité de ses ressources et de sa forme juridique peu efficiente (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991, 1993, 1994; Avant-projet de politique touristique gouvernementale).

Outre la SOCATOUR, une quarantaine d'agences de tourisme sont opérationnelles mais ne participent pas suffisamment à l'opération de vente. Leurs activités sont essentiellement limitées à la billetterie et à la location des automobiles (Ministère du tourisme, 1993).

La grande partie de la tâche incombe donc au Ministère du tourisme qui, jusqu'à présent a mené une opération de marketing caractérisée par un plan media et un plan de campagne (Ministère du tourisme, exposé du directeur de la promotion à la réunion des responsables, août 1993). Le plan media retrace les actions à entreprendre en ce qui concerne l'information, l'édition et la diffusion de la documentation et des émissions audiovisuelles à caractère touristique. Les contraintes budgétaires de ces dernières années ont réduit ces actions à une «peau de chagrin» (Exposé du directeur de la promotion à la réunion des responsables, août, 1993). Le plan de campagne retrace les actions à entreprendre dans le cadre de la promotion du tourisme; il est réalisé en partenariat avec les organismes publics et privés ainsi qu'avec le concours des

institutions internationales telles que la C.E.E. dont le marché constitue la principale cible du tourisme camerounais.

2.2 La demande touristique camerounaise

La demande touristique est généralement définie comme l'ensemble des individus qui consomment et sont susceptibles de consommer le produit touristique. Aussi parle-t-on de demande actuelle et de demande potentielle.

La demande touristique camerounaise est africaine, américaine, asiatique, européenne, etc. Le tableau 2 présente le nombre d'arrivées de touristes en provenance de l'étranger dans les hôtels et établissements assimilés de 1987 à 1991. On remarque que le nombre de touristes qui proviennent majoritairement de l'Europe, diminue considérablement d'année en année.

Se basant sur les affirmations de la clientèle et de certains « professionnels » de tourisme, les intervenants gouvernementaux imputent cette baisse d'arrivées touristiques aux «secousses socio-politiques» qu'a connues le pays pendant une certaine période, et au «déficit» d'informations sur l'Afrique en général, car alors même que la tranquillité était revenue au Cameroun, les touristes ont continué à annuler leurs réservations sur le Cameroun (Ministère du tourisme, 1994).

Ces intervenants croient également que la demande potentielle peut être estimée plus forte que la demande actuelle si l'on tient compte des affirmations des «éductours» selon lesquelles le Cameroun peut devenir un «haut lieu de tourisme» étant donné la richesse de ses ressources, sa notoriété sur le plan sportif; pour cela, il suffit de le faire connaître parce qu'il n'est pas encore très connu comme destination touristique (Ministère du tourisme, 1994).

2.3 L'interrelation entre le produit et la demande touristiques camerounais

La relation entre le produit et la demande touristiques s'établit lorsqu'une étude de marchés est menée. Les études de marché permettent de connaître les besoins et les motivations de la clientèle en relation avec le produit. Elles analysent le marché sous deux aspects : aspect qualitatif et aspect quantitatif (Vellas, 1985; Demers, 1987;

Tableau 2

Nombre d'arrivées de touristes en provenance de l'étranger dans les hôtels et établissements assimilés de 1987 à 1990

	1987	**1988**	**1989**	**1990**
Total 100%	117 536	100 121	86 968	99 986
Afrique 30.52%	25 309	20 868	22 519	22 049
Amérique 7.7%	9 032	7 875	8 171	8 727
Asie de l'Est 2.27%	2 262	2 090	1 833	2 049
Europe 57.82%	75 598	67 020	52 219	64 903
Middle East 1.10%	1 655	1 459	1 200	1 429
Régions non spécifiées 1.19%	680	809	1026	829

Source : Annuaire des Statistiques du tourisme, OMT, vol. 2, 45e édition

Vincent, 1987). L'aspect qualitatif s'intéresse aux caractéristiques socio-économiques, aux goûts, aux habitudes, etc. des touristes. L'aspect quantitatif s'attarde sur des données mesurables telles que le nombre de visiteurs, la durée de séjour, les dépenses, etc. L'appareil statistique destiné à mesurer ces données doit être fiable.

Au Cameroun, les intervenants gouvernementaux déplorent la faible performance de l'appareil statistique, faiblesse due aux problèmes de logistique d'une part, et à l'insuffisance d'un personnel technique d'autre part (Ministère du tourisme, Avant-projet de politique touristique gouvernementale).

Aucune étude de marchés n'y a encore été effectuée. Pour expliquer l'inadéquation entre le produit touristique et la demande, les intervenants gouvernementaux émettent certaines hypothèses basées sur l'absence d'infrastructures dans plusieurs sites touristiques et sur les plaintes de certains clients, plaintes relatives à l'absence de professionnalisme qui caractérise le secteur, à la vétusté des hôtels, aux tracasseries de tous genres infligées aux touristes, etc. :

> «- soit les touristes fuient les hôtels pour une qualité de service peu satisfaisante;
> - soit ils dorment dans les tentes ou sont hébergés de manière informelle auprès des sites qui manquent de structures d'accueil
> - soit les hôteliers ne communiquent pas toutes les statistiques;
> - soit enfin que les touristes écourtent leurs séjours pour cause de tracasserie et d'agression.» (Ministère du tourisme, août 1994, p. 85).

En fait, il ne s'agit que d'hypothèses fondées, certes, sur des faits réels, mais non vérifiées. Cette vérification ne peut s'opérer que par une étude de marché. La carence d'études de marché au Cameroun constitue l'un des facteurs défavorables à son tourisme alors qu'il possède des facteurs favorables qui peuvent lui permettre de répondre à une demande plus forte.

2.4 Les principaux intervenants touristiques camerounais

La figure 7 présente les principales structures d'intervention touristique au Cameroun, le secteur auquel elles appartiennent, leur date de création et leur mode d'intervention tels que relevés dans les différents documents à notre disposition.

Figure 7

Les principales structures d'intervention touristique au Cameroun

Structures	Secteur	Date de création	Mode d'intervention
Ministère du tourisme	Public	29/111989 réorganisé le 20/12 1992	-Élaboration de la politique touristique gouvernementale -Mise en œuvre de la politique touristique -Coordination de l'activité touristique
SOCATOUR	Para-public	29/09/1985	-Promotion et commercialisation du produit touristique national
Comité national de tourisme	Public	19/07/1990	-Étude, promotion et propositions au gouvernement toutes solutions susceptibles de faciliter le voyage et l'activité touristique au Cameroun
Les sociétés hôtelières étatiques	Para-public		-Implantation et suivi des infrastructures d'accueil appartenant à l'État
Les Syndicats d'initiative de tourisme	Privé		-Promotion au niveau local
Les opérateurs de tourisme	Privé		-Promotion et commercialisation du produit touristique

Les différentes structures para-publiques et privées sont appelées à apporter un appui à la structure administrative (le ministère du tourisme) à qui incombe la charge de la conception et de la mise en application de la politique touristique (Ministère du tourisme, août 1994). L'administration du tourisme est également chargée de la coordination de l'activité touristique nationale (Ministère du tourisme, 1991). Malheureusement, l'appui attendu des autres structures n'est pas efficace:

- La Socatour pour des raisons évoquées ci-haut (précarité des ressources, forme juridique peu efficiente) ne peut pas assumer sa mission.

- Les sociétés hôtelières sont administrées par des personnes qui n'appartiennent pas à l'administration du tourisme mais proviennent d'autres administrations et organismes. Il s'en suit une crise de tutelle au niveau des hôtels et une absence de collaboration entre le Ministère du tourisme et ces organismes administrateurs.

- Les syndicats d'initiative de tourisme existent seulement dans quelques localités et leur intervention n'est pas toujours manifeste.

- Le Comité national de tourisme n'a jamais réellement fonctionné. Le Comité national de facilitation ne parvient pas à faire appliquer ses résolutions en raison de la lourdeur de la procédure d'application et du manque d'adhésion de ceux qui sont appelés à les faire observer.

- Les opérateurs de tourisme (hôteliers, restaurateurs, promoteurs d'agences de tourisme, artisans et compagnies aériennes) sont pour la plupart regroupés soit en syndicats (syndicat national des hôteliers, restaurateurs et industries de loisirs; syndicat national des agences de tourisme), soit en associations (association des professionnels du tourisme). L'amateurisme caractérise les prestations de bon nombre d'hôteliers, restaurateurs et agents de tourisme suite à la libéralisation portant sur l'aspect opérationnel du secteur touristique introduite par les textes juridiques. (Avant-projet de politique touristique gouvernementale).

2.5 Les textes juridiques

Dans un souci de facilitation, d'incitation au professionnalisme, de libéralisation de l'activité touristique due au désengagement de l'État du secteur opérationnel des activités économiques, des textes ont été adoptés et constituent l'essentiel des textes juridiques applicables et en vigueur dans le domaine du tourisme:

- Le décret No 90/1467 du 8 novembre 1990 fixant les conditions et les modalités de construction et d'exploitation des établissements de tourisme.

À la différence des textes qui l'ont précédé, celui-ci allège la procédure et diminue les délais et les risques d'arbitraire relatifs à la construction et à l'exploitation des établissements de tourisme. Mais il présente quelques lacunes notamment l'absence d'un niveau de qualification minimum exigé pour les exploitants de ces établissements et dans la modulation des sanctions (Avant-projet de politique touristique gouvernementale; Ministère du tourisme, 1994).

- Le décret No 90/1468 du 8 novembre 1990 fixant les conditions et les modalités d'ouverture des agences de tourisme

À la différence de ceux qui l'ont précédé, ce texte facilite la création des agences de tourisme. Mais il présente également des lacunes notamment l'absence d'exigence de qualification minimale pour les exploitants des agences de tourisme (Avant-projet de politique touristique gouvernementale; Ministère du tourisme, 1994).

- Le décret No 90/007 portant sur le Code des investissements

Le présent code accorde des avantages aussi bien aux promoteurs des établissements de tourisme qu'aux promoteurs des agences de tourisme alors que l'ancien ne visait que les établissements d'hébergement et de restauration. Mais il est jugé peu incitatif par les opérateurs touristiques qui se plaignent des difficultés réelles de la mise en œuvre des avantages qui y sont contenus (Ministère du tourisme du Cameroun, 1994).

2.6 Les politiques touristiques

Il nous semble important de décrire ici l'évolution des stratégies de développement touristique au Cameroun afin de mieux comprendre la politique touristique actuelle.

Avant l'élaboration de la Nouvelle politique touristique, les politiques de développement touristique étaient contenues dans les différents plans quinquennaux de développement touristique et récemment dans le PAS.

Au cours du premier plan quinquennal (1961-1965), le tourisme était perçu comme une activité à caractère social et visait la revalorisation des ressources existantes. À partir du second plan (1966-1971), il a commencé à être considéré comme une activité commerciale et de protection de l'environnement. Un principe majeur était énoncé dans ce second plan, à savoir la nécessité de coordonner tous les projets afin de les intégrer dans l'ensemble de la politique de développement par souci de cohérence (Avant-projet de politique touristique gouvernementale). La matérialisation de ce principe fut l'élaboration, par une firme allemande, d'un plan directeur de développement touristique. Ce plan était inadapté aux réalités camerounaises et par conséquent ne fut pas adopté (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991).

L'objectif qui a prévalu pendant la période du second plan était la promotion d'un tourisme «sélectif» parce que jugé non polluant (Ministère du tourisme, 1991).

Au troisième plan (1971-1976) le tourisme est devenu une activité industrielle. Les objectifs du tourisme dit «sélectif» n'ayant pu être atteints, l'on s'est orienté vers la promotion du tourisme de masse. L'option de promouvoir le tourisme de masse est réaffirmée jusqu'au cinquième plan (1981-1986).

Le sixième plan quinquennal (1987-1991), quant à lui, visait le développement d'un tourisme de masse accessible à des couches de plus en plus larges de la population camerounaise. L'exécution de ce plan a été interrompue par la crise économique qui amena les pouvoirs publics à adopter, en 1988, un programme d'ajustement structurel (PAS).

Les objectifs assignés au tourisme par le PAS dans le cadre de la relance économique sont le rétablissement des grands équilibres macro-économiques par la génération des

devises étrangères, la création d'emplois, la sauvegarde de l'environnement, la promotion de l'intégration nationale (Ministère du tourisme, 1994; Document du projet).

Mais les moyens mis en œuvre ne permettent pas la réalisation de ces objectifs (Ministère du tourisme, 1994). Rappelons ici que dans le PAS, le tourisme figure parmi les secteurs prioritaires pour l'allocation des ressources budgétaires compte tenu des attentes qu'il suscite. Toutefois, on note une modicité de ressources budgétaires allouées à l'administration du tourisme. Le montant prévisionnel annuel d'investissement le plus élevé pendant la période du PAS est de 894 millions de francs CFA (exercice budgétaire 1990-1991) et ce montant diminue d'année en année. C'est ainsi qu'en 1991-1992 il est passé à 481 millions, et en 1992-1993 à 341 millions de francs CFA (Ministère du tourisme, 1994).

Au terme de notre analyse de la situation du tourisme camerounais, nous pouvons affirmer que le Cameroun dispose de beaucoup d'atouts touristiques. L'examen des caractéristiques du tourisme camerounais nous a fait apparaître un produit touristique qui, par rapport aux atouts dont dispose le pays, n'est pas suffisamment développé. De l'avis de plusieurs auteurs qui ont étudié le Cameroun, ce pays renvoie à une "Afrique en miniature" du fait de la diversité de ses ressources. Qu'il s'agisse du relief, des climats, de la faune, de la flore, de l'hydrographie, le Cameroun est à échelle réduite, la reproduction de toutes les particularités africaines; l'extrême complexité de la configuration ethnique elle-même est à l'image de l'Afrique. Imbert (1973) le considère comme le "centre de gravité du continent noir" et suggère son étude à qui veut s'initier aux problèmes africains.

Cette richesse en ressources naturelles et culturelles constitue un véritable atout pour le tourisme camerounais et est en réalité une opportunité pour son épanouissement.

Mais plusieurs facteurs affaiblissent la qualité de ce produit. On peut citer entre autres la sous-exploitation des ressources existantes, le mauvais état du réseau de communication, les carences, entraves et insuffisances des équipements, l'insuffisance des actions promotionnelles (Ministère du tourisme du Cameroun, Exposés à la réunion des responsables, août 1993).

D'autres facteurs défavorables existent et sont reliés à l'intervention et aux politiques touristiques. Il s'agit du manque d'appui à apporter à l'administration du tourisme par les

autres intervenants. La léthargie dans laquelle baigne certains d'entre eux limitent les opérations d'intervention.

La crise de tutelle au niveau des hôtels appartenant à l'État, l'absence de collaboration entre le Ministère du tourisme et les organismes qui les gèrent, mitigent le rôle de coordination de l'activité touristique assigné au Ministère du tourisme.

La libéralisation excessive des textes juridiques entraîne une prolifération des établissements et agences de tourisme clandestins, une absence de professionnalisme et de l'amateurisme dans l'exploitation des établissements et agences de tourisme.

On constate également l'absence d'une véritable politique touristique, le Cameroun ne disposant que d'un certain nombre de programmations dans les différents plans quinquennaux de développement économique et social, et dans le PAS.

Dans cet état, le tourisme camerounais n'est pas en mesure de jouer le rôle qui lui est reconnu par le PAS. Ceci a provoqué un éveil de la part des intervenants gouvernementaux qui ont amorcé une démarche tendant à redresser la déplorable situation (Cf. Figure 8). Dans la ligne des objectifs fixés, ils ont élaboré une Nouvelle politique touristique qui vise prioritairement l'aspect économique du tourisme et prend en compte de façon secondaire ses autres aspects.

Nous pensons que pour être viable, le développement touristique ne doit pas viser prioritairement la croissance économique. Il doit également prendre en compte de façon simultanée et globale tous les autres aspects du développement. Il doit se référer aux besoins et aux droits du pays et de la population qui le compose afin de parvenir à l'amélioration du bien-être de cette population et au maintien et à la pérennité d'un environnement de qualité, base de tout développement touristique durable. Et le plan de développement touristique qui organise les actions de développement doit refléter ces préoccupations. Elles doivent également être au cœur du processus menant à la réalisation du plan.

La Nouvelle politique touristique du Cameroun sous-tend également une planification à l'échelle nationale. Le territoire susceptible de développement touristique doit être homogène (Demers, 1987; McIntyre, Heterington, et Inskeep, 1993) et le territoire du Cameroun, nous l'avons vu, n'est pas homogène dans son ensemble. Mais la

Figure 8
Démarche gouvernementale

Objectifs généraux

1- Rétablissement des grands équilibres macro-économiques
2- Augmentation du réceptif sur le double plan quantitatif et qualitatif
3- Augmentation de la demande

Priorités de relance

a) Globales

1- Mise en œuvre des recommandations du Comité national de facilitations
2- Élaboration de la politique touristique gouvernementale devant servir de cadre à la réalisation du plan directeur de développement touristique
3- Transmission au PNUD du document de projet du plan en vue de la recherche de financement
4- Formation d'une main d'œuvre qualifiée
5- Élaboration d'un projet de loi régissant l'activité touristique au Cameroun
6- Concertation entre divers intervenants

b) Spécifiques au développement du produit

1- Création de nouveaux produits (diversification)
2- Viabilisation des zones d'intérêt touristique (plages)
3- Réduction du coût
4- Création d'une institution financière spécialisée octroyant des crédits à taux d'intérêt souples aux promoteurs du secteur touristique

c) Spécifiques au sous-secteur hôtelier

1- Lutte contre la prolifération anarchique des établissements clandestins
2- Amélioration de la qualité des prestations dans les établissements
3- Clarification des rôles dans la gestion des hôtels de l'État

d) Spécifiques au développement des actions promotionnelles

1- Détermination et définition des marchés touristiques
2- Détermination et définition du ou des produits touristiques
3- Mise en place d'un plan de marketing
4- Détermination, recherche et ventilation des ressources nécessaires à l'application du programme d'actions promotionnelles
5- Mise en place d'un système de surveillance et d'évaluation des résultats des actions promotionnelles
6- Restructuration de la SOCATOUR

Axes de développement

1- La faune et la végétation (création de ranchs)
2- L'eau (les marinas, la pêche sportive)
3- Les grandes agglomérations (terrains de golf, centres de loisirs et de récréation).

répartition naturelle de ses hommes et femmes, et de son paysage aboutit à une émergence de régions homogènes. C'est le cas du littoral touristique que nous présentons dans les lignes qui suivent.

3. Le littoral touristique camerounais

Le littoral est la région pour laquelle le processus de planification présenté au chapitre suivant est élaboré. Afin de connaître ses réalités, nous tenterons ici de décrire ses limites et de la situer sur les plans géographique, économique, social et touristique.

3.1 Ses limites

Il est important de mentionner ici que le Cameroun n'a pas encore été découpé en régions touristiques. Aussi, le littoral touristique n'est-il encore qu'une région virtuelle. Mais, "Le Cameroun touristique. Ses potentialités. Ses besoins.", document de travail au Ministère du tourisme du Cameroun, délimite le pays en 4 régions touristiques :

- Le Grand Nord ou la région des grands espaces comprend les trois provinces administratives de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord;

- L'Ouest touristique ou la région des hautes terres englobe les provinces administratives de l'Ouest et du Nord-Ouest, une partie de la province administrative du Littoral et une partie de la province administrative du Sud-Ouest;

- Le Littoral touristique camerounais ou la région des côtes couvre la zone allant de Limbé à Campo, en passant par Douala et Kribi. Il englobe l'Estuaire du Wouri et offre 400 kilomètres de côtes;

- La région des grandes forêts englobe les provinces administratives du Centre, du Sud et de l'Est.

De nombreux géographes ont établi des modèles régionaux de développement touristique. J. M. Miossec (1977), en particulier, a établi la typologie des espaces touristiques régionaux. Selon cet auteur, c'est lorsqu'il y a une présence touristique significative dans un espace d'accueil que l'on peut parler de région touristique. Nous

convenons avec Lozato-Giotart (1990) que le critère de fréquentation ne satisfait pas à la définition d'une région touristique puisque l'on ne peut pas savoir à partir de quel seuil de fréquentation un espace devient une région touristique.

Présentée comme un système, la région touristique a une structure et des fonctions. Sa structure est un ensemble d'éléments et des liaisons entre ces éléments dans un espace homogène nettement délimité (Comic, 1984; Sessa, 1989). Son fonctionnement consiste en la transformation des courants touristiques par l'organisation des services offerts aux touristes (Comic, 1984). On peut donc parler de région touristique à partir du moment où l'organisation des services est due à l'impact des courants touristiques. Ainsi, la région touristique peut se définir comme un «espace fonctionnel imprimant son image à un ensemble naturel et humain plus ou moins homogène et continu» (Lozato-Giotart, 1990)

On note une présence spatiale et fonctionnelle du tourisme sur le territoire du Cameroun qui, dans son ensemble, ne peut être considéré comme une région touristique parce que non homogène. La répartition des régions touristiques ci-avant citées où prédominent certaines potentialités touristiques, a été réalisée en fonction de la nature, de la géographie et de l'habitat humain (Ministère du tourisme, Le Cameroun touristique. Ses potentialités. Ses besoins.). N'étant pas géographe, nous ne pouvons porter une critique profonde à cette délimitation. Mais nous pensons tout de même qu'elle doit être revue et corrigée.

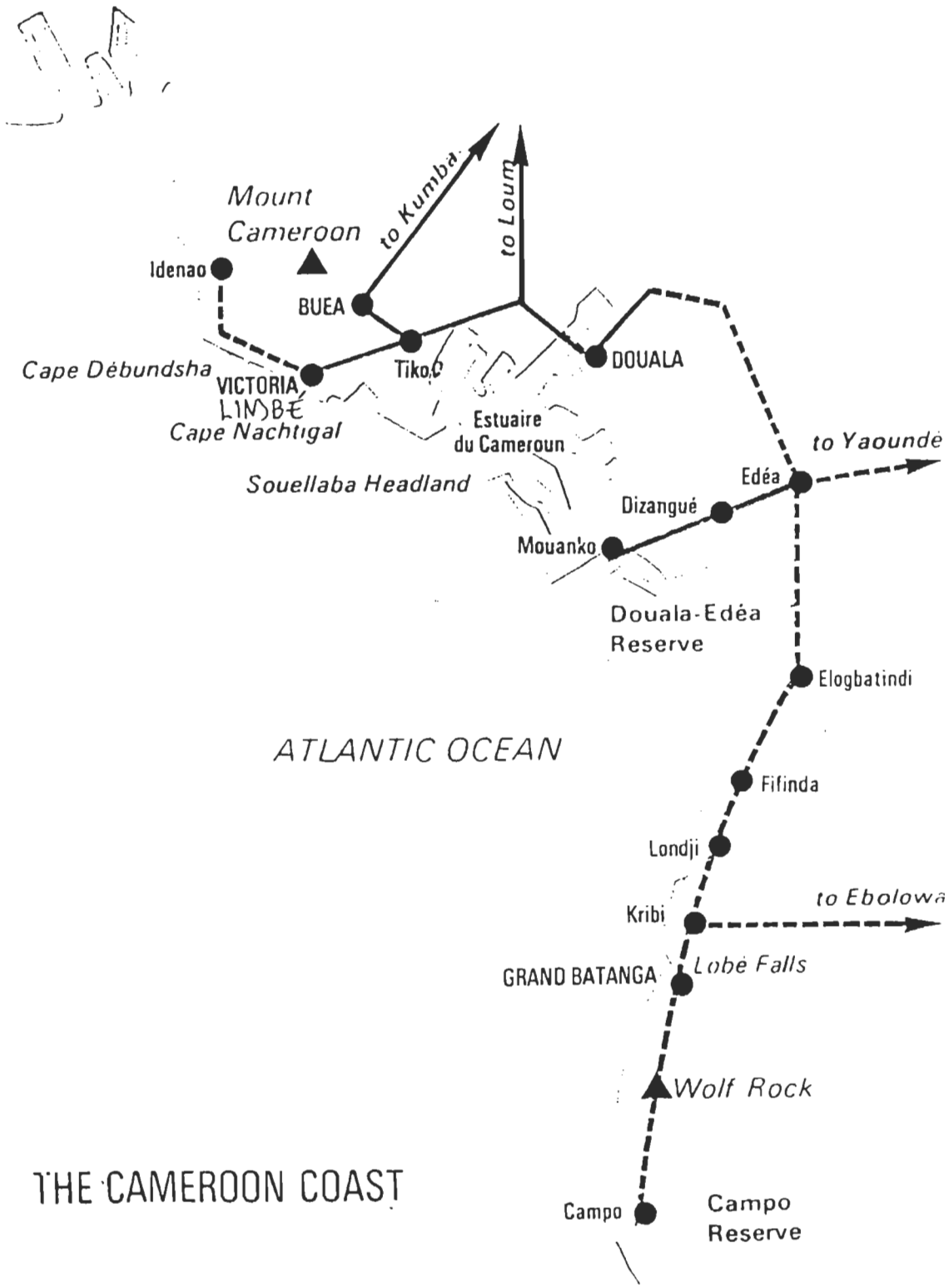
Le Cameroun a déjà été délimité, par des géographes (P. Billard, 1962), en 5 (cinq) régions physiques selon le principe de l'homogénéité des caractéristiques naturelles, physiques et humaines. À notre avis, les régions touristiques au Cameroun doivent correspondre à ces 5 régions physiques (cf. chapitre III, 1-1. Le cadre géographique).

Sous réserves d'une étude ultérieure qui pourrait être réalisée par des spécialistes (géographes notamment), nous retenons pour cette recherche que le littoral touristique correspond à la zone côtière.

Nous l'appelons «Littoral touristique» pour le distinguer de la province administrative du Littoral. Il englobe une partie de la région administrative du littoral, une partie de la région administrative du sud, une partie de la région administrative du sud-ouest (Cf. Carte 3: la Côte camerounaise). La région ainsi délimitée, il importe de la situer.

Carte 3

La côte camerounaise



Source :Debel A, 1977

3.2 Sa situation géographique

Les caractéristiques géographiques du littoral touristique ont été décrites dans la section concernant la zone côtière. Mais nous ajouterons ici que le littoral touristique possède des villes telles que Buéa, Tiko, Limbé (ancienne Victoria), Douala, Edéa, Kribi, Londji, Campo, etc. Sa principale agglomération est Douala. Il est traversé par les cours d'eau suivants dont les embouchures communiquent les unes avec les autres: le Wouri, la Sanaga, le Nyong, le Mungo. Le climat y est très humide. Au Nord de Kribi, les précipitations annuelles sont supérieures à 3, 000 millimètres tandis qu'au Sud elles varient entre 1, 500 et 2, 000 millimètres; à Douala elles atteignent facilement 4, 000 millimètres. La température moyenne annuelle est de 26,4° C (février 27,4° C, août 24,7° C).

Le littoral touristique s'ouvre sur l'Océan Atlantique et cette position géographique a une influence sur la vie économique de la région.

3.2 Sa situation économique

Grâce à son ouverture sur l'Océan Atlantique, on trouve plusieurs ports dans cette région: celui de Douala dont l'infrastructure permet l'écoulement du trafic tant national que sous-régional, ceux de Limbé, Kribi et Campo. Mais en dehors de celui de Douala, les autres ports ne possèdent pas d'infrastructure.

Le littoral touristique qui a longtemps été la porte d'entrée du Cameroun, possède des voies de communication telles que les axes routiers Douala-Limbé en passant par Tiko, Tiko-Buéa, Douala-Edéa, Edéa-Kribi, Kribi-Campo, la voie ferrée Douala-Edéa et l'aéroport international de Douala.

Douala, la ville-port et la métropole économique du Cameroun concentre la majorité des activités industrielles, commerciales ou « tertiaires » au sens large, de la région. Les industries, les banques, les sièges des entreprises commerciales s'y sont développées sous l'influence du port.

Les conséquences de la crise économique que vit le Cameroun sont donc fortement ressenties à Douala en termes de perte de revenus, perte d'emplois, manque d'investissements, fermeture des industries, de banques commerciales, etc. Elles ont provoqué des mouvements dans la vie touristique et sociale de la région (Ministère du tourisme du Cameroun, 1993 b).

3.4 Sa situation sociale

L'une des conséquences sociales de la crise économique a été l'instauration d'un climat socio-politique instable. La ville de Douala a été le siège de plusieurs manifestations. Sa population très variée, compte tenu de la diversité ethnique qui la caractérise, a participé massivement aux mouvements de grève générale et de désobéissance civile qui s'y sont déroulés dans les années '90 et '91.

En fait, les ethnies les plus anciennes de la côte camerounaise appartiennent au groupe Bantou. À l'origine, la vie de ces populations était dépendante des cours d'eau qui traversent la région. C'était en majorité un peuple de pêcheurs. Chaque village était habité par une lignée qui possédait un ancêtre commun et une histoire commune transmise oralement de génération en génération. Les pratiques et traditions culturelles ne différaient pas tellement d'un village à un autre (Weekes-Vagliani, 1976).

Douala, par exemple, devenue une grande ville, était habitée par les populations doualas et les groupes ethniques apparentés. Aujourd'hui, à cause des mariages interethniques et des migrations, les modifications profondes affectent les structures démographiques. La civilisation autochtone résiste encore par le biais de son appropriation du sol urbain. Les autochtones restent attachés à leur système culturel qui a ses règles et ses valeurs. Ils refusent légitimement de quitter la terre des ancêtres, objet et lieu de culte tout autant qu'espace d'habitat. On y distingue 3 grands espaces urbains divisés en quartiers et les populations de même appartenance ethnique sont regroupées par quartiers. Désormais, Douala réagit et évolue en fonction des civilisations de ses composantes ethniques très contrastées. Les mouvements de grève et de désobéissance civile provoqués par la crise au sein de cette population variée, ont eu un impact sur la situation du tourisme régional.

3.5 Sa situation touristique

Si la crise économique a limité de nouveaux investissements et a accéléré la dégradation et la fermeture de certains établissements de tourisme dont la majorité sont situés à Douala, la situation socio-politique trouble qu'elle a entraînée, a, quant à elle, favorisé le développement de l'activité touristique clandestine et une certaine insécurité.

En effet, en dehors de Douala, les établissements de tourisme font cruellement défaut dans les autres localités. En 1991, 34% des facilités hôtelières nationales étaient localisées à Douala (Ministère du tourisme du Cameroun, 1991); sur 2 300 hôtels classés identifiés dans le littoral touristique, 1965 se trouvent à Douala (Le Cameroun touristique. Ses potentialités. Ses besoins.) Pendant la saison touristique 1992-1993, pour un total de 31 établissements d'hébergement classés (1917 chambres pour 2718 lits) dans la province administrative du Littoral, Douala renfermait 28 établissements d'une capacité de 1817 chambres dont 2636 lits; 4 de ces établissements ont fermé ou sont restés fermés pendant cette saison, certains pour des impayés d'impôts et de factures d'électricité, d'autres pour travaux (Ministère du tourisme, 1993b).

La situation socio-politique trouble des années '90, '91 et '92 suscitée par la crise économique, défiant l'autorité des pouvoirs publics, a favorisé l'installation des établissements clandestins. 46 établissements de tourisme évoluant en marge de la réglementation ont été identifiés en mars 1993 dans la province administrative du Littoral (Ministère du tourisme, 1993b).

L'insécurité née de la période d'agitation socio-politique a contribué à la baisse des flux touristiques dans la région. Dans la province administrative du Sud, le nombre d'arrivées touristiques pendant l'exercice 1992-1993, est passé de 1207 en juillet 1992 à 467 en juin 1993 (Ministère du tourisme, 1993b).

Les touristes qui visitent la région sont attirés entre autres par les plages (Kribi, Limbé, Campo), les montagnes (Mont-Cameroun à Buéa), les réserves de faune Douala-Edéa et Campo, le Jungle Village de Lirnbé, les villages Pygmées entre Kribi et Campo, les manifestations culturelles et artistiques telles que la fête du «Ngondo» des Doualas, les monuments historiques à l'instar du palais du Gouverneur Von Putkamer à Buéa (ancien chef-lieu politique lors de la colonisation allemande), le palais du Roi Douala Manga Bell à Douala, etc.

En résumant la situation du littoral touristique, on peut dire que l'économie de la région se déroule sous l'emprise de sa situation géographique. Comme dans l'ensemble du pays, cette économie est entrée en crise, ce qui a provoqué de grands remous sociaux notamment dans la métropole économique, la principale agglomération de la région touristique, le centre de services touristiques. Cette situation trouble a donc eu pour effet le ralentissement et la détérioration de l'activité touristique de la région.

Nous venons ainsi de tracer les limites et de situer le littoral touristique. La question que l'on est en droit de se poser à présent est de savoir si il occupe une place dans les objectifs de développement touristique du Cameroun.

4. Conclusion: Le littoral et les objectifs du tourisme camerounais

La Figure 8 (page 107) résume la démarche entreprise par les intervenants gouvernementaux pour relancer l'activité touristique camerounaise. Les actions concrètes prescrites et spécifiques au développement du produit visent entre autres, la viabilisation des zones d'intérêt touristique telles que les plages de Limbé et de Kribi, et la diversification du produit touristique national par la création de nouveaux produits tels que les ranchs, les terrains de golf, la pêche sportive, les marinas, les centres de loisirs et de récréations autour des grandes agglomérations.

Compte tenu de ses atouts naturels, le Littoral touristique est presque la seule région du Cameroun à pouvoir offrir des produits comme la pêche sportive, les marinas. Les plages de Limbé et de Kribi figurent parmi ses principales attractions touristiques. Douala, sa principale agglomération, est l'une des 2 agglomérations que compte le pays pour la création des centres de loisirs et de récréation. Ses 2 réserves de faune (Douala-Edéa et Campo) offrent des possibilités de créations de ranchs. Ses villes (Douala, Kribi, Limbé, Buéa), connues sur le marché international du tourisme (Le Cameroun touristique. Ses besoins. Ses potentialités), sont propices à la création des terrains de golf.

Au vu de ce qui précède, force est de constater que le Littoral touristique est bien présent dans les objectifs de développement touristique du Cameroun. Il reste à organiser ce développement, à le planifier, de manière à ce qu'il puisse conduire à une

maximisation des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux de l'activité touristique de cette région. Seule pourrait y arriver, à notre avis, une méthode globale de planification.

CHAPITRE IV
MÉTHODE DE PLANIFICATION DU LITTORAL TOURISTIQUE DU CAMEROUN SELON UNE APPROCHE GLOBALE

Dans le chapitre II, nous avons fait le choix de la méthode de base, celle qui intègre le mieux les nouvelles conceptions de développement. Il s'agit, rappelons-le, du processus de base de planification de Inskeep (1991). Nous avons également identifié ses limites quant à son application au littoral touristique du Cameroun.

Connaissant donc la méthode de base, sa correspondance aux nouvelles conceptions de développement, ses limites, nous allons la compléter et l'adapter aux conditions du littoral touristique pour qu'elle devienne spécifique : processus de planification du littoral touristique.

Dans le présent chapitre, nous présentons d'abord la méthode spécifique qui est une adaptation et un complément du processus de Inskeep. Ensuite, nous décrivons ses variables et enfin les éléments de chacune des variables.

1. Présentation de la méthode

L'outil développé ici, tout comme le modèle sur lequel il se fonde, s'appuie sur un certain nombre de concepts, et comporte des phases.

1.1 Les concepts de base

L'approche de planification touristique préconisée dans cette recherche utilise les concepts de la planification générale, adaptés aux caractéristiques particulières du tourisme, qui ont fait preuve d'efficacité face aux changements constants et rapides du monde moderne.

La méthode spécifique utilise donc les mêmes concepts que la méthode de base en mettant un accent particulier sur les concepts de développement local et de développement durable. Ses éléments sont au nombre de 6 à savoir : approche

continue, ascendante et flexible; approche intégrée; approche développement durable; approche communauté; approche développement local; application du processus de planification systématique.

L'approche implantation ne fait pas partie des éléments de base du modèle spécifique parce que le terme implantation signifie pour nous la mise en application du plan qui n'intervient qu'après que le plan soit adopté. Elle est remplacée par l'approche du développement local.

L'approche du développement local dans la planification touristique implique que le projet repose sur l'action, mais l'action est portée par l'émergence d'une idée et fait appel à une volonté de concertation et à la mise en place de mécanismes de partenariat et de réseaux. La formulation d'un plan réaliste nécessite les techniques d'élaboration et inclut l'adoption de la stratégie de développement local.

1.2 Les phases du processus

Compte tenu de la situation socio-économique du littoral touristique, des problèmes de développement touristique que rencontrent les PVD en général, la méthode spécifique est à la fois un processus de revitalisation du secteur touristique par le développement local et un processus de développement durable. Ses étapes au nombre de huit (8) et contenues dans trois (3) phases, sont une combinaison des différentes étapes de la méthode de base et de celles du processus de revitalisation par le développement local (cf. Schéma 4, page 50).

La première phase correspond à la phase préliminaire et comporte les trois (3) étapes de la phase I du processus de revitalisation par le développement local : la prise de conscience suscitée par un événement déclencheur, la mobilisation des forces vives, la manifestation d'une volonté d'intervenir. Cette phase marque le début de la concertation et du partenariat que l'on retrouve tout au long du processus. En décidant de participer aux actions de développement, les différents acteurs se concertent pour agir en partenaires sur le projet. Elle est préliminaire parce qu'elle précède la préparation du projet de développement touristique.

La seconde phase dite préparatoire, structure la démarche à suivre et recueille les données de base. Elle comprend les trois (3) premières étapes de la méthode de base à savoir : la préparation de l'étude, la détermination des objectifs, les enquêtes.

La troisième phase est celle de l'élaboration et correspond à l'analyse des données recueillies et à la synthèse des données spécifiques. Différents plans sont élaborés et les avis des différents intervenants sont requis avant l'adoption du plan final. Cette phase est composée de deux (2) étapes qui sont la quatrième, la cinquième et la sixième étape de la méthode de base: analyses et synthèses, formulation du plan et de la politique, recommandations. C'est dans cette phase que le processus de planification touristique s'intègre au processus de planification globale puisque les analyses et les conclusions se font sur l'ensemble du plan de développement de la région. Étant donné que les recommandations ont une relation directe avec le plan et la politique, nous réunissons les étapes 5 et 6 de la méthode de base en une seule étape dans la méthode spécifique.

La Figure 9 montre les différentes phases et étapes de la méthode spécifique. C'est un processus dynamique lié aux interactions entre ses différentes composantes, chaque étape est un préalable à l'étape suivante. L'évolution et le résultat de chaque opération influent sur celle qui suit.

2. Les variables de la méthode

Cinq (5) variables influencent le déroulement du processus de planification du littoral touristique camerounais. Nous conservons 4 variables de la méthode de base: la décision politique, les supports techniques, les intervenants, les discussions et analyses. À celles-ci nous ajoutons la variable concertation et partenariat puisque la méthode spécifique est un processus de revitalisation par le développement local et par le développement durable.

Figure 9

Les phases de la méthode spécifique

	PHASE PRÉLIMINAIRE
ÉTAPE 1	Prise de conscience suscitée par un événement déclencheur
ÉTAPE 2	Mobilisation des forces vives : information, sensibilisation, consultation
ÉTAPE 3	Manifestation d'une volonté d'intervenir
	PHASE PRÉPARATOIRE
ÉTAPE 4	Préparation de l'étude du projet
ÉTAPE 5	Détermination des objectifs
ÉTAPE 6	Enquêtes
	PHASE D'ÉLABORATION
ÉTAPE 7	Analyses et synthèses
ÉTAPE 8	Formulation de la politique, du plan et des recommandations

2.1 La décision politique

La décision politique est le point de départ de la méthode de base. Dans la méthode spécifique, elle enclenche le processus de planification, gère son déroulement et y met fin. Il s'agit d'une décision autoritaire différente de la décision prise en concertation par les différents partenaires.

La prise de conscience du problème dans le littoral touristique est issue d'une décision politique. C'est une décision politique qui devra également conduire à la mobilisation des forces vives locales. La volonté des partenaires d'intervenir dans le projet de développement sera entérinée par la décision politique de développer le tourisme dans la région. Une décision politique arrête les objectifs de développement et confirme l'adoption du plan.

2.2 Les supports techniques

Plusieurs experts participent à la préparation du plan de développement touristique. Il s'agit d'une part des spécialistes qui formulent les termes de référence du projet et d'autre part des membres de l'équipe du projet et de la coordination dont la composition exacte dépend des exigences du projet. La méthode de base cite quatre (4) membres qui sont le noyau de l'équipe : l'expert en planification de développement touristique, l'expert en marketing touristique, l'expert en économie touristique, l'expert en planification des transports et infrastructures touristiques. À ceux-ci s'additionnent 7 autres qui sont souvent requis : l'expert en planification environnementale ou l'écologiste du développement touristique, le sociologue ou l'anthropologue du développement touristique, l'expert en planification du transport aérien, l'expert en planification et en formation de la main-d'œuvre touristique, l'expert en organisation du tourisme, l'expert en législation et réglementation touristique, l'expert en équipement touristique et hôtelière.

Pour notre méthode spécifique et compte tenu de la problématique du littoral touristique, nous conservons la majorité de spécialistes de la méthode de base auxquels nous ajoutons l'expert en géographie du tourisme.

2.3 Les intervenants

Ce sont les organismes ou individus impliqués dans le processus de planification. Le modèle de base précise 3 types d'intervenants: le gouvernement et ses organismes, la population et le secteur privé. Il spécifie également que le projet peut être géré par un comité directeur qui rencontre périodiquement l'équipe du projet pour faire le point sur l'avancement des travaux et réviser son travail. Ce comité directeur comprend les représentants des agences gouvernementales ayant un lien avec le tourisme et les organisations du secteur privé intervenant dans l'industrie touristique.

Notre modèle spécifique comprend les intervenants identifiés dans la problématique du tourisme au Cameroun auxquels nous additionnons les provinces administratives et les collectivités locales. Nous pouvons donc établir la typologie d'intervenants dans le processus d'élaboration du plan de développement touristique du littoral touristique camerounais de la manière suivante : les intervenants gouvernementaux, les intervenants régionaux, les intervenants du secteur parapublic, les intervenants du secteur privé, les collectivités locales.

Les intervenants gouvernementaux sont le gouvernement du Cameroun représenté par plusieurs départements ministériels qui ont un lien avec le tourisme (tourisme, environnement, culture, plan et aménagement du territoire, urbanisme, travaux publics et transports, développement industriel et commercial, finances, etc.) et ses représentants provinciaux, le Comité national de tourisme, le Comité national de facilitation.

Les gouverneurs des trois provinces administratives composant le littoral touristique ou leurs représentants, les syndicats d'initiative de tourisme de la région, les associations touristiques de la région sont les principaux intervenants régionaux, tandis que la SOCATOUR ou ses représentants régionaux, les Sociétés hôtelières étatiques de la région forment la catégorie d'intervenants du secteur parapublic.

Nous regroupons dans la catégorie des intervenants du secteur privé tous les opérateurs de tourisme de la région à savoir les restaurateurs, les hôteliers, les promoteurs d'agences de tourisme, les compagnies de transport, etc.

Le groupe d'intervenants des collectivités locales comprend les municipalités et la population de la région touristique.

Le comité directeur du modèle spécifique est composé des représentants de toutes ces structures d'intervention : gouvernement, régions administratives, organismes du secteur parapublic et privé, collectivités locales du littoral touristique.

2.4 Les discussions et analyses

Cette variable dans le modèle de base est considérée comme une technique utile à l'élaboration du processus. Les discussions et analyses permettent à tous les intervenants de prendre connaissance de l'évolution du projet, notamment le travail des experts, et de participer à son élaboration. Elle fait partie de la méthode spécifique et sera développée plus loin.

2.5. La concertation et le partenariat

La variable concertation et partenariat suppose que les partenaires du développement touristique local et durable (intervenants de l'industrie touristique, les défenseurs de l'environnement, les communautés locales) décident de travailler ensemble. Les différents partenaires du développement touristique de la région établiront sur quel terrain se situent les actions propres et les actions communes, celles qui relèvent de la concertation et celles du travail des experts.

3. Les éléments des variables de la méthode

3.1 Les éléments de la décision politique

PHASE PRÉLIMINAIRE

Étape 1

- Prise de conscience du problème. Dans le modèle spécifique, la prise de conscience est issue d'une décision politique. Le constat est fait que le développement du tourisme ne répond pas aux objectifs de planification qui ont été définis; il ne

contribue pas au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie de la population locale.

- Initiative de développer le tourisme en partenariat. Après avoir pris conscience du problème, le gouvernement prend l'initiative de promouvoir le partenariat dans le développement touristique du littoral camerounais.

Étape 2

- Organisation du point de départ du projet. L'initiative de développer le tourisme en partenariat conduit à l'organisation du point de départ qui consiste à mettre en œuvre certaines actions en vue d'obtenir l'accord des acteurs locaux pour créer une structure partenariale. Les actions entreprises sont la sensibilisation et l'information.

- Sensibilisation des différents acteurs locaux qui ne s'engageront pas nécessairement d'eux-mêmes. Il faut provoquer un événement qui leur permette de reconquérir une identité collective et de prendre conscience des enjeux du développement.

- Information des acteurs locaux sur la situation conflictuelle. Des lieux de rencontre et des réseaux d'échanges doivent être créés pour favoriser la transmission de l'information.

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

Les éléments de cette variable dans le modèle de base deviennent les 3 éléments de la variable décision politique à cette étape du modèle spécifique.

- Résolution pour l'élaboration du plan de développement touristique. Cette résolution prise par le gouvernement ou ses représentants, marque le point de départ officiel de l'élaboration du plan.

- Mise en place d'un comité directeur. Le Comité national de tourisme et le Comité national de facilitation ne regroupant pas toutes les catégories qui doivent être

représentées dans le comité directeur (les membres de ce comité ont déjà été identifiés plus haut. Cf. 2.3 : Les intervenants), il est essentiel que ce comité soit mis sur pied par une décision politique. Le comité directeur constitue le groupe responsable de l'élaboration du plan de développement touristique du littoral. C'est lui qui est chargé de la sélection des membres de l'équipe du projet et de la coordination.

- Approbation du programme de travail du projet avant sa mise en application et approbation des sources de financement du projet.

Étape 5

À ce stade du processus, le modèle de base identifie un élément de décision politique : la détermination des objectifs préliminaires du développement touristique. Le modèle spécifique scinde cette détermination en 3 opérations :

- Détermination des orientations de développement touristique. Le gouvernement énonce le choix de la stratégie de développement qui guide l'élaboration du plan. Cette stratégie consiste à coordonner les actions qui contribuent à l'atteinte des objectifs de développement touristique.

- Détermination des objectifs touristiques préliminaires et leur intégration dans les objectifs généraux de développement global. Les objectifs déterminés par le gouvernement, en étroite collaboration avec le comité directeur, sont des propositions préliminaires qui seront complétées, après les enquêtes et les analyses, au moment de la formulation du plan.

- Adoption de la proposition préliminaire d'objectifs de développement touristique du littoral. Une décision politique arrête les objectifs de développement touristique du littoral qui orienteront les activités d'enquêtes, leurs analyses et la formulation du plan, de la politique et des recommandations.

Les étapes 6 et 7 sont purement techniques et ne requièrent pas de décision politique.

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 8

À partir du modèle de base, nous identifions 2 éléments de décision politique du modèle spécifique dans la formulation du plan de la politique et des recommandations.

- Adoption du choix d'une option de plan, politique et recommandations. Le gouvernement décide que l'option choisie, parce qu'elle rencontre les objectifs de développement touristique, est la meilleure et peut être rédigée dans sa forme finale.

- Adoption de la version finale du plan de la politique et des recommandations. Cette décision politique entérine la décision des différents intervenants. Elle représente l'étape finale de la méthode spécifique. Puisque l'implantation du plan n'en fait pas partie, les éléments de l'implantation du plan identifiés dans la méthode de base, ne sont pas inclus dans la méthode spécifique.

La Figure 10 résume les éléments de décision politique dans les différentes phases du processus.

Figure 10

Les éléments de décision politique

PHASE PRÉLIMINAIRE

Étape 1

- Prise de conscience du problème
- Initiative de développer le tourisme en partenariat

Étape 2

- Organisation du point de départ du projet de planification
- Sensibilisation des acteurs locaux
- Information des acteurs locaux

PHASE PRÉPARATOIRE

- Début de l'élaboration du plan de développement touristique
- Nomination des membres du comité directeur
- Approbation du programme de travail et des sources de financement du projet.
- Détermination des orientations de développement touristique
- Détermination des objectifs préliminaires de développement touristique et leur intégration dans les objectifs globaux de développement social et économique de la région.
- Adoption de la proposition préliminaire des objectifs qui seront modifiés au cours du processus.

PHASE D'ÉLABORATION

- Adoption du choix de l'option de plan, de politique et des recommandations.
- Adoption de la version définitive du plan.

3.2 Les éléments de supports techniques

PHASE PRÉLIMINAIRE

Il n'y a pas d'éléments de supports techniques dans cette phase.

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Étude de préfaisabilité du projet dans la région. Avant d'organiser le projet en tant que tel, il est nécessaire de procéder à une évaluation du potentiel touristique et des bénéfices et coûts touristiques. Étant donné que cette opération est très technique, la méthode spécifique requiert l'intervention d'un expert consultant qui travaillera en étroite collaboration avec le représentant du gouvernement chargé du tourisme, le ministère du tourisme ou ses délégations provinciales du littoral, du sud et du sud-ouest.

- Rédaction des termes de référence du projet. Les termes du projet indiquent généralement les spécialités requises pour mener l'étude, le temps pour accomplir les diverses opérations du projet et l'évaluation du coût total de la préparation de l'étude. Un modèle de termes de référence d'un projet de planification touristique national de grande portée et qui inclut plusieurs niveaux et types de plans touristiques dans un seul projet, est reproduit dans l'annexe 2.

Les termes de référence du modèle spécifique doivent être flexibles (conformément aux principes qui guident l'élaboration du processus) c'est-à-dire susceptibles d'être adaptées aux changements ; le programme d'actions est synchronisé avec le plan de développement économique et social du pays qui généralement est un plan quinquennal.

La rédaction des termes de référence du projet est une tâche technique et comme dans l'opération précédente, la présence d'un consultant expert assisté du représentant du gouvernement est nécessaire.

- Rédaction du rapport initial. Dès son entrée dans le projet, l'équipe du projet, en l'occurrence son responsable, prépare le rapport initial qui inclut le programme de travail

et le plan détaillé, les sources de financement ainsi que toutes autres informations jugées pertinentes.

Étape 5

- Rédaction des propositions préliminaires d'objectifs de développement touristique. Même si le modèle de base ne le dit pas expressément, nous pensons que cette tâche revient à l'équipe du projet et de la coordination après la détermination de ceux-ci par le gouvernement et les partenaires du développement touristique. Elle fait donc partie des éléments des supports techniques du modèle spécifique à cette étape du processus.

Étape 6

On dénombre dans le modèle de base 4 éléments à cette étape qui deviennent des éléments du modèle spécifique.

- Cueillette de données générales sur la région. Ce sont des données sur les caractéristiques générales du littoral: localisation, environnement naturel, influences historiques, facteurs socioculturels et économiques, utilisation du sol et mode d'établissement et de possession des terres, qualité de l'environnement.

- Inventaire des ressources et attractions touristiques : naturelles, culturelles, créées «artificiellement» et bâties.

- Enquêtes sur les marchés touristiques du littoral camerounais : caractéristiques, origines, modes de dépenses, attitudes et niveaux de satisfaction;

- Enquêtes sur les éléments institutionnels du littoral : plans et politiques de développement existants, gouvernement et organisations touristiques existantes, politiques d'investissement et disponibilités des capitaux, législation et réglementation en matière de tourisme, programmes et institutions d'éducation et de formation en tourisme.

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 7

- Analyse des marchés touristiques. Cette analyse définit le type et l'étendue des marchés touristiques actuels et potentiels de la région. Elle fournit également une base pour la projection des arrivées touristiques par nombre, caractéristiques, motifs de voyage et durée de séjour. La technique généralement utilisée est la segmentation des marchés.

- Détermination des besoins en équipements et infrastructures. Les besoins en équipements et infrastructures sont calculés à partir de l'analyse des marchés et de la détermination du nombre projeté et ciblé d'arrivées touristiques et de la moyenne estimée de leur durée de séjour. Deux formules pour la projection des besoins en lits et en chambres sont annexées au présent travail (Annexe 3).

- Analyse intégrée et synthèse. À ce stade du processus, les facteurs physiques, sociaux et économiques sont analysés et les plans et politiques de développement existants en relation avec le tourisme sont évalués . Cette analyse est intégrée et synthétisée de sorte que l'analyse de chaque facteur est reliée à l'analyse de tous les autres facteurs afin que les interrelations soient comprises.

- Identification des contraintes et opportunités majeures de développement touristique. Cette identification permet au planificateur de « focaliser » son attention sur les éléments où l'accent doit être mis dans la formulation du plan et de la politique. Elle permet également de parvenir à un développement équilibré, celui dont les objectifs économiques, sociaux et environnementaux sont atteints.

- Établissement de la capacité de charge. Cette opération permet de déterminer le nombre maximum de personnes qui peuvent utiliser un site sans altération irréversible de l'environnement physique et sans déclin marqué de la qualité de l'expérience des visiteurs, sans impact défavorable inacceptable sur la société, l'économie et la culture du littoral touristique.

- Planification de la main-d'œuvre touristique. Cette tâche qui se fait en quatre étapes est exécutée par l'expert en planification et formation de la main-d'œuvre:

évaluation de l'utilisation actuelle de la main-d'œuvre touristique et identification des problèmes et des besoins en main-d'œuvre; projection des besoins futurs en main-d'œuvre par le nombre de personnel requis dans chaque catégorie d'emploi et détermination des qualifications de chaque catégorie d'emplois; évaluation des ressources humaines disponibles dans le futur; formulation de programme d'éducation et de formation requis afin de fournir la main-d'œuvre qualifiée requise. Un modèle de tableau de planification de la main-d'œuvre touristique est présenté dans l'annexe 4.

- Évaluation de la législation touristique existante. L'expert en législation et en réglementation touristiques évalue et révise les lois et règlements existants. S'il n'en existe pas, il note leur carence et en prépare de nouveaux. La législation doit être adaptée aux besoins de la région touristique du littoral.

- Rédaction de la première version du rapport sur les résultats des enquêtes, analyses et synthèses. Le responsable de l'équipe du projet et de la coordination rédige un premier rapport qu'il soumet à l'approbation du comité directeur et de tous les intervenants au cours d'une assemblée publique.

- Analyse des avis sur la première version du rapport. Cette analyse, faite par l'équipe du projet, est concentrée sur les données qui constitueront les intrants du plan de développement touristique.

- Rédaction de la première version du rapport final après modification du premier.

Étape 8

- Détermination des différentes formes possibles de développement touristique du littoral. En se basant sur ses ressources spécifiques, sa localisation, ses marchés touristiques, les politiques touristiques adoptées et d'autres facteurs, l'équipe du projet détermine quels types de tourisme peuvent être développés dans le littoral.

- Préparation de différentes politiques alternatives de développement touristique. En se basant sur les objectifs préliminaires déterminées à la phase préparatoire du processus, sur les ressources touristiques inventoriées, sur la politique de développement national, plusieurs politiques sont préparées.

- Formulation de la politique touristique de développement. Les différentes politiques préparées dans l'opération précédente sont évaluées et celle qui rencontre le plus les objectifs de développement touristique est retenue.

- Préparation de différents plans alternatifs et des recommandations. Les différents plans alternatifs sont préparés dans leurs grandes lignes. Les objectifs et les politiques de développement touristique montrent l'ensemble des paramètres de développement à planifier et sont un guide pour la formulation des plans. Les éléments des enquêtes, analyses et synthèses entrent également dans la composition des plans. Chaque plan alternatif comporte différents types de recommandations s'y rapportant.

- Évaluation des différents plans alternatifs et des recommandations. Le littoral touristique étant une région d'un pays du Tiers-Monde où (nous l'avons vu dans la problématique du tourisme dans les PVD) le tourisme produit plus d'effets négatifs que positifs, une évaluation environnementale pluridimensionnelle s'impose d'abord. Elle est assurée conjointement par l'expert en économie, le sociologue ou l'anthropologue, et l'écologiste. Ensuite, les différents plans alternatifs sont évalués à la lumière des résultats de l'évaluation environnementale. Un modèle de grille d'évaluation des différents plans alternatifs est annexé au présent travail (Annexe 5).

- Sélection du meilleur plan et des meilleures recommandations. Le plan retenu incluant les recommandations qui s'y rapportent, est celui qui rencontre le plus les objectifs de développement touristique, reflète les politiques de développement, génère les bénéfices économiques désirés et les coûts acceptables, minimise les impacts négatifs socioculturels et environnementaux et renforce les impacts positifs.

- Analyse des avis concernant le meilleur plan et les recommandations. Le meilleur plan sélectionné et ses recommandations est soumis à l'approbation du comité directeur qui émet des avis sur sa conformité ou sa non-conformité aux objectifs et à la politique de développement. L'analyse par l'équipe du projet, se concentrera sur les avis relatifs au plan de développement touristique du littoral.

- Rédaction du plan final et des recommandations. Conformément aux avis émis précédemment, le plan modifié ou ajusté est rédigé dans sa version finale ainsi que les recommandations qui s'y rapportent.

- Rédaction du rapport final. Un rapport final sur le déroulement du processus est produit par l'équipe du projet. Il est basé sur les termes de référence du projet, les enquêtes, les analyses et synthèses, et les recommandations.

La Figure 11 résume les éléments de supports techniques dans les différentes phases du processus.

Figure 11

Les éléments des supports techniques

PHASE PRÉLIMINAIRE

Aucun élément

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Évaluation du potentiel touristique et étude de faisabilité du projet.
- Rédaction des termes de référence du projet
- Rédaction du rapport initial

Étape 5

- Rédaction des objectifs préliminaires de développement touristique

Étape 6

- Inventaire des caractéristiques générales du littoral touristique
- Inventaire des ressources et attractions touristiques de la région
- Enquêtes sur les marchés touristiques
- Enquêtes sur les éléments institutionnels

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 7

- Analyse des marchés touristiques
- Détermination des besoins en équipements et infrastructures touristiques
- Analyse intégrée et synthèse des résultats des enquêtes
- Identification des contraintes et opportunités de développement touristique du littoral.
- Établissement de la capacité de charge du milieu
- Planification de la main d'œuvre touristique

- Évaluation de la législation touristique existante
- Rédaction de la première version du rapport sur les résultats des recherches
- Analyse des avis sur la première version du rapport
- Rédaction de la première version du rapport final

Étape 8

- Détermination des différentes formes possibles de développement touristique dans le littoral
- Préparation des politiques alternatives de développement touristique du littoral
- Évaluation des différentes politiques alternatives
- Formulation de la politique de développement touristique du littoral
- Préparation des plans alternatifs et des recommandations
- Évaluation des différents plans alternatifs et des recommandations
- Sélection du meilleur plan alternatif et des recommandations
- Analyse des avis sur le plan sélectionné et sur les recommandations assorties au plan.
- Rédaction du plan final
- Rédaction du rapport final du projet

3.3 Les éléments de la concertation et du partenariat

PHASE PRÉLIMINAIRE

Étape 2

- Prise de conscience des objectifs communs. Les intervenants gouvernementaux provoquent un événement qui permet aux divers acteurs de développement du Littoral touristique de prendre conscience que, le développement du tourisme dans la région ne contribue pas au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie de la population locale. Cette prise de conscience est un facteur qui favorise l'appui de la population locale au projet de développement.

Étape 3

- Volonté commune d'intervenir exprimée par les différents acteurs. Sensibilisés, ceux des acteurs qui décident de participer à la recherche de solutions sur le problème posé, non pas individuellement mais de concert avec les autres, acceptent de se mobiliser au sein d'une structure partenariale. Le partenariat étant un mécanisme à l'équilibre fragile, il est impératif que les différents acteurs qui aspirent à devenir partenaires acceptent dès le départ, de faire un effort de compréhension mutuelle et de rompre le cercle d'incompréhension et de conflits qui empêche la concertation et le partenariat.

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Diagnostic et définition de la problématique. Les partenaires se réunissent pour examiner la situation qui a été exposée. Ils réfléchissent ensemble sur une action commune susceptible d'améliorer la situation.

- Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation du projet. La réflexion amorcée au point précédent aboutit à un consensus sur le « comment faire ? » à partir des ressources que chacune des parties accepte d'engager dans l'ensemble de l'opération.

Étape 5

- Définition d'objectifs préliminaires en concertation.

Étape 6

- Réalisation et suivi des opérations d'enquêtes. Certains partenaires peuvent s'engager à réaliser des enquêtes. Le suivi de toutes ces opérations est assurée par les autres partenaires en vue d'une évaluation régulière des actions entreprises.

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 7

- Réalisation et suivi des opérations d'analyses et de synthèses. Les partenaires qui se sont engagés à réaliser des opérations d'analyses et de synthèses, le font à cette étape de processus. Le suivi de toutes les opérations est effectuée par les autres partenaires pour une évaluation régulière des actions entreprises.

Étape 8

- Révision en concertation des analyses et conclusions sur les opérations d'enquêtes

- Évaluation en concertation des politiques, plans et recommandations

La Figure 12 résume les éléments de la variable concertation et partenariat.

Figure 12

Les éléments de concertation et partenariat

PHASE PRÉLIMINAIRE

Étape 2

- Prise de conscience des objectifs communs

Étape 3

- Volonté commune d'intervenir exprimée par la création d'une structure partenariale

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Diagnostic et définition de la problématique
- Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation du projet

Étape 5

- Définition des objectifs préliminaires

Étape 6

- Réalisation et suivi des opérations d'enquêtes

Étape 7

- Réalisation et suivi des opérations d'analyses et de synthèses

Étape 8

- Révision des analyses et conclusions
- Évaluation des politiques, plans et recommandations alternatifs

---

3.4 Les éléments de la variable intervenants

Nous relevons dans le modèle de base que les intervenants dans le processus de planification agissent en tant que décideurs, informateurs et consultants. Nous conservons ces 3 types d'interventions pour le modèle spécifique à savoir l'information, la décision et la consultation.

L'information vise à fournir tous renseignements utiles à l'élaboration du plan, à diffuser la situation qui fait problème ainsi que l'avancement des travaux par le biais de réunions, d'assemblées publiques, etc.

La consultation des intervenants suppose que ceux qui décident de participer à la recherche de solutions donnent leur avis sur l'élaboration du plan.

La décision des intervenants se fait en concertation. Elle est ratifiée par la décision ultime de la variable décision politique. La décision des intervenants au cours du processus confirme leur participation à l'élaboration du plan.

PHASE PRÉLIMINAIRE

Étape 2

- Information sur la situation touristique. Le gouvernement ou ses représentants informent l'ensemble de la population du Littoral que les objectifs du développement touristique, tels qu'ils ont été définis, n'entraînent pas l'amélioration de leurs conditions de vie.

- Consultation pour la création d'une structure partenariale. Par l'un de ses processus institutionnels, le gouvernement requiert l'accord des intervenants pour créer une structure partenariale en vue de résoudre le problème.

Étape 3

- Prise de décision des intervenants d'agir ou de ne pas agir dans l'élaboration d'un projet collectif. Si la majorité des intervenants accèdent à la demande du gouvernement, on passe à l'étape suivante. Dans le cas contraire, le processus peut

s'arrêter ici après des tentatives infructueuses de mettre fin aux résistances et aux oppositions.

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Prise de décision en concertation des intervenants de développer le tourisme dans le littoral. Cette décision est entérinée par une décision politique, ce qui marque non pas le point de départ du processus mais celui du projet de planification.

- Informations à fournir pour l'évaluation du potentiel touristique et l'étude de préfaisabilité. Détenteurs d'information sur les ressources touristiques de la région, sur la région elle-même, sur les marchés touristiques de la région, sur les coûts et bénéfices du tourisme dans la région, etc., les intervenants gouvernementaux, provinciaux, régionaux, des secteurs parapublic et privé, les collectivités locales donnent des informations aux experts chargés de cette étude.

- Consultation pour l'élaboration des termes de référence du projet. Le ministère du tourisme ou ses représentants travaillent en étroite collaboration avec l'expert chargé d'élaborer les termes de référence du projet et les intervenants sont consultés avant leur adoption

- Consultation pour la préparation du programme de travail du projet et la recherche de financement. Tous les intervenants participent en tant que consultants à la préparation du programme de travail du projet.

Étape 5

- Consultation pour la détermination des objectifs préliminaires de développement touristique du littoral. Les objectifs sont déterminés par le comité directeur et le ministère du tourisme. Toutefois, tous les autres intervenants doivent être consultés.

- Décision de concertation sur l'acceptation des objectifs préliminaires. Cette décision de tous les intervenants est entérinée par la décision politique.

Étape 6

- Informations sur les données d'enquêtes. Tous les groupes d'intervenants peuvent être sollicités pour fournir ces informations aux experts.

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 7

- Informations sur les résultats des analyses et synthèses. Tous les intervenants sont informés.

- Consultation pour la révision de ces résultats. À ce niveau, le comité directeur, représentatif de l'ensemble des intervenants, peut seul être consulté.

- Décision pour l'acceptation des résultats des analyses et synthèses. Tous les intervenants participent à la prise de décision d'adopter les résultats des analyses et synthèses.

Étape 8

En vue d'un consensus le plus large possible, la participation de tous les intervenants est nécessaire aux actions suivantes:

- Consultation pour le choix d'une option de politique, du plan et des recommandations.

- Décision dans le choix de l'option de politique, du plan et des recommandations

- Consultation pour la modification, s'il y a lieu, de la version préliminaire des objectifs, de la politique, du plan et des recommandations.

- Décision dans l'acceptation de la version définitive de la politique, du plan et des recommandations

La Figure 13 résume les éléments de la variable intervenants

Figure 13

Les éléments des intervenants

PHASE PRÉLIMINAIRE

Étape 2

- Informations sur la situation qui fait problème
- Consultation pour la création d'une structure partenariale

Étape 3

- Décision d'intervenir en partenariat dans l'élaboration du projet

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Décision de développer le tourisme dans le littoral
- Informations pour l'étude de faisabilité et l'évaluation du potentiel touristique du littoral
- Consultation pour l'élaboration des termes de référence du projet.
- Consultation pour la préparation du programme de travail du projet et pour la recherche de financement

Étape 5

- Consultation pour la détermination des objectifs préliminaires
- Décision dans l'acceptation des objectifs préliminaires

Étape 6

- Informations sur les données d'enquêtes

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 7

- Informations en ce qui concerne les résultats des analyses et conclusions
- Consultation pour la révision de ces résultats
- Décision pour l'acceptation des résultats des analyses et conclusions.

Étape 8

- Consultation pour le choix d'une option de politique, de plan et des recommandations.
- Décision dans le choix de l'option de politique, de plan et des recommandations
- Consultation pour la modification, s'il y a lieu, de la version préliminaire des objectifs, de la politique, du plan et des recommandations.
- Décision dans l'acceptation de la version définitive de la politique, du plan et des recommandations.

3.5 Les éléments de discussions et analyses

On note dans la méthode de base que les supports techniques, dans l'exécution du travail qui leur est confié, procèdent à des discussions et analyses soit entre eux, soit avec les décideurs politiques, soit avec les intervenants. La méthode spécifique étant une adaptation et un complément de la méthode de base, nous n'allons décrire que ceux des éléments qui s'adaptent au littoral touristique camerounais. À ceux-ci nous ajouterons des éléments complémentaires.

PHASE PRÉLIMINAIRE

Aucun élément puisque les experts n'interviennent qu'à partir de la phase préparatoire.

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Identification des caractéristiques pouvant influencer le développement touristique. Afin de pouvoir justifier si les coûts engagés dans le développement touristique du littoral justifieront les bénéfices que l'on pourra en retirer, l'expert chargé de l'étude de préfaisabilité examine les ressources disponibles pour le tourisme dans la région, les marchés touristiques potentiels de la région, les éventuels coûts et bénéfices économiques, sociaux et environnementaux du développement.

- Identification des plans de développement touristique existants. Même si la méthode de base ne le mentionne pas, nous pensons que cet élément doit être présent dans la méthode spécifique. Comme nous l'avons dit dans la problématique, le plan de développement touristique élaboré en 1970 (le seul plan existant) n'a jamais été mis en œuvre parce que ne correspondait pas aux réalités du pays. Un premier regard doit être jeté sur celui-ci afin de connaître la situation de la planification touristique dans le littoral.

- Désignation du responsable de la coordination. Après la sélection de l'équipe du projet, un responsable chargé de la coordination entre l'équipe du projet et le comité directeur doit être désigné.

- Définition du programme de travail. Le programme de travail nécessaire à l'élaboration du plan doit indiquer les activités majeures à entreprendre, les membres de l'équipe qui doivent les accomplir et l'échéancier.

Étape 5

- Définition des objectifs préliminaires de développement et du rôle du plan de développement touristique du littoral. Cet élément de discussion dans la méthode spécifique ne s'arrête pas à la seule définition des objectifs comme dans la méthode de base, mais ajoute la définition du rôle du plan dans le développement touristique du littoral camerounais.

Étape 6

- Identification des mécanismes d'information et de consultation. Les experts identifient les intervenants qu'ils désirent consulter et quelles informations ils désirent obtenir auprès de ces personnes ou organismes.

- Identification des obstacles au déroulement des enquêtes. L'expert identifie les caractéristiques du milieu qui peuvent constituer des obstacles à l'obtention des informations à recueillir et trouve des moyens pour lever ces obstacles.

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 7

- Identification des éléments du plan de développement touristique. En se référant aux contraintes et opportunités identifiées, les experts définissent ce qu'il importe de faire ressortir en matière de planification en vue d'atteindre les objectifs visés.

- Avis sur les résultats des analyses et synthèses. Avant la rédaction du brouillon de rapport, les intervenants ont des discussions sur les résultats des recherches.

Étape 8

- Avis des différents intervenants sur les options de politique, de plan et de recommandations. Les différents intervenants discutent sur les options de plan, de politique et de recommandations soumis à leur avis.

- Concentration sur les objectifs de développement. Les différents intervenants, les supports techniques, définissent les objectifs définitifs de développement et une orientation commune à donner au plan de développement touristique.

- Choix d'une option préférentielle. En fonction des objectifs définis précédemment, une des différentes options de politique, plan et recommandations est choisie.

- Modification de l'option préférentielle pour arriver à la version finale. Plusieurs modifications de l'option préférentielle de la politique, du plan et des recommandations peuvent être faites. La version définitive sera celle qui aura fait l'objet d'un consensus.

La Figure 14 résume les éléments des discussions et analyses.

En résumé, la méthode spécifique du processus de planification touristique du littoral touristique camerounais se divise en trois phases. La première, la phase préliminaire comprend trois étapes: la prise de conscience par les pouvoirs publics de la problématique du tourisme dans le littoral, la mobilisation des acteurs locaux, la volonté d'intervenir en partenariat manifestée par les acteurs locaux. La seconde phase, la phase préparatoire, comporte également trois étapes: celle qui correspond à la période de la préparation de l'étude du littoral touristique, celle de la détermination des objectifs de développement touristique et celle de la périodes des enquêtes. La troisième phase quant à elle, la phase d'élaboration du projet, est composée de deux étapes: l'étape des analyses et synthèses des données recueillies, et celle de la formulation de la politique, du plan de développement touristique et des recommandations.Le déroulement du processus est influencé par cinq variables: la décision politique organise le projet de développement , les supports techniques exécutent les tâches, les intervenants selon différents types d'interventions participent au processus, les analyses et conclusions détaillent le travail des supports techniques, la concertation et le partenariat confirment la participation des intervenants au processus.

Figure 14

Les éléments de discussions et analyses

PHASE PRÉLIMINAIRE

Aucun élément

PHASE PRÉPARATOIRE

Étape 4

- Identification des caractéristiques pouvant influencer le développement touristique
- Identification des plans de développement touristique existants.
- Désignation du responsable de la coordination
- Définition du programme de travail

Étape 5

- Définition des objectifs préliminaires et du rôle du plan

Étape 6

- Identification des mécanismes d'information et de consultation
- Identification des obstacles au déroulement des enquêtes

PHASE D'ÉLABORATION

Étape 7

- Identification des éléments du plan de développement touristique à partir des contraintes et opportunités touristiques de la région.
- Discussions sur les résultats d'enquêtes et d'analyses.

Étape 8

- Discussions sur les différentes options de politique, de plan et des recommandations.
- Concentration sur les objectifs de développement.
- Choix d'une option préférentielle de politique, plan et recommandations.
- Modification des options préférentielles pour arriver aux versions finales de la politique, du plan et des recommandations.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette recherche avait pour but de proposer aux responsables de la planification touristique d'une région donnée, en l'occurrence les autorités camerounaises chargées du tourisme, une méthode susceptible d'accroître les bénéfices de l'industrie touristique, et de minimiser ses coûts en vue de sa contribution au développement économique et à l'amélioration du bien-être de la population.

Pour y parvenir, il nous a paru nécessaire de montrer l'importance de notre étude en décrivant la problématique du tourisme dans les pays en développement et celle du tourisme camerounais. Cette problématique a démontré entre autres que, le tourisme international dans les pays du Tiers-monde, jugé par certains comme une panacée et par d'autres comme une calamité sociale, est un outil de développement économique et social s'il est utilisé à bon escient. Les exagérations de ses effets par les uns et les autres sont dues à l'analyse séparée de ses impacts, chacun essayant d'appréhender le phénomène touristique sous l'angle de sa discipline. Toutefois, l'ampleur de ses problèmes liés aux stratégies de développement tournées vers l'extérieur, justifie la thèse de l'arrêt de son expansion. En effet, le modèle de développement dominant dans les PVD est le modèle macro-économique. Il a toujours inspiré l'élaboration de leurs politiques touristiques. Les résultats qui en découlent étant très souvent catastrophiques, il serait donc indispensable, pour un pays comme le Cameroun qui veut se servir du tourisme pour aider au redressement de son économie frappée par la crise, de changer de modèle de développement afin d'arriver à de meilleurs résultats.

Consciente qu'une solution peut être trouvée aux problèmes du tourisme international dans le Tiers-Monde, nous sommes allée puiser auprès des auteurs les principes et fondements conceptuels devant nous permettre d'atteindre notre objectif.

Suite à une revue de littérature et en nous inspirant du leitmotiv « Penser globalement, agir localement », il nous a semblé avantageux de privilégier une méthode de planification qui permet d'avoir une vision globale du développement, et qui peut aider à prévenir les effets négatifs du tourisme en même temps qu'elle renforce ou maximise ses effets positifs. Car, ce n'est qu'à ces conditions que le tourisme peut être à la fois le moteur de développement économique et contribuer à l'amélioration du bien-être de la population.

Tout en visant les bénéfices économiques, le processus de base de planification touristique met l'accent sur les considérations environnementales et socioculturelles. Il nous servi de méthode de base. Il tire ses principes des concepts de développement local et de développement durable qui interpellent à un autre mode de pensée visant à dépasser les impératifs du modèle traditionnel et en corriger les effets non souhaités.

Mais un processus de planification doit coller aux réalités de la région. Étant donné que le Cameroun qui renferme la région d'étude est un pays du Tiers-Monde, il nous a paru évident de lui appliquer un processus de revitalisation. La méthode de base qui est un processus de développement et non un processus de revitalisation, s'avéra ainsi limitée quant à son application à cette région du Cameroun.

À partir de cette déduction émanant de notre analyse logique de la situation du Littoral touristique et des différentes théories, nous avons élaboré une méthode spécifique qui est une combinaison du processus de planification de Inskeep et du processus de revitalisation par le développement local de Vachon.

Adaptée aux conditions du Littoral touristique du Cameroun, la méthode spécifique est un processus de trois phases comportant huit étapes. Elle précise l'ordre des phases et des étapes, les différents intervenants dans le processus et les actions à mener.

L'élaboration de ce processus devrait certes, être considérée comme une solution à la problématique évoquée dans cette recherche. Cependant, la complexité des problèmes évoqués et la conscience de la subjectivité inhérente à la démarche scientifique nous appellent à la modestie.

Le processus ne prétend donc pas solutionner tous les problèmes rencontrés par le développement du tourisme au Cameroun. Mais, il présente quand même un certain nombre d'avantages de par son application des principes qui émergent des approches de développement local et de développement durable. Un plan de développement élaboré à partir de ce processus pourrait minimiser les facteurs symptomatiques soulevés dans la problématique. La portée de la méthode ne pourra être confirmée que par une expérimentation.

BIBLIOGRAPHIE

Aisner, P.; Plüss, C. (1983). *La ruée vers le soleil. Le tourisme à destination du Tiers-Monde*, Paris: L'harmattan.

ANDLP (France), IFDEC (Canada) (1989). *Le local en action.* Paris: Les éditions de l'épargne.

Arnott, A. (1978). "The Aims and Methodologies Used in a Study of Tourism", *Planning Exchange*, (11), 1978.

Ascher, F. (1984). *Tourisme - Sociétés transnationales et identités culturelles.* Paris: UNESCO.

Auclair, S.; Vaillancourt, J.G. (1992) « Le développement durable: du concept à l'application », *Gestion de l'environnement, éthique et société*, Fides, 1992.

Aydalot, P. (1985). *Economie régionale et urbaine*, Paris: Economica.

Bahoken, J.C.; Atangana, E. (1975). *La politique culturelle en République Unie du Cameroun*, Les Presses de l'UNESCO, Paris.

Bailly, A. S.; Paelinck, J. H. P. (1989). « Un modèle économétrique du développement socio-spatial des régions touristiques. », *Les cahiers du tourisme*, C-82, Aix-en-Provence: CHET.

Barabé, A. (1990). « Pérennité des environnements de loisir », *Loisir et société* 13(2), Automne 1990, pp. 271-296.

Barabé, A. (1994). « Tourisme et développement durable : État de situation et analyse des tendances. », *Notes de cours*, Département des sciences de loisir, UQTR.

Barabé. A. (1995). « Tourisme et développement durable: État de situation et perspectives d'avenir. », *Loisir et Société* ,18(2), automne 1995, pp. 395-414.

Baretje, R.; Defert, P. (1972). *Aspects économiques du tourisme*. Paris: Berger Levreault.

Bargur, J.; Arbel, A. (1975). "A Comprehensive Approach to the Planning of the Tourist Industry", *Journal of Travel Research*, 14 (2), 1975, 10-15.

Baud-Bovy, M. (1985). « Bilan et avenir de la planification touristique », *Les cahiers du tourisme,* C-71, Aix-en-Provence: CHET.

Baud-Bovy, M.; Lawson, F. (1976). *Tourism Master Plan*. Toronto, Management Development Institute, Ryerson Polytechnical Institute.

Baud-Bovy, M.; Lawson, F. (1977). *Tourism and Recreation Development*, Londres, The Architectural Press Ltd.

Beau, B. (1992). *Développement et aménagement touristiques*. Rosny : Éditions Boréal.

Bélanger, C. E. (1994). Le rôle des institutions financières internationales: le cas du groupe de la Banque Mondiale. *TEOROS*, Vol. 13, N° 2, été 1994, pp. 16-20.

Bequette F. (1994). «Le dilemme des parcs nationaux.», *Le Courrier de l'UNESCO*, avril 1994.

Bergeron, A. (1982). «Qu'est-ce que le tourisme» dans Nadeau, A. (Direction), *Le tourisme, aspects théoriques et pratiques au Québec*. Montréal: Sodilis

Bergeron, P. G. (1986). *La gestion dynamique. Concepts, méthodes et applications*. Montréal: Gaëtan Morin éditeur.

Billard, P. (1962). *Le Cameroun Physique*, Imprimerie des Beaux-Arts, Lyon.

Bouchard, G. (1991). *Le tourisme outil de développement économique*, Direction de la recherche, Ministère du tourisme du Québec.

Brohman, J. (1996). "New Directions in Tourism For Third World Development.", *Annals of Tourism Research*, 23(1), pp. 48-70.

Bugnicourt, J. (1977). Un nouveau colonialiste. Le roi-touriste. Le frère touriste. *Les Notes du Centre d'Études du tourisme*. Hors série, N° 2 du 10 sept. 1980, Montréal.

Butler, R.W. (1993). "Tourism - An Evolutionary Perspective", *Tourism and sustainable development: Monitoring, Planning, Managing*, Department of Geography, University of Waterloo, pp. 27-43.

Cazelais, N. (1993). *Etrangers d'ici et d'ailleurs. Un tourisme à visage humain.* Montréal: XYZ éditeur.

Cazes, G. (1989). *Le tourisme international. Mirage ou stratégie d'avenir?* Paris: Hatier.

Cazes, G. (1992). *Tourisme et Tiers-Monde. Un bilan controversé. Les Nouvelles colonies de vacances*, Paris: Editions de l'Harmattan

Cazes, G. (1994). le tourisme international dans les relations Nord-Sud. Perspectives territoriales et géopolitiques. *TEOROS*, Vol. 13, N° 2, Été 1994, pp. 8-11.

Comic, D. (1984). « Les fonctions et la structure du système spatial de la région touristique », *Revue de tourisme*, n° 1.

Commission Mondiale sur l'environnement et le développement (1987). *Notre Avenir à tous.* Genève : Éditions du Fleuve.

Conférence Mondiale sur l'environnement et le développement (1993). *Déclaration de Rio sur l'environnement. Action 21.* France : Publication des Nations-Unies

Cunha, A. (1988). « Système et territoire: valeurs, concepts et indicateurs pour un autre développement. », *L'espace géographique*, n° 3, pp.181-198.

Dauphiné, A. (1979). *Espace Région et Système*, Paris : Economica.

De Kadt, E. (1979). *Tourism: Passport to Development?* New York: Oxford University Press.

Debel, A. (1977). *Cameroon Today*, Paris : Editions Jeune Afrique.

Demers, J. (1987). *Le développement touristique. Notions et principes*, Québec: Les publications du Québec.

Dulude, N.; Jolin, L. (1982) in Nadeau, A. (direction). *Le tourisme, aspects théoriques et pratiques au Québec*, Montréal : Solidis.

Fabre, P. (1979). *Tourisme international et projets touristiques dans les pays en développement*, Collection Méthodologique de la planification, République française, Ministère de la Coopération.

Fontan, J. M.; Lévesque, A. (1992). *Initiation au développement économique local et au développement communautaire*. Expériences pertinentes et études de cas. Montréal : IFDEC.

Forum de l'industrie touristique (1997). Vers une stratégie de développement économique du tourisme au Québec. Cahier du participant, pp. 41-47.

Gautron, J.C.; Proelich, J.C. (1989). « Le Cameroun », *Encyclopaedia Universalis*, 1989, Vol. 4, pp. 817-822.

Getz, D. (1986). "Models in Tourism Planning". *Tourism Management*, 7(1), Mars 1986, 21-27.

Gravel, J.P. (1979). "Tourism and Recreational Planning: a Methodology Approach to the Valuation and Calibration of Tourism Activities" in Perks, W.T and Robinson, I. (eds) *Urban and Regional Planning in a Federal State: The Canadian Experience.* Stroudsburg, Penn., Dowden, Hutchinson & Ross, 12-34.

Greffe, Xavier et al. (1990). *Encyclopédie économique*, T. 1, Paris : Economica.

Guibilato G. (1983). *Économie touristique*, Collection Hotellerie et Tourisme, Suisse: Éditions Delta et SPES.

Gunn, A. Clare (1988). *Tourism Planning*. Second Edition, Revised and Expanded, New York: Taylor & Francis.

Gunn, Clare A. (1979). *Tourism Planning*, 1st ed. New York: Crane Russak.

Haulot A. (1974). *Tourisme et environnement: la recherche d'un équilibre*, Verviers, Marabout Monde Moderne.

Imbert, J. (1973). *Le Cameroun*, Que sais-je? Paris: PUF.

Inskeep, E. (1991). *Tourism Planning: An Integrated and Sustainable Development Approach.* New York: Van Nostrand Reinhold.

Jacobs, P.; Sadler, B. (1991). « Développement durable et évaluation environnementale: perspectives de planification d'un avenir commun. » Document d'information préparé pour le Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale.

Jaffari, J. (1973). *Role of Tourism on Socio-economic Transformation of Developing Countries*, Téhéran : Cornell University.

Kasisi, R. (1990). « Le développement durable et le paradoxe de l'aménagement conservationniste : Cas de la région du Parc National de Kahuzi-Biega (Zaïre). », *Loisir et Société*, 13(2), automne 1990, pp. 379-407.

Krippendorf, J. (1976). « Tourisme et paysage. Diagnostic et thérapie. », Exposé, *Tourisme et environnement*, Séminaire de Tunis des 23 et 24 oct 1976, Bruxelles : BITS.

Krippendorf, J. (1987). *Les Vacances et après? Pour une nouvelle compréhension des loisirs et des voyages.* Paris : L'harmattan.

Lainé, P. (1980). *Libérons le tourisme*, Paris : Fayolle.

Lainé, P. (1981). « Tourisme et théorie du système général: sensibilisation à l'approche systémique du tourisme. » , *Les cahiers du tourisme*, C-54, Aix-en-Provence: CHET.

Lainé, P. (1982). *Tourisme et développement des collectivités.* Paris: Éditions ouvrières, Économie et Humanisme.

Lanquar, R. (1977). *Le tourisme international*, Que sais-je? Paris : PUF.

Lemarchand, P. (1994) (Sous la direction de). *L'Afrique et l"Europe, Atlas du XXe Siècle*, Éditions Complexe, Monographies 166-167.

Lequin M. (1992). *Analyse du développement durable en loisir et tourisme : le cas du Mont-Royal,* Mémoire de maîtrise, UQTR.

Lozato-Giotart, J.P. (1990). *Géographie du tourisme. De l'espace regardé à l'espace consommé*, 3e édition revue et augmentée, Paris : Masson.

Mc Intyre, G.; Hetherington, A.; Inskeep, E. (1993). *Sustainable Tourism Development: Guide for Local Planners*, OMT.

Mesplier, A.; Bloc-Durafour, P. (1992). *Le tourisme dans le monde*, Rosny: Boréal éd.

Michaud, J. (1994). Un regard critique sur la mise en tourisme de l'exotisme tribal dans le nord thaïlandais. *TEOROS*, Vol. 13, N° 2, Été 1994, pp. 34-38.

Mill, R; Morrisson, A. (1985) *The Tourism System.* Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall.

Ministère de l'environnement et des forêts du Cameroun (1993). Concertation nationale sur l'environnement 15-16 juillet 1993, Yaoundé.

Ministère du tourisme du Cameroun (1991). *Politique générale du tourisme*, Yaoundé.

Ministère du tourisme du Cameroun (1993). *Plan de relance du tourisme*, Yaoundé.

Ministère du tourisme du Cameroun (1993). Réunion des responsables des services centraux et extérieurs, août 1993, Exposés, Yaoundé.

Ministère du tourisme du Cameroun (1994). Nouvelle politique touristique du Cameroun, Travail présenté par le Comité du P.D.D.T. sous la supervision du Ministre du tourisme, Yaoundé.

Ministère du tourisme du Cameroun. *Avant-Projet de politique touristique gouvernementale*, Yaoundé.

Ministère du tourisme du Cameroun/PNUD. *Document de projet du plan directeur de développement du tourisme*, Yaoundé.

Ministère du tourisme du Québec (1986). *Devis pour un plan de développement touristique régional.* Service du développement régional, Direction de l'analyse et du développement.

Miossec, J.M. (1977). « Un modèle de l'espace touristique » *L'Espace géographique*, n° 1, 1977, pp. 41-48.

Murphy, E. Peter (1985). *Tourism. A Community Approach*. New York & London : Routledge.

Nettekoven (1972). "Massentourismus in Tunisien" in J. M. Thurot et al (1976).

Office national du tourisme tunisien (1995). *Le tourisme tunisien en chiffres* Division des statistiques.

Omondi, P. (1994) Ecotourism and Sustainable Development in Kenya : Opportunities and Challenges. *TEOROS*, Vol. 13, Nº 2, Été 1994, pp. 43-47

Organisation Mondiale du tourisme (1978). *Integrated Planning*, Madrid: OMT, 133 pages.

Ouellet, A. (1981). *Processus de recherche : une approche systémique.* Québec : Presses de l'Université.

Patterson, W. D. (1976). « La culture peut-elle survivre au tourisme? », *Tourisme mondial*, n° 131, juil-août 1976, Madrid.

Py, P. (1991). *Le tourisme. Un phénomène économique*, Paris : Les études de la documentation française.

Rafferty, D. M. (1993). *A Geography of World Tourism*, USA : Prentice Hall, New Jersey.

Regine Van Chi-Bonnardel (1973). *The Atlas of Africa.* , Ed. Jeune Afrique, p. 190.

Rossel, P. (1984). *Tourisme et Tiers-Monde*: un mariage blanc. Pierre-Marcel Favre Publi S.A.

Samson, M. ; Montpetit, M. (1972). *Enquête auprès d'un échantillon de ménages de la zone métropolitaine de Montréal.* Montréal: PUQ. Les cahiers du CRUR, Nº 3.

Sessa, A. (1974). *Elementi di Sociologio e Psicologia del Turismo.* Roma: C. L. I. T. T.

Sessa, A. (1985). "La science des systèmes pour les plans régionaux de développement touristique.", *Les cahiers du tourisme*, C-100, Aix-en Provence: CHET.

Soubrier, R. (1988). *Planification, Aménagement et Loisir.* PUQ.

Stafford, J. (1994). « Tourisme contre développement: thèses et antithèses. », *Téoros*, vol. 13, nº 2, été 1994.

Thurot, J. M. (1982). « La technique des scénarios appliquée au tourisme. Aspects méthodologiques. », *Les cahiers du tourisme*, C-65, Aix-en-Provence: CHET.

Thurot, J. M. et al. (1976). « Les effets du tourisme sur les valeurs socioculturelles. », *Les Cahiers du tourisme*, Série c, n0 34, Aix-en-Provence : CHET.

UICN, PNUE, WWF (1991). *Sauver la Planète. Stratégie pour l'avenir de la vie.* Suisse : UICN, PNUE, WWF.

Vachon, B. (1992). (sous la responsabilité de). « La pratique du développement local. Concertation et partenariat. », *Notes de session.*

Vachon, B. (1993). *Le développement local. Théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Québec : Gaëtan Morin Éditeur.

Vellas, F. (1985). *Économie et politique du tourisme international*, Paris : Economica.

Vellas, F. (1996). *Le tourisme mondial.* Paris : Economica.

Vergniol, G. (1976). « L'influence économique du tourisme international dans les pays en voie de développement : L'exemple de la Côte-d'Ivoire." *Les cahiers du tourisme*, série B, N° 22, Aix-En-Provence: CHET.

Vergniol, G. (1977). « La planification du tourisme dans les pays pauvres. », *Les cahiers du tourisme*, série C, n° 45, Aix-En-Provence : CHET.

Vincent, L. (1985). *Modèle facilitant l'élaboration des propositions d'aménagement dans le adre du schéma d'aménagement des municipalités régionales de comté*, Mémoire de maîtrise, UQTR.

Visser, N.; Njuguna, S. (1992). Environmental Impacts of Tourism on the Kenya Coast. *Industry and Environment*, UNEP, IE/PAC, Juil-Déc. 1992, vol 15, N° 3-4, pp. 42-51.

Waaub, J.P. (1991). « Croissance et développement durable: vers un nouveau paradigme du développement. », *Environnement et développement. Questions éthiques et problèmes socio-politiques*, Fides, 1991.

Weekes-Vagliani, W. (Coll. M. Bekombo; Lynn Wallisch) (1976). *Vie et structure familiales dans le Sud-Cameroun.* Paris : OCDE.

Woodley, S. (1993). "Tourism and sustainable development: The Community Perspective.", *Tourism and sustainable development : Monitoring, Planning, Managing*, Department of Geography, University of Waterloo, pp. 83-96.

World Eagle Inc. (1990). *Africa Today. An Atlas of Reproducible Pages*, Publishers of Social Studies Materials, p. 126.

Yao Assogba (1991). « L'organisation communautaire avec des communautés locales en Afrique » in Doucet et Favreau (sous la direction de), *Théories et Pratiques en organisation communautaire*, PUQ, pp. 389-411.

ANNEXE I

EXPÉRIENCE SÉNÉGALAISE DE LA BASSE-CASAMANCE

En 1971, le gouvernement du Sénégal, avec l'aide de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), a initié, sous la direction de l'anthropologue Christian Saglio, un projet de développement touristique qualifié selon les auteurs de « tourisme à la découverte », « tourisme communautaire intégré », « développement touristique harmonisé », etc.

Le projet de développement concerne la Basse-Casamance, l'un des 3 ensembles morphologiques de la Casamance, les 2 autres étant la Haute-Casamance et la Moyenne-Casamance. La Casamance est un vaste plateau qui s'étend à l'extrême-sud du Sénégal sur une surface de 360 kilomètres d'est en ouest, et 100 kilomètres du nord au sud.

La Basse-Casamance a la forme d'un quadrilatère d'environ 80 kilomètres de côté. Elle est centrée sur la vallée de la Casamance, vaste bras de mer se terminant par un littoral.

La Basse-Casamance est habitée en grande partie par la tribu Diola dans des villages traditionnels. Cette population a été très touchée par l'exode rurale dû à la sécheresse qu'a connue la région.

Région très fertile et à vocation agricole, la Basse-Casamance est dotée d'un potentiel d'attraits touristiques tels qu'une végétation luxuriante et variée, des plages larges de sable fin, une architecture traditionnelle, etc. Les modalités et les buts du projet de développement touristique qui la concernait peuvent se résumer comme suit :

- la création des campements villageois réduits, exigeant une mise de fonds faible, construits par la population locale avec des matériaux locaux, et gérés par la population sous forme de coopératives ;

- la revalorisation de l'architecture traditionnelle par des constructions respectueuses de l'échelle locale et sans contraste avec les constructions pour les populations locales ;

- l'établissement des relations authentiques entre les populations locales et les touristes sans mise en scène des habitants et de leurs activités ;

- le développement des voies naturelles d'accès à l'arrière-pays et des moyens traditionnels de déplacement afin de permettre aux touristes de découvrir les réalités locales ;

- la création de nouveaux emplois pour les jeunes afin de réduire l'exode rural.

Initialement, les représentants des populations locales étaient hostiles à l'implantation du projet. Habitués aux projets à grande échelle très souvent associés au tourisme, ils craignaient des soulèvements sociaux de la part des villageois et avaient des doutes quant au désir des touristes de s'intégrer dans la vie rurale africaine. Néanmoins, une longue sensibilisation, suivie d'une campagne d'information et de formation, est venue à bout de leur réticence.

La réalisation du projet a donc débuté en 1972 avec un investissement initial, fourni par l'ACCT, d'à peu près 7,000 dollars US par campement pour les 4 premiers campements-pilotes.

Vers la fin des années 1980, 13 campements étaient opérationnels. Ils ont une capacité totale de 500 lits et accueillent près de 20,000 visiteurs par an. Les recettes enregistrées sont de l'ordre de 250,000 dollars US.

L'organisation judicieuse de cette opération a permis l'intégration du tourisme dans le contexte socio-économique local. Les bénéfices produits par le tourisme ont été utilisés localement pour la réalisation d'équipements collectifs : maternités, dispensaires, écoles, centres de jeunesse, etc. Ils ont également été utilisés pour la modernisation d'autres activités économiques tels que les cultures maraîchères, l'élevage, la pêche, l'artisanat. Ceci a permis de créer localement des emplois nouveaux et de lutter contre l'exode rural.

Le succès de l'opération, côté accueil, a fait fleurir d'autres réalisations et projets annexes Quant aux touristes, ils soutiennent eux-mêmes cette expérience par laquelle chemine une connaissance plus authentique des identités locales et des formes de relations plus équitables entre « visiteurs » et « visités ».

Source : Adapté de P. Lainé (1982), G. Cazes (1992), Amadou Mactar Gningué, Mc Intyre (1983).

ANNEXE 2

Model Terms of Reference for Preparation of a National Tourism Development Plan

This model terms of reference (TOR) is for a hypothetical integrated national tourism planning project. For actual use, this TOR would need to be adapted to the particular planning needs and characteristics of the country. The TOR is designed for a comprehensive planning study, including the major elements of:

- National tourism development policy and plan;
- First-stage regional tourism plans;
- First-stage tourism development action program;
- Conceptual land use plan, design, and prefeasibility analysis for a priority resort development project; and
- Conceptual land use plans, designs, and prefeasibility analyses for development of visitor facilities, each at a natural attraction feature and an archaeological or historic site.

By providing this comprehensive and integrated planning approach, the country will have the planning basis for immediately commencing (or expanding) tourism development in a controlled manner. In many cases, it is preferable to include the successively more detailed levels of planning in one project in order to maintain a compatible approach to the first stage of all levels of development within the framework of the overall long-term policy and structure plan. The conceptual land use plans serve as the basis for specific planning of the resort and tourist attractions involved and also are a model for planning of other similar development sites. As indicated in the TOR, there may be need for the project to recommend additional special studies, such as for a specific feasibility analysis for the development of a tourism training school.

A complete TOR would also include the team members' positions and time inputs required, coordination arrangements with the government (such as establishing a project steering committee); and, where relevant, local community involvement in the planning process, the project budget, equipment, and logistical support necessary to carry out the project and the project work program. In a project of this type, counterpart team members are often appointed from the government staff to work with the project team in order for them to learn about tourism planning principles and techniques and specifically to understand the reasons for the various plan recommendations being made so that they can later be more effectively involved in plan implementation. Projects of this type may also include provision for formal training of government staff in tourism planning and marketing, as well as other specialized areas of tourism management. The model TOR is set forth in the following sections.

General Development Objective

Provide increased foreign exchange earnings, income, employment, and stimulus to other economic sectors through the controlled development of international and domestic tourism, which maintains sustainable use of tourism resources, assists in conservation of the country's environmental and cultural heritage, and leads to greater international and national understanding of the country's variegated environments and cultures.

Special Considerations

1. Tourism will be planned for controlled development so that it does not generate any serious environmental or sociocultural problems and is used as a means of environmental and cultural conservation.
2. Tourism development will be tailored to the specific characteristics and needs of each area of the country, with maximum participation of community residents in the development process and tourism benefits accruing, to the greatest extent possible, to the local communities.
3. Tourism development will be integrated into the overall development plans and patterns of the country, with strong linkages established to other economic sectors, leading to a balanced economy to the greatest extent possible.
4. In addition to providing recreation and leisure travel pursuits, domestic tourism will be used as a means to redistribute national income, especially from urban and more affluent to rural and less developed areas, and to encourage greater mutual understanding by citizens of the different areas and societies of the country, leading toward a greater sense of national unity. Approaches will be applied to socioeconomically broaden domestic travel.

Specific Objectives, Outputs, and Activities

Objective 1

Provide the framework and guidelines for long-range comprehensive tourism development through preparation of a comprehensive 15-year national tourism development policy and plan for both domestic and international tourism. The plan components are specified in the following outputs with identification of the activities required to prepare each component.

Output 1

Tourism development objectives considering economic, environmental, and sociocultural factors.

Activities

1. Review of present government objectives for overall development and, if existing, for tourism development. This review will include document research and meetings with relevant government officials and other parties.
2. Formulation of the objectives in a preliminary manner to be later refined, if necessary, based on the findings and conclusions of the surveys, analyses, and plan preparation.

Output 2

General survey and analysis of the environmental, historical, sociocultural, economic, resource, land use, and other relevant characteristics of the country, and of present development policies and plans.

Activities

1. Field surveys and document research of the general environmental characteristics of climate, topography, hydrography, flora, fauna, ecological systems, development hazards, present land use, settlement and land tenure patterns, important natural resource areas, and other relevant characteristics of the physical environment.
2. Field surveys and document research of the historical influences and sociocultural and economic patterns of the country, including population size, characteristics, and distribution, social organization and cultural traditions, and economic development and employment patterns.
3. Review of present development policies and plans, including physical and socioeconomic plans.
4. Survey and evaluation of the environmental quality level of the country and particularly in any existing and possible future tourism areas, including air, water, and noise pollution levels, environmental cleanliness, and attractiveness of the built environment.

Output 3

Inventory and evaluation of the existing and potential tourist attractions and activities.

Activities

1. Field surveys and document research of existing and potential tourist attractions and related activities, including areas of natural scenic beauty, unusual and interesting fauna and flora, desirable climatic areas, places offering land- and water-based recreation potential, archaeological and historic sites, interesting cultural traditions, arts and handicrafts, festivals and special events, cuisine and any other features that would be of interest to international and domestic tourists.
2. Survey of any special type attraction features that may exist and review of the need for and feasibility of developing special features such as convention centers and theme parks.
3. Evaluation of the existing and potential tourist attractions and related activities, including identifying primary and secondary attractions and formulating recommendations on ways in which the attractions should be conserved, improved, and developed for visitor use (this evaluation will be done in conjunction with the market analysis).

Output 4

Characteristics and evaluation of transportation access to and within the country, and of other infrastructure for present and future tourism development.

Activities

1. Field surveys, document research, and evaluation of the existing and already planned future international access to the country of both facilities and services, including, for example, of air access, the origin, frequency, and capacities of air flights, and the capability of the airport facilities to effectively handle tourist flows.
2. Field surveys, document research, and evaluation of the present and already planned future internal transportation system to serve tourism, including the road, rail, water, and domestic air service network and services, with particular reference to existing and possible future tourism development areas.
3. Field surveys, document research, and evaluation of the present and already planned future other types of infrastructure for tourism, including water supply, electric power, sewage and solid waste disposal, drainage, and telecommunications, with particular reference to existing and possible future tourism development areas.
4. Identification of specific problems and constraints of transportation and other infrastructure that will need to be resolved for the development of tourism.

Output 5

Inventory and evaluation of the existing and already planned accommodation and other tourist facilities and services.

Activities

1. Field surveys and document research of the existing and already planned future hotels and other types of tourist accommodation, inventory of their characteristics, and determination of recent room occupancy levels.
2. Field surveys and document research of existing and already planned future other types of tourist facilities and services of tour and travel agencies and services, tourist restaurants, medical facilities and services, banking and money exchange, entry and exit facilitation requirements and procedures, especially of immigration and customs, retail shopping and personal services, public safety, postal services, tourist information facilities and services, and any other necessary tourist facilities and services.
3. Evaluation of the suitability of accommodation and other tourist facilities and services to serve tourism now and in the future, with identification of any particular problems to be resolved.

Output 6

Analysis of the present and future international and domestic tourist markets, and establishment of market targets and related accommodation and other tourist facility and service needs.

Activities

1. Data collection and analysis of the present number and characteristics of international and domestic tourist arrivals to and within the country.
2. Organization and conducting of a sample survey of international and domestic tourists to obtain further information on their characteristics, in-

cluding expenditure patterns, and on their attitudes toward tourist attractions, accommodation, and other facilities and services.

3. Survey (on a selective basis), and evaluation of information obtained from tour operators in the major existing and potential international tourist market countries in order to determine their and their clients' perception of the country as a destination and any particular problems that they may have experienced in organizing tours for the country; and survey and evaluation of information from any national tour operators who handle domestic tourists.
4. Determination of the types and extent of international tourist markets that can be attracted to the country and are suitable markets consistent with the objectives of tourism development, giving consideration to the types of tourist attractions and activities, accommodation, and other facilities and services available now and in the future, travel distance and cost to get to the country, and the relative attractiveness of competing destinations.
5. Determination of the type and extent of domestic tourist markets that can be developed, and their destinations in the country.
6. Determination of market targets by five-year periods of the plan for international tourist arrivals and domestic tourist movements by numbers and characteristics, including average length of stay, giving consideration to the integrated environmental, sociocultural, and carrying capacity analysis.
7. Projection of the type and number of accommodation units required and of other tourist facilities and services needed, based on the market targets, giving due consideration to the existing tourist facilities and services.

Output 8

Integrated environmental, sociocultural, and economic analysis and determination of the general tourist carrying capacity of the country and its major tourism areas.

Activities

1. Integrated analysis of the environmental, sociocultural, and economic characteristics, tourist attractions and activities, transportation and other infrastructure systems, and existing tourism development patterns.
2. Determination of the general tourist carrying capacity of the country, based on considerations of the carrying capacities of existing and potential tourism development areas, major tourist attractions and activities, overall environmental and sociocultural limits to absorb tourism, and any long-term infrastructure constraints, with feedback to the market analysis and establishment of market targets.
3. Identification of the major opportunities and constraints for tourism development during the short-, medium-, and long-term periods.

Output 8

International and domestic tourism development policy, giving consideration to balanced economic, environmental, and sociocultural factors.

Activities

1. Review of the objectives for developing tourism, the overall development policy of the country, the existing and potential tourist attractions and activities, the market analysis and targets, and the integrated analysis of environmental, economic, and sociocultural factors, including national and regional carrying capacities and the major opportunities and constraints on development.
2. Formulation of a set of policy statements on the most appropriate types and extent of tourism development and any special considerations that should be applied in developing tourism such as economic, environmental, and sociocultural factors. These will be formulated first as alternative policies for impact evaluation and reviewed by the government (and project steering committee) and then determined in final form.

Output 9

National tourism development structure plan, including major tourist attractions and activity areas, tourism development regions, and the transportation access and linkages.

Activities

1. Review of the integrated analysis of the economic, environmental, and sociocultural characteristics, tourist attractions and activities, transportation access to and within the country, other infrastructure and carrying capacities for tourism regions and the entire country, and the market analysis and targets and projections of tourist facility needs.
2. Review of the international and domestic tourism development policies formulated in Output 8.
3. Formulation of alternative conceptual structure plans and evaluation of these with respect to meeting the plan's objectives, optimization of economic benefits and minimization of environmental and sociocultural impacts for review by the government, and decision on the best alternative, with feedback and any necessary modifications made to the development objectives, market targets, and tourist facility needs.
4. Preparation of the final structure plan, indicating the international access points and any improvements required to the access facilities and services to the country, the tourism development regions or zones, their primary and secondary tourist attractions, the type and extent of accommodation and other tourist facilities and services required nationally and by region,

and the internal transportation linkages and any improvements required to internal transportation facilities and services.

5. Specification of the staging of development by region or parts of regions for approximate five-year periods, based on the market analysis, accessibility, logical expansion patterns of development and any other criteria including the policies and projects in the government's overall development program.
6. Formulation of various logical tour routes, connecting the access points of the country with the tourism development regions and major tourist attractions.

Note: If organizationally more convenient, transportation can be made a separate section of the plan report because of its importance.

Output 10

Recommendations on improvements required to present tourist facilities and services and related infrastructure.

Activities

1. Review of the evaluation of presently developed tourist facilities and services and tourism infrastructure as related to the desired tourist markets.
2. Formulation of recommendations for any improvements required to present facilities and services and related infrastructure to adequately serve the desired present tourist markets.

Note: This output is included only if there is some present tourism development that requires improvements to meet present market demands and environmental or other standards recommended in the plan.

Output 11

Regional tourism policy and structure plans for the first-stage development regions.

Activities

1. Review of national tourism development policy and the structure plan recommendations for these regions, including the type and level of tourism development.
2. Formulation of the tourism development objectives of the regions, including economic, environmental, and social factors.
3. Conducting of any detailed surveys and analyses of the regions required, in addition to those prepared for national plan.
4. Formulation of the regional tourism development policies, considering

both national and regional development objectives, the surveys and analyses, and regional economic, environmental, and sociocultural factors.

5. Formulation of regional tourism development structure plans, including access points to the regions, the primary and secondary tourist attractions, the type, location, and approximate size of tourism development areas (such as resort sites), the internal transportation network and other infrastructure considerations, and regional tour patterns. These plans will first be prepared in outline alternative form with evaluation of impacts for review by the government, and then prepared in final form.
6. Specification of any recommendations needed relative to economic, environmental, and sociocultural factors and any regional level institutional elements.

Note: Urban tourism planning for first stage development could also be prepared, if needed, along with the first stage regional plans.

Output 12

Economic analysis of the present and projected future level of tourism development, and ways to enhance economic benefits.

Activities

1. Preparation of an economic impact analysis of the present and projected future levels of tourism development, including tourist expenditure patterns, and the economic measures of tourism's contribution to the GNP, gross and net foreign exchange earnings and identification of sources of foreign exchange leakages, direct and indirect employment by number and type, multiplier effect, contribution to government revenues, and any other economic measures.
2. Analysis of the overall economic costs and benefits of tourism development as proposed in the plan.
3. Specification of ways in which the economic benefits of tourism can be enhanced (for example, through greater production of local goods and services used in tourism).

Output 13

Environmental impact evaluation of tourism and ways to reduce and prevent negative impacts and reinforce positive ones, realizing that the overall planning approach will allow for environmental protection and sustainable development.

Activities

1. Systematic assessment of the types and extent of positive and negative environmental impacts of any present tourism development and of the possible impacts of the projected future development.
2. Formulation of recommendations on specific ways to reduce any present and prevent any future negative impacts and reinforce positive ones.
3. Review of the present conservation objectives, policies, and programs underway in the country, and formulation of recommendations on any modifications needed to these with respect to tourism development and, more generally, how tourism can be used as a means to achieve environmental conservation.
4. Specification of approaches in which optimum visitor use can be made of conservation areas, including national parks, nature reserves, and archaeological and historic sites, without generating environmental problems, and the types of visitor controls that should be applied at these places.
5. Formulation of ways in which the environmental quality of tourism areas and the country in general can be improved.

Output 14

Sociocultural impact evaluation of tourism and ways to reduce and prevent negative impacts and reinforce positive ones (realizing that sociocultural factors will have been considered throughout the planning process).

Activities

1. Systematic evaluation of the types and extent of positive and negative sociocultural impacts of present tourism development and of the possible impacts of the projected future level of development.
2. Formulation of recommendations on specific ways to reduce any present and prevent any future negative impacts and reinforce positive ones, including preparation of a sociocultural program if needed and, more generally, how tourism can be used as a means of cultural conservation and maintenance.
3. Specification of a public education program on tourism, including in the school system, and of ways to educate tourists about local cultural values, traditions, and customs.

Output 15

Tourist facility development and design standards to be applied to development of accommodation and other tourist facilities.

Activities

1. Review and evaluation of any existing development standards and formu-

lation of any necessary modifications to these and any new standards required. These standards include: density of development (for example, maximum number of accommodation units per acre or hectare); maximum building heights; minimum setbacks of buildings from the shoreline, roads, site boundaries, and other buildings; maximum site area coverage by buildings; floor area ratios; minimum site area for open space and landscaping; vehicular parking requirements; and sign controls. Appropriate graphic illustrations of development standards will be prepared.

2. Review of the traditional architectural styles and building materials, review of environmental influences on design, review and evaluation of any existing architectural design standards, and formulation of suitable architectural design guidelines, including architectural motifs and use of local building materials to the greatest extent possible, based on considerations of traditional local styles, appropriate contemporary styles, and local environmental characteristics. Appropriate graphic illustrations of architectural concepts will be prepared.
3. Review of the indigenous and well-adapted exotic landscaping plants available, review and evaluation of any existing landscaping design standards, and formulation of suitable landscaping design guidelines, including types of plants and landscaping principles, giving consideration to the natural environmental conditions, use of local plant material, and low maintenance requirements of the landscaping. Appropriate graphic illustrations of landscaping concepts will be prepared.
4. Review of existing engineering standards for roads, water supply, sewage and solid waste disposal, and telecommunications, and formulation of suitable engineering standards, including any acceptable existing, modified existing, or new standards for resort, hotel, and other tourist facility development. Appropriate graphic illustrations will be prepared.
5. Provision of the relevant input of tourist facility development and design standards to Output 20, on legislation and regulations.

Output 16

Accommodation and other tourist facility quality standards.

Activities

1. Review and evaluation of any present standards for licensing and classifying hotels and other accommodation, and of other tourist facilities and services such as tour and travel operations including tour guides and tourist restaurants.
2. Formulation of any modifications necessary to present standards and any new standards required. If a hotel classification system is recommended, the terms of reference should be written for preparing such a system.
3. Provision of the necessary input to Output 20 on legislation and regulations.

Output 17

Manpower planning study and education and training program for tourism.

Activities

1. Survey and analysis of the present number and type of employees in the tourism public and private sectors and evaluation of any existing training needs to upgrade the present employees (this information may be available or may require a special survey of hotel, catering, and other tourism establishments and the government tourism office), and survey and evaluation of any existing public or private tourism education and training institutions and programs.
2. Projection of the type and number of tourism employees, by job classification and skill level, which will be required based on the projected level of tourism development (done in coordination with the tourism economist team member preparing the employment input analysis of tourism).
3. Evaluation of the human resources available to work in tourism, including reviewing any existing manpower planning studies for the country, and identification of any possible problems in the requisite manpower being available.
4. Formulation of the education and training policy and program necessary to prepare the required type and number of personnel to effectively work in tourism, including any upgrading training needed of present employees. If it appears that a tourism training institution should be developed or upgraded, terms of reference will be written for conducting a specific feasibility study of establishing such an institution as a separate project.

Output 18

Recommended public and private organizational structures for tourism, including for effective coordination of the tourism sector.

Activities

1. Review of the present organizational structures for tourism, including the government department of tourism, any tourism boards, and coordinating or advisory bodies and private sector tourism organizations.
2. Formulation of recommendations on the most effective government organizational structure for tourism, including the location of tourism in the overall government organization and preparation of an organizational chart and description of the functions of the NTA and any related boards, and identification of the staffing requirements of the NTA.
3. Formulation of recommendations on the most effective organizational approach to achieve coordination among government agencies and between the public and private sectors on all aspects of tourism development and management, including implementation of the tourism plan.

4. Formulation of the most effective organizational structures for the private enterprises involved in tourism, including hotels, restaurants, tour and travel agencies, tour guides, retail shops and handicraft artisans.
5. Provision of the necessary input to Output 20 on legislation and regulations.

Output 19

Any investment incentives required to encourage private sector investment in the development of tourist facilities and services.

Activities

1. Review and evaluation of financial resources and any existing investment incentives for tourism development or development in general, including tourism.
2. Formulation of any modifications necessary to existing incentives and any new incentives required, and provision of input on preparation of regulations on these incentives to Output 20.

Output 20

Legislation and regulations for tourism development, including for the establishment and functions of the NTA, tour and travel agencies, accommodation and other tourist facility standards, investment incentives, and zoning.

Activities

1. Review of any existing legislation and regulations relative to tourism and the tourism plan implementation, and of the general legal system of the country.
2. Formulation of any necessary modifications to existing legislation and any new legislation and regulations required for tourism. These will be prepared in draft form, with the final legal drafting done by the government.

Output 21

An integrated tourism data system designed for continuous operation.

Activities

1. Review and evaluation of the present data system for tourism, including tourist arrivals and characteristics and accommodation characteristics and occupancy rates. The current Embarkation/Disembarkation (ED) card used by the country will be reviewed and revised if necessary.
2. Formulation of ways in which the data system can be improved, including collection, compilation, analysis, and reporting procedures, or, if there is no

existing system, establishment of a new system and suitable data sources. Computer technology will be applied for maintenance of this system.

Output 22

Identification of the various techniques for implementation of the tourism plans.

Activities

1. Review of the possible techniques of implementing the tourism plans that have not been specified in the other outputs, such as legislation and regulations.
2. Formulation of the most effective approaches and techniques for plan implementation.

Output 23

Draft and final national tourism development plan reports.

Activities

1. Preparation of the draft and draft final reports for review and comments by the government and other concerned parties.
2. Preparation of the final report with suitable explanatory text and graphic illustrations of photographs, maps, charts, and so forth, in an attractive format, with a separate summary report.

Objective 2

Provide the framework for implementation of the first stage of the development plan through preparation of a five-year tourism development action and related programs, to be integrated into the overall national development program.

Output 1

Five-year tourism development action program.

Activities

1. Selection, in consultation with the government, of the priority physical development projects, including infrastructure projects necessary for first-stage development of the national and regional plans, with general development cost estimates. Any existing overall national development plan or program will be reviewed for compatibility with the tourism projects selected, and any necessary reconciliations made.

2. Determination of other actions required, such as adoption of legislation and regulations and implementation of organizational recommendations, for first-stage development.
3. Preparation of the consolidated tourism action program (with projects and actions indicated by year) for the five-year period and designed to be integrated into the overall national development plan or program.

Output 2

Tourism marketing strategy and promotion program.

Activities

1. Formulation of the tourism marketing strategy, based on the tourism development policy and plan and its market analysis and targets.
2. Preparation of a specific tourist promotion program, with budgetary cost estimates, for the next three- to five-year period, specifying by year the promotion techniques and their estimated costs, including production of promotional collateral material and audio-visual presentations, advertising, attendance at trade fairs, and hosting of visiting tour operators, travel writers, and photographers, with consideration given to establishing promotion offices in other countries.

Output 3

Prototypical tour programs within the country and the region that includes the country.

Activities

1. Review of the tourism plan recommendations on type and location of tourist attractions and tourism development areas and the tour routes, and of regional touring relationships with nearby countries.
2. Formulation of prototypical tour programs of various types and lengths, including both internal and regional programs.

Output 4

Draft and final development action program and related reports.

Activities

1. Preparation of the draft program and any related reports for review by the government and other concerned parties.
2. Preparation of the final reports, with appropriate text and charts.

Objective 3

Provide the planning basis for development of three priority tourism development projects, including one resort and visitor facilities at two tourist attraction features, one nature park, and one archaeological or historic site. These plans will also serve as models for the planning of other similar development projects.

Output 1

Conceptual plan and prefeasibility analysis for a medium-size tourist resort.

Activities

1. Selection of the resort and its site from the tourism development program and in consultation with the government, and review of the recommendations for the type and size of the resort in the national and regional tourism plans.
2. Environmental analysis of the site and nearby areas, including natural characteristics and any existing land use, settlement, and sociocultural patterns, and determination of the site's carrying capacity.
3. Determination of the type and extent of tourist facility and other land use requirements, including accommodation, retail commercial, cultural and recreation facilities, park, conservation and landscape areas, and transportation network, giving consideration to the recommendations on type and extent of development for this area in the national and regional plans, any additional market analysis required, and the opportunities and constraints offered by the site itself.
4. Formulation of the plan showing the access to the site and its regional relationships, the various land use areas, internal transportation system, and conceptual layout (site plan) of buildings and other facilities, and park, recreation, open space, and landscaped areas. The sources and any special considerations of other types of infrastructure will be indicated.
5. Formulation of development standards, architectural and landscaping design concepts and guidelines for the tourist facilities, and engineering design standards for the project.
6. Preparation of a general environmental impact assessment of the proposed plan, including natural, sociocultural, and economic considerations (the final environmental impact assessment will be made of the final detailed plan to be prepared later).
7. Preparation of a prefeasibility analysis of the project, including projected costs and revenues and rate of return and market considerations.
8. Preparation of a preliminary development program for the project, including for detailed planning, design, and engineering, with recommendations on the most suitable organizational structure and financing for the project finalization, implementation, and operation.

Output 2

Conceptual plans for visitor facilities and use and conservation measures for a natural tourist attraction, such as a national park, and a major archaeological or historic site.

Activities

1. Selection of the sites from the development program and in consultation with the government.
2. Environmental analysis of the sites and nearby areas, including any existing land use, settlement, and sociocultural patterns, and determination of the sites' visitor carrying capacities.
3. Projection of the number of visitors to the sites and determination of the types and extent of visitor facilities required and conservation measures needed, giving consideration to the recommendations for these sites in the national and regional plans and the environmental analyses of the sites.
4. Formulation of the plans showing the access to the sites, location of various visitor facilities, the internal circulation system, and other infrastructure required, conservation areas and any special considerations that need to be made, and a conceptual layout (site plan) of buildings, parking, other facilities, and landscaped areas.
5. Formulation of development standards, architectural and landscaping design concepts and guidelines, and engineering design standards for the visitor facilities.
6. Formulation of visitor use plans and guidelines for efficient visitor movement on the sites.
7. Preparation of general environmental impact assessments of the project plans (the final environmental impact assessments will be made of the final detailed plans, to be prepared later).
8. Preparation of prefeasibilty analyses of the site plans, including costs and revenues, realizing that the projects may not be intended as profit making in themselves.
9. Preparation of preliminary development programs for the projects, including for detailed planning, design, and engineering, with recommendations on the most suitable organizational structure and financing for finalization, implementation, and operation of the projects.

Output 3

Draft and final plan reports.

Activities

1. Preparation of the draft plan reports for review by the government and other concerned parties, including the local communities.

2. Preparation of the final reports in an attractive format, with suitable explanatory text and graphic illustrations.

Note: The local communities in the resort and tourist attraction areas should be involved throughout the planning process.

Source : Inskeep, 1991

ANNEXE 3

Accomodation Projections and Land Area Requirements

The formula for projecting accommodation and an example for average annual and high season demand are set forth below. This example is only for one type of tourist market and accommodation; the formula should, of course, be applied to each of the market segments and related types of accommodation to arrive at a total accommodation demand for the country or region.

Demand for beds
The formula is:

$$\frac{\text{No. of tourists (per time period)} \times \text{average length of stay (in nights)}}{\text{No. of nights (per time period)} \times \text{accommodation occupancy factor}}$$

For example, to calculate annual demand:

$$\frac{\text{100,000 tourists per year} \times \text{7 nights}}{\text{365 nights} \times \text{75\% occupancy}} = \frac{700{,}000}{274} = \text{2,555 beds}$$

For example, to calculate high season demand:

$$\frac{\text{50,000 tourists per 4 months} \times \text{7 nights}}{\text{120 nights} \times \text{95\% occupancy}} = \frac{350{,}000}{114} = \text{3,070 beds}$$

Demand for rooms
The formula is:

$$\frac{\text{No. of beds demand}}{\text{Average room occupancy (persons per room)}}$$

For example, to calculate annual demand:

$$\frac{\text{2,555 beds}}{1.7} = \text{1,503 rooms}$$

For example, to calculate high season demand:

$$\frac{3{,}070 \text{ beds}}{1.7} = 1{,}805 \text{ rooms}$$

Allowance should be made for the percentage of tourists staying in noncommercial accommodation such as with friends and relatives. If this factor is, for example, 5 percent, then 95 percent of 100,000 tourists in the above example would be used as the number of tourists for calculating accommodation needed. Any existing accommodation can be subtracted from the total demand figures to arrive at additional accommodation required, but realize that all or some of the existing rooms stock may need to be upgraded or otherwise modified to meet future project demand. New accommodation requirements are projected by time periods, based on the tourist market projections, to provide the basis for development programming.

The assumed factors for average annual and high season accommodation occupancies will vary from place to place depending on the profitability break-even points in different areas and types of accommodation and the amount of profitability above the break-even points to be assumed. Obviously, a higher occupancy factor implies greater profitability; it has been said that a vacant hotel room is a wasted resource forever. The 1.7 factor for average room occupancy is one that often applies to resort holiday oriented accommodation in which most rooms are occupied by two or more persons. For business oriented hotels with many single room occupancies, this factor would be lower, perhaps about 1.2.

As shown in the example, the seasonality factor must be taken into account and the beds/rooms demand calculated for the high season months. It may be considered uneconomic to develop a sufficient number of rooms for the short-term peak period, perhaps only a few weeks or a month each year, which would result in a lower year-round occupancy factor. The demand will be calculated to achieve an acceptable annual average occupancy rate realizing that tourist demand cannot be totally met during the high season. In the example given above, a rather extreme case of seasonality, provision of a sufficient number of rooms to meet peak season demand would result in an average annual occupancy of about 62 percent, which would be marginally financially acceptable to many hotel investors on long-term basis.

A tourism area with an inherent seasonality of its primary attraction, such as a beach resort with a cold winter season or a rainy monsoon period or a ski resort with a warm summer season, should also be selected for its opportunities for off-season activities such as conferences, special events, and different types of recreation. The ski resort of Aspen, Colorado in the USA, for example, has developed a very strong summer season with numerous meeting, seminar, and summer activities. Other techniques such as offering discounts on transportation fares and accommodation rates are commonly employed to attract tourists during a the low season. For very high peak periods that happen only very occasionally, such as when a special major event is being held, an approach for providing additional

accommodation is allowing and encouraging private householders to take guests in their homes.

Although both beds and rooms are used as a unit measure in different countries, the accommodation room seems to be a preferable type of unit to use because the number of beds per room can vary from time to time whereas the number of rooms is more fixed. Also, from an economic standpoint, the rate difference between single and double room occupancy is not greatly different nowadays, and most rooms are of a standard size designed either for single or double occupancy with little difference in construction and operating costs between the two.

The accommodation projection is used as a basis for projecting general land area requirements because, except for the place-specific tourist attractions, accommodation is the component of tourism that requires the most land. Land area requirements are first projected in a preliminary manner and should be carried out in conjunction with the carrying capacity analysis. The market analysis, accommodation projection, and determination of land area requirements may need to be modified based on the carrying capacity analysis, evaluation of economic, environmental, and sociocultural impact evaluation, the tourism policy adopted, and other considerations. At this analysis and plan formulation stage of the planning process, there is continuous feedback taking place before reaching the optimum balance of development and market patterns.

The total amount of accommodation projected is translated into total land area requirements by applying density standards based on the type of tourism to be developed, as indicated in the tourism objectives and policy. The total land area requirements are then allocated to the various selected tourism development areas based on the results of the integrated analysis and carrying capacity studies. For example, if there is a calculated need for 10,000 accommodation units of various types during the life of the plan, and it is determined, based on the market analysis, that 1,000 of these should be situated in urban areas to primarily serve business travelers, 500 should be allocated to mountain lodges for wildlife and nature tourism, and the remaining 8,500 units should be located in medium to low density beach resorts at an average density of 20 units per hectare (including provision of extensive recreation facilities), then 425 hectares of suitable beach resort land will be required, at one or several locations. By applying appropriate density standards to the urban and mountain lodge units required, the land area requirements can be calculated for those types of development. These figures then become inputs to the policy and plan formulation.

Source : Inskeep, 1991

ANNEXE 4

Model Manpower Planning Table

Job Classification	Existing Employment	Vacant Positions	Projection of New Positions		Attrition Factor	Total Manpower Needs
			1995	2000		
HOTEL AND CATERING						
Administration						
Manager						
Assistant Manager						
Marketing Manager						
Chief Accountant						
Assistant Accountant						
Secretary						
Typist						
Reception/Front Office						
Front Office Manager						
Receptionist						
Assistant Receptionist						
Reservation Clerk						
Cashier						
Switchboard Operator						
Head Porter						
Porter						
Housekeeping and Laundry						
Executive Housekeeper						
Assistant Housekeeper						
Room Maid						
Head Linenkeeper						
Head of Laundry Service						
Laundry Worker						
Restaurant and Bar						
Restaurant Manager						
Head Bartender						
Assistant Restaurant Manager						
Head Waiter						
Waiter						
Barman						
Assistant Waiter						
Cashier						
Kitchen						
Executive Chef						
Assistant Chef						
Cook						
Cook Assistant						
Maintenance						
Building Maintenance Engineer						
Gardener						
Watchman						
Cleaner						
Note; Specialized personnel may be required, such as hairdresser, entertainer, recreation leader, etc.						
TOUR AND TRAVEL OPERATIONS						
Agency Manager						
Head of Ticketing						
Head of Tour Programs						
Sales Manager						
Ticketing Clerk						
Tour Leader						
Tour Guide						
Cashier						
Driver						
TOURISM MANAGEMENT						
Director of Tourism						
Chief of Marketing						
Chief of Planning and Development						
Marketing and Promotion Specialist						
Public Relations Officer						
Tourism Planning Specialist						
Tourism Statistician						
Tourist Facility Standard Specialist						
Tourism Training Specialist						
Tourist Information Service Clerk						

Source : Inskeep, 1991

ANNEXE 5

Sample Evaluation Matrix for Alternative Plans

Evaluation Factor	Evaluation Ranking			
	Alternative 1	Alternative 2	Alternative 3	Comments
Satisfies overall tourism development objectives				
Reflects overall national/ regional development policy				
Reflects tourism development policy				
Optimizes overall economic benefits at reasonable cost				
Provides substantial employment and increased income				
Provides substantial net foreign exchange earnings				
Helps develop economically depressed areas				
Does not preempt other important resource areas				
Minimizes negative sociocultural impacts				
Helps achieve archaeological/ historic site preservation				
Helps revitalyze traditional arts and handicrafts				
Is not disruptive to present land use and settlement patterns				
Minimizes negative environmental impacts				
Reinforces environmental conservation & park development				
Makes maximum use of existing infrastructure				
Makes maximum multi-purpose use of new infrastructure				
Provides opportunity for staging development				

Notes:

1. This list of evaluation factors is only indicative of the type which could be used, and the evaluation factors actually used will depend on the specific planning situation. If the plan objectives are complete and specific, they can sometimes be used directly as the factors.
2. The evaluation ranking can be done on a scale of 1 to 5 or 1 to 10 with the upper end of the scale indicating the higher achievement level. The more important factors can be given a greater numerical weighting. The comments column is important for noting special situations, for example, substantial employment may be provided by the plan but considerable migration of workers may be required to provide the employment.

Source : Inskeep, 1991